



*Usine, territoire, prison
lutttes de masse et lutte armée*

ITALIE 72-82

**DIX ANS
DE LUTTES
DE CLASSE**

CAHIER CLASH

I

INTRODUCTION

Une partie de notre patrimoine de classe

CE travail, réalisé en commun par des camarades français et italiens, a pour premier objectif de pallier à la **désinformation** organisée par les médias et l'intelligenza de régime en France. En effet, pour ceux-ci, l'Italie serait une « *bizarrie* », terre d'élection des pires calamités : Seveso, les tremblements de terre dans le Frioul et à Naples, la stratégie de la tension et son cortège de massacres et de coups d'Etat d'opérette, la corruption de la soi-disant « *classe politique* », les scandales en cascade, jusqu'à celui de la loge massonique P2, ...

Pour d'autres, experts plus ou moins bien intentionnés ou militants sous-informés, quelques images d'Epinal servent de références : un autonome coiffé d'un passe-montagne, bien *campé* sur ses jambes, le poing tendu armé d'un P.38 ; la fascinante « *géométrique puissance* » déployée par les Brigades rouges via Fani, lors de l'enlèvement de Moro ; ou bien ce poster désormais connu représentant un prolétariat marchand en rangs serrés vers un avenir radieux...

Notre travail ne vise bien sûr pas à rétablir une quelconque « *objectivité* » des faits. Il s'inscrit bel et bien dans le cadre constant de quiconque veut combattre la propagande de l'ennemi de classe : celui de la **contreinformation militante**. Car si la connaissance du déroulement réel et concret de la lutte de classe en Italie au cours de la dernière décennie est si peu répandue, jusque dans les rangs du mouvement révolutionnaire, alors que nos formations sociales sont par bien des aspects voisines, c'est bien parce que cela correspond à une volonté de l'adversaire de classe : la richesse de l'antagonisme social y est telle que, dès la fin des années soixante, l'appareil médiatique bourgeois a préféré ne pas le diffuser dans une Europe dont les principaux centres connaissaient d'importants mouvements de rébellion sociale.

De plus, au cours des dernières années, les serviteurs démocrates de gauche de la bourgeoisie n'ont cessé de parler d'une « *involution* » de l'Italie, d'un « *embarbarissement* » de « *l'Etat de droit* » et autres foutaises pour expliquer l'âpreté de l'affrontement de classe dans la péninsule. Un tel discours, loin de s'adresser aux travailleurs et aux révolutionnaires français et italiens, ne s'adresse en fait qu'aux Italiens en fuite, réfugiés en France, afin de justifier leur « *statut* » de « *persécutés politiques* ». Un tel discours ne peut que cacher la réalité italienne, que nier la réalité de la société métropolitaine en tentant d'en isoler l'Italie, en divisant le système impérialiste en parties indépendantes les unes des autres, en ramenant l'Italie à une excroissance anormale de l'Europe capitaliste.

L'exil massif de militants italiens n'a rien à voir avec une quelconque diaspora d'un « *peuple de la gauche* » italienne, comme le prétendent les scribouillards de régime. Pour la France, le problème posé par les réfugiés italiens n'est plus celui posé par les réfugiés chassés par les dictatures gorilles d'Amérique latine et d'Asie avec lesquels elle a tenté de jouer la carte de l'insertion culturelle et humaine dans les centres de militants chassés de la périphérie des métropoles impérialistes. Parce que les révolutionnaires italiens qui arrivent aujourd'hui en France n'ont pas combattu dans un lointain pays, mais bien au cœur d'un grand centre industrialisé de l'Europe capitaliste, dont l'Etat recouvre des formes de domination « *démocratiques* ». Ce qui a contraint à l'exil une **fraction du mouvement de classe italien**, ce sont les rapports de forces actuels entre les classes dans la péninsule, ce sont les conditions de combat qui en découlent. De la même manière que ceux-ci ont mené ou menacent de mener en prison une

autre fraction du mouvement de classe, représentée par près de 4 000 prisonniers politiques et par plus de 16 000 militants poursuivis.

Le gouvernement français le sait bien d'ailleurs, qui cherche à obtenir des militants en fuite qu'ils se **dissocient** du combat révolutionnaire tel qu'il a été — et continue d'être — mené dans leur propre pays, qui cherche à briser tout lien de solidarité entre les camarades italiens, et d'en isoler ceux qui n'estiment pas que, parce qu'ils se sont réfugiés à l'étranger, le mouvement de classe italien dans son ensemble a été battu.

Ceux qui, en France, ont cru pouvoir obtenir un espace de survie sans combattre, en flattant les mystifications de l'Etat bourgeois français, **ne se sont garanti aucun havre de paix, mais sont simplement passés au service de cet Etat**, semblables en cela à leurs homologues dissociés, déserteurs et repentis en Italie.

Parce que ce sont avant tout les déterminations politiques et économiques qui guident l'attitude du gouvernement français, la situation de révolutionnaires dans quelque pays que ce soit, est avant tout déterminée par l'évolution des rapports de force entre les classes dans tout le bloc impérialiste. Il ne peut y avoir, hors de cela, d'espace garanti pour les révolutionnaires dans une quelconque « *démocratie* », social-démocrate ou autre, dans la mesure où ils sont soumis, comme fraction du mouvement de classe, aux mêmes rapports de forces que leur propre prolétariat dans son ensemble.

Le soutien aux prolétaires révolutionnaires italiens, traqués par leur propre bourgeoisie, soumis au chantage de l'Etat français, ne peut être simplement dicté par un quelconque « *solidaritarisme* », aussi naïf qu'inefficace. Il est **partie intégrante et continuité** du soutien aux luttes des prolétaires et des révolutionnaires qui combattent en Italie même. Car l'expatriement, comme la torture, l'emprisonnement ou l'assassinat, n'est qu'un des moments de la violence d'ensemble qu'exerce la bourgeoisie contre l'antagonisme prolétarien.

C'est en ce sens que ce travail veut contribuer à faire connaître l'affrontement de classes en Italie comme affrontement entre prolétariat et bourgeoisie inscrit dans la crise générale du capitalisme, où chaque classe lutte pour **imposer sa propre issue** : guerre ou révolution, barbarie ou communisme. Et, dans ce cadre, la reconstruction de l'histoire et de la réalité des luttes de classe en Italie est un bilan et un enseignement pour **notre** classe, pour **nos** luttes, pour **notre** solution à la crise générale du mode de production capitaliste, en Italie comme en France, en Europe occidentale comme en Europe orientale.

Alors, la répression féroce que la bourgeoisie déchaîne en Italie à travers les arrestations de masse, la torture, la différenciation, l'anéantissement des prolétaires prisonniers n'est plus le simple produit du « cas italien », mais bien une nécessité pour la bourgeoisie italienne pour imposer **sa** solution à la crise par le chômage, les licenciements, la vie chère, les expulsions, la spéculation, le réarmement, etc. : exploitation et prison sont deux anneaux de la même chaîne d'oppression de la bourgeoisie sur le prolétariat en Italie comme en France.

L'affrontement entre les capitalistes italiens et leur Etat démocrate-chrétien d'une part et les prolétaires italiens et leurs organisations révolutionnaires d'autre part, est le même que celui qui oppose en France les capitalistes et leur Etat « *socialiste* » aux travailleurs et révolutionnaires français. Car, quelle différence y a-t-il entre les mesures qu'a toujours prises la bourgeoisie italienne et que prend aujourd'hui un Spadolini, et celles que prennent nos gouvernants sociaux-démocrates : mesures antipopulaires, elles visent à faire payer la crise aux travailleurs et à accroître les profits des patrons. Quelle différence y a-t-il entre les tentatives d'organiser la délation de masse et d'anéantir les avant-gardes communistes en Italie et les mesures antiterroristes des shires de Prouteau, Franceschi et Defferre, accompagnées de campagnes de presse hystériques d'appel au meurtre contre des combattants communistes en France ?

C'est la même arrogance bourgeoise que l'on retrouve dans les restructurations massives de la sidérurgie ou de l'automobile, dans les expulsions d'immigrés et la répression des sans-papiers, dans le blocage des salaires, dans le soutien gouvernemental aux « *barbares* » policières, dans le passage du paiement des allocations familiales, et maintenant de l'allocation-chômage, des patrons aux travailleurs...

Connaître les autres réalités métropolitaines qui nous sont voisines est alors une nécessité pour nos propres luttes, car l'expérience du mouvement de classe dans la lutte contre l'issue bourgeoise à la crise ne connaît pas de frontières.

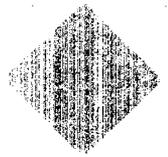
C'est par là aussi que s'affirme une réelle solidarité de classe avec les travailleurs et révolutionnaires italiens alliés avec nous et soumis aux combats sociaux-démocrates.

Il s'agit de contribuer à faire comprendre, tant parmi les camarades italiens que français, que ne s'est pas close une quelconque parenthèse agitée, mais que l'accroissement de l'âpreté de la crise et de l'affrontement de classe rend nécessaire un pas en avant : passer de la rébellion générique à l'organisation et au programme révolutionnaires. Et aussi que, en Italie, l'aspect principal n'est pas dans les carences qu'il faut aujourd'hui dépasser, mais bien dans l'immense capital que représentent les combats qui ont été et continuent d'être menés. Un tel travail désigne donc d'emblée ses propres interlocuteurs : les travailleurs et les révolutionnaires des centres métropolitains.

C'est donc dans ce cadre de réflexion générale que nous situons le présent travail. C'est dire d'emblée que, loin de postuler à l'objectivité des penchants habituels sur l'Italie, il est un travail **militant et partisan**. *Militant* en ce sens qu'il voudrait être, entre les mains des travailleurs et des révolutionnaires français, cet instrument qui fait défaut pour comprendre le cadre dans lequel s'est développé le mouvement de classe italien, ses victoires et ses échecs, ses avancées et ses reculs. *Partisan* parce qu'il ne s'agit pas d'un objet de connaissance « historique et objective » en soi, mais d'un moyen de mieux comprendre les débats qui traversent le mouvement communiste en Italie, débats dont l'objectif est de produire **une organisation** toujours plus acérée du prolétariat italien.

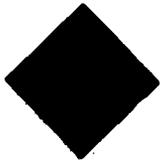
Car nous pensons que ce n'est qu'en s'appropriant la connaissance de cette réalité italienne que les révolutionnaires et travailleurs français seront en mesure d'apporter un soutien réel et efficace à leurs camarades italiens, qu'ils luttent dans les prisons spéciales ou qu'ils soient dans la clandestinité, qu'ils combattent dans les usines et les quartiers ou qu'ils soient contraints à s'expatrier.

Décembre 1982.



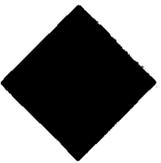
Optimisme communiste

Il s'agit de contribuer à faire comprendre, tant parmi les camarades italiens que français, que ne s'est pas close une quelconque parenthèse agitée, mais que l'accroissement de l'âpreté de la crise et de l'affrontement de classe rend nécessaire un pas en avant : passer de la rébellion générique à l'organisation et au programme révolutionnaires. Et aussi que, en Italie, l'aspect principal n'est pas dans les carences qu'il faut aujourd'hui dépasser, mais bien dans l'immense capital que représentent les combats qui ont été et continuent d'être menés. Un tel travail désigne donc d'emblée ses propres interlocuteurs : les travailleurs et les révolutionnaires des centres métropolitains.



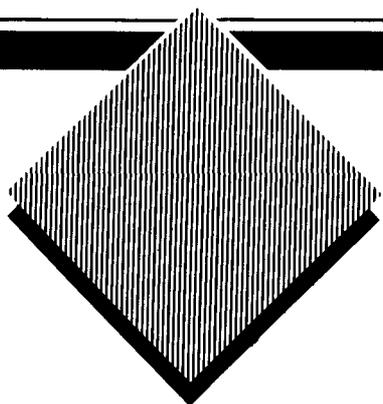
Abréviations et sigles

Msi	: Mouvement social italien, fasciste.
Dc	: Démocratie-chrétienne.
Pli	: Parti libéral italien.
Pr	: Parti radical.
Psi	: Parti socialiste italien.
Pci	: Parti communiste italien.
Pdup	: Parti d'unité prolétarienne, ex- <i>Manifesto</i> .
Dp	: Democrazia proletaria, fusion d' <i>Avanguardia operaia</i> et d'une partie du Pdup.
Lc	: <i>Lotta continua</i> , comme organisation jusqu'en 1975, comme journal depuis.
Potop	: <i>Potere operaio</i> , organisation autodissoute en 1973.
Autop	: Autonomia operaia.
Cgil	: Confédération générale des travailleurs italiens, liée au parti révisionniste.
Cisl	: Confédération italienne des syndicats libres, à mi-chemin entre les Cfdt et Cftc françaises.
Uil	: Union italienne des travailleurs, équivalent de Fo en France.
Flm	: Fédération unitaire de la métallurgie.
Fiom	: Fédération Cgil de la métallurgie.
Cisnal	: Syndicat fasciste, version plus musclée de la Csl française.
Sida	: Syndicat fasciste de l'Automobile Fiat.
Confindustria	: Syndicat du patronat de l'industrie privée.
Intersind	: Syndicat du patronat de l'industrie publique.
Confagricoltura	: Syndicat du patronat de l'agriculture.
Digos	: Police politique - <i>antiterroriste</i> .
Cc	: Carabiniers. Équivalents aux gendarmes français, ils dépendent de l'armée.
Ps	: Sécurité publique, police italienne.



Organisations combattantes

- *Brigate rosse*
Principale organisation communiste combattante italienne, née au début des années 1970.
- *Prima linea*
Autre formation nationale de la guérilla, apparue fin 1977 début 1978, sur la lancée du *Mouvement de 1977*, elle disparaît après une grave crise politique en 1980.
- *Azione rivoluzionaria*
Formation combattante anarchiste, née en 1978, rapidement démantelée en 1979.
- *Formazioni combattenti comunisti*
Unità Combattenti comuniste
Organisations nées principalement autour de scissions des Br, au milieu des années 1970.
- *Ronde ou Squadre armate per il comunismo*
Organisations actives à partir de la fin 1977, expression de la *guerilla diffuse*.
- Enfin, une multitude de petites formations à vocation plus ou moins durable et généralement liées à des situations locales, expressions principalement de l'Autonomie, organisée ou non : *Nuclei comunisti*, *Nuclei armati per il contropotere territoriale*, *Donne armate per il comunismo*, *Compagni organizzati per il comunismo*, *Proletari Armati*, *Brigata Lo Muscio*, *Brigata XXVIII Marzo*, *Movimento di resistenza proletaria offensiva*...



1944-1972, quelques repères

LA reconstruction capitaliste de l'Italie commence, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec la restructuration industrielle, basée sur le chômage, l'émigration interne et les bas salaires. Soutenue par une violente attaque contre le mouvement ouvrier et populaire et ses organisations, elle a pour conséquence un réel affaiblissement des forces révolutionnaires dans les premières années cinquante.

C'est la base du boom économique, ce fameux soi-disant «miracle économique» italien qui s'ensuit dans les années soixante et favorise la reprise des luttes revendicatives et une amélioration des conditions de vie, matérielles, culturelles et politiques des masses populaires. Ce qui permettra aux apologistes du capitalisme de construire leurs théories sur «l'éternité du système capitaliste» et de répandre le mythe de la «société du bien-être».

Quelques données brutes résumeront mieux que tout discours la situation de ces années d'après-guerre et de boom :

chômage

● En janvier 1946, un accord entre la Confindustria et la Cgil lève le blocage des licenciements.

1946	1.654.880	chômeurs
1947	2.025.140	"
1948	2.142.474	"
1952	1.989.891	"
1960	1.579.921	"

émigration globale, interne et externe

De 1952 à 1962 15.724.000.

● Les mouvements internes se font principalement du Sud vers le Nord de l'Italie, et des campagnes et montagnes du Nord vers les grands centres urbains.

● On trouve, au cours de la même période, et dans les seules villes de Turin, Milan, Gênes et Rome, 1.300.000 immigrés, dont la majorité a encore sa famille dans son lieu d'origine.

mouvement de la force de travail

	dans l'agriculture	dans d'industrie	dans les services
1951	45 %	30 %	25 %
1961	29 %	40 %	31 %

répression

● La réforme de 1948, amène les effectif des forces de répression à plus de 250.000 hommes, soit 60.000 de plus que sous le fascisme :

- 40.000 celerini (Brigades d'intervention)
- 30.000 policiers
- 180.000 carabinieri et gardes des Finances

● D'avril 1946 à avril 1948, 36 dirigeants et syndicalistes sont abattus dans la seule Sicile.

● De janvier 1948 à septembre 1954 (pour 38 provinces sur 95) :

- 75 travailleurs sont tués dans des fusillades
- 5.104 travailleurs sont blessés
- 148.269 sont arrêtés pour des motifs politiques
- 61.242 d'entre eux sont condamnés
- Dans la même période, 1.797 partisans sont arrêtés et 884 condamnés.

évolution des effectifs du Pci

juin 1943	: 5-6.000	janvier 1946	: 1.770.000
hiver 1944	: 70.000	janvier 1947	: 2.076.000
1945	: 400.000 (Italie du nord)	janvier 1948	: 2.331.000

● A partir de 1949, les effectifs chutent constamment pour se stabiliser, au milieu des années cinquante, à 1.500.000 membres, et n'en plus bouger (1.502.000 en 1968 et 1.520.000 en 1971).

● S'opère aussi un changement de la composition de classe de ce parti (de parti d'ouvriers à parti des classes moyennes) et de sa nature politique (de parti insurrectionnel à parti d'opinion) :

année	nombre total d'ouvriers	ouvriers organisés en cellules dans les grandes et moyennes usines		
		nombre d'ouvriers	nombre de cellules	nombre d'usines
1949	1.250.000			
1950		416.000	11.272	6.647
1954		856.000	11.495	6.260
1954		658.000	10.700	6.257
1960		700.000	100.000	6.282

évolution économique

● Dans les années 50, le PNL (Prodotto Nazionale Lordo) augmente en termes réels de 6 à 8% par an, en faisant plus que doubler sur la décennie. Les investissements et les exportations triplent. La production industrielle double presque, alors que les 15 principaux groupes vont au-delà :

année	Prodotto Nazionale Lordo		
	en milliards	taux d'accroissement	indice
1951	10.748	7,5	100
1955	15.050	6,7	140
1961	24.289	8,3	225

année	investissements lourds		exportations	
	en milliards	indice	en milliards	indice
1951	2.166	100	1.286	100
1955	3.321	153	1.695	131
1961	6.043	279	3.838	298

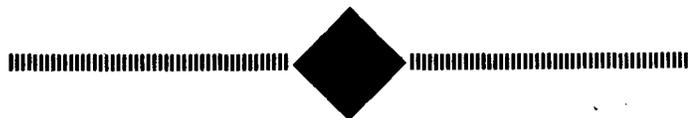
année	production industrielle nationale	15 plus grandes sociétés par actions		
		production industrielle		capital
	indice	en milliards	indice	en milliards
1951	100	3.500	100	447
1961	171	8.200	234	1047

● De 1953 à 1960, la productivité (*l'exploitation*) augmente de 65,1 %, alors que pour la même période les salaires nominaux augmentent de 57,1 %, les salaires réels restant pratiquement stationnaires.

● De 1951 à 1961, la différence entre Nord et Sud de l'Italie s'accroît féroce : en 1951, le revenu au Nord représentait un peu plus du double du revenu du Sud, en 1961, il y est quatre fois supérieur.

● Au cours des deux premières années 60, on note des augmentations de salaires qui permettent de jouir des miettes du « *miracle économique* » en Italie, mais les salaires augmentent de :

11,7 % en Italie
17,7 % en France
22,8 % en Hollande
25,7 % en RFA.



(*) Les données économiques sont tirées de « *Compendio statistico 1971* » de l'ISTAT. Les autres données proviennent principalement de « *Proletari senza rivoluzione* », de Renzo Del Carria.

A PRES la longue stagnation des luttes de la seconde moitié des années cinquante, c'est en 1959 que commencent à se dessiner de nouvelles tensions au sein des masses ouvrières et populaires, cependant que la ligne démochrétienne de centre-droite apparaît de plus en plus en crise. Cette situation connaîtra son expression maximum en juillet 1960, lors de la tentative de former le gouvernement Tramboni avec l'appui direct des fascistes, qui sera repoussée par une vaste rébellion populaire sur tout le territoire national, ponctuée de gigantesques manifestations, de violents affrontements et de l'occupation de villes entières.



Affrontements à Gênes, en juillet 1960.

Ce mouvement de rébellion, qui sera écrasé à coups de mitraillettes et de tanks, avec de nombreux morts et des centaines d'années de prison, représente un fort mouvement antifasciste, en unité et en rupture avec les idéaux de la résistance partisane. Mais surtout, et c'est l'aspect fondamental, il voit l'entrée dans la lutte d'importants secteurs de jeunes ouvriers qui reconnaissent dans le gouvernement Tramboni l'expression politique de l'exploitation croissante à laquelle ils sont soumis.

une nouvelle génération d'ouvriers d'avant-garde

Ces jeunes ouvriers, pour la plupart immigrés du Sud, ont été brutalement introduits dans les grandes usines modernes, y effectuent un travail extrêmement parcellisé, ont un important degré de déqualification, et touchent de très bas salaires pour un rythme de travail très élevé. Mais, ils n'ont pas encore connu de défaite et, s'ils sont encore peu politisés, n'en sont pas moins la nouvelle génération des ouvriers d'avant-garde et constitueront l'épine dorsale du mouvement révolutionnaire dans les années à venir.

Immédiatement après les événements de juillet 1960, une vaste lutte parcourt l'ensemble des usines de l'électromécanique milanaise, ponctuée de violents affrontements avec la police. Avec cette lutte apparaît la pratique des négociations complémentaires d'entreprises entre deux conventions nationales.

Au cours des années 1961 et 1962, toutes les catégories ouvrières entrent en lutte pour les conventions nationales ou d'entreprises. Cette lutte culminera dans le mouvement des métallos, en 1962/63, qui verra pour la première fois

depuis longtemps un important succès de la grève à la Fiat et avec l'assaut ouvrier du siège de l'Uil, le syndicat jaune, connu sous le nom d'«*événements de Piazza Statuto*». Ce mouvement des métallos se conclura sur un contrat qui, pour la première fois depuis la fin de la guerre, concède d'importantes augmentations de salaires.

Contemporainement, la victoire de la révolution cubaine, les guerres victorieuses de libération nationale au Congo et en Algérie, la lutte de libération du peuple vietnamien, la résistance au franquisme et la rupture entre l'Urss révisionniste et la Chine exercent une forte influence, non seulement dans la classe ouvrière, mais aussi dans d'autres couches populaires : étudiants, intellectuels, etc.

l'émergence d'une conscience politique globale

Des comités anti-impérialistes se forment, les villes sont parcourues de grandes manifestations contre l'impérialisme et les régimes fascistes, les revues se multiplient, qui voient les groupes d'intellectuels contribuer à l'analyse et à la critique du mode de production capitaliste. A gauche du Pci, la lutte contre le révisionnisme amène à la création des premiers groupes marxistes-léninistes. Ces luttes et ces premiers jalons contribuent à la formation d'une conscience politique globale d'un nouveau mouvement révolutionnaire et de nouvelles avant-gardes, en rupture avec des dizaines d'années de mystifications et d'illusions politiques.

La bourgeoisie commence alors à comprendre que sa capacité de médiation ne peut plus reposer sur les vieux équilibres de pouvoir, tandis que les sommets du Pci doivent faire face à des critiques tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du Parti. Ils y répondent en parlant d'«*infiltrés*», de «*voyous*» et de «*provocateurs*»...

Durant cette période, et après des années de polémiques ouvertes, au cours desquelles la Cisl et l'Uil avaient clairement joué un rôle collaborateur et anti-ouvrier, un rapprochement commence à s'opérer entre ces deux confédérations et la puissante Cgil.

C'est là un prémisses indispensable à l'avènement du centre-gauche comme formule de stabilisation capitaliste. Et c'est à l'enseigne du «*bien-être au coin de la rue*» et de la «*société de consommation*» que le Psi, d'abord appuie, puis finit par entrer dans le nouveau gouvernement. Ce nouveau gouvernement de centre-gauche se montrera très vite diligent dans la gestion des intérêts capitalistes lors des crises de 1964/65. Il peut, de plus, désormais compter sur une opposition bienveillante du Pci et sur la «*compréhension*» des syndicats.

Au cours de la seule année 1965, 70.000 métallos et 150.000 ouvriers du bâtiment sont licenciés. L'emploi diminue globalement de 3,3%. Les salaires, qui avaient augmenté de 12 à 13% en 1963, n'augmentent plus que de 4,6% en 1964 et de 2,4% en 1965. En 1966, malgré les nouvelles conventions nationales, ils augmentent de 5,4%.

des villes entières en émeute

Dans le cadre des restructurations qui s'ensuivent, ce sont des villes entières, comme Gènes et Trieste, qui sont frappées par la «*démobilisation productive*» au cours de 1966. La riposte ouvrière dans ces villes tourne à l'émeute, et les nouvelles forces de la gauche extraparlamentaire jouent un rôle important dans les affrontements quasi-insurrectionnels qui y ont lieu.

La répression est bien sûr extrêmement brutale et admirablement complétée par l'action liquidatrice des syndicats.

Ceux-ci opéreront de la même manière en baclant à la va vite la signature de la convention des métallos en 1966, après que les ouvriers de l'Alfa aient violemment affronté la police. L'accord prévoit une augmentation des salaires de 5% et le gel des négociations complémentaires d'entreprise pour deux ans.

Les années qui suivent les crises de 1964/65 voient, sur le plan économique, une nouvelle phase de reprise liée à de grosses opérations de concentration monopoliste. D'importants investissements sont effectués pour la création de pôles industriels dans le Sud, cependant qu'au Nord, l'exploitation s'intensifie dans les usines. Dans les couches populaires, ces pôles industriels que l'on veut implanter au Sud sont appelés «*cathédrales du désert*» parce que, créant peu d'emplois et détruisant l'agriculture, ils provoquent l'émigration et la misère pour la majorité.

Le détachement entre la bureaucratie syndicale, absorbée par la «*programmation*» et la «*cogestion*» aux côtés des patrons et la rude réalité des conditions d'existence ouvrières va croissant. C'est d'ailleurs à cette époque qu'est introduite la retenue directe, par le patron, des cotisations syndicales sur les bulletins de paye. Et, alors que les Commissions internes deviennent toujours plus les courroies de transmissions des décisions des sommets syndicaux, de nouveaux moments d'organisation, autonomes et en dehors des syndicats, commencent à apparaître : les *Comités unitaires de base*.

Sur le front social, les luttes pour le droit au logement se développent avec la grève des loyers et les occupations de maisons. A Milan, se constitue une *Union des locataires*, totalement autonome des syndicats et partis constitutionnels, qui regroupe des centaines de familles autour du mot d'ordre «*le loyer à 10% du salaire*».

de la «*contestation*» étudiante aux luttes ouvrières autonomes

Ces différents phénomènes, ces nouveaux mouvements se diffusent, se développent, s'affermissent pour finir par exploser en de véritables luttes de masse en 1968 et dans les années suivantes. La critique sociale du mode de vie de la société capitaliste des années soixante est opérée par des groupes de jeunes étudiants et d'intellectuels : c'est l'apparition de ce que l'on appellera la «*contestation*» et qui aboutira à un formidable mouvement d'ensemble de la jeunesse en 1968

Dès la fin 67, dans les écoles et les universités, les vieilles formes de représentation sont balayées au profit des assemblées où de nouveaux thèmes de débats et de luttes sont mis en avant : la lutte contre la culture bourgeoise, pour une culture au service de la classe ouvrière, l'anti-impérialisme, la volonté de se lier à la classe ouvrière dans la lutte contre l'Etat des patrons...

Assemblées, manifestations, affrontements avec la police se succèdent à un rythme presque quotidien. C'est ainsi qu'en mars, une véritable bataille rangée oppose les étudiants à la police, qui restera célèbre comme «*bataille de Valle Giulia*».

Contemporainement, une grande vague de luttes ouvrières autonomes commence à déferler. En avril, les ouvriers du textile de Valdarno, à Vicenza, mènent une grève très dure. Les manifestations et les affrontements s'étendent à toute la ville, et la statue du fondateur de l'usine érigée dans le centre ville est abattue.

A la Fiat de Turin, des luttes très dures sont aussi menées. Les syndicats jaunes sont chassés. Les étudiants sont massivement aux côtés des ouvriers. Une structure est ainsi formée à l'échelle de la ville : l'*Assemblée ouvriers-étudiants*. A l'usine Pirelli de Milan, ce sont les *Comités uni-*

taires de base qui dirigent les luttes, en rupture totale par rapport aux syndicats. A l'usine pétrochimique Montedison de Porto Marghera, près de Venise, les ouvriers défilent devant le siège central de la Cgil aux cris de «*vendus !*».

Au Sud, ce sont les ouvriers agricoles qui développent un fort mouvement. En décembre 1968, en Sicile, le village d'Avola est occupé par le peuple trois jours durant. La police fait feu, provoquant morts et blessés. Immédiatement, toute l'Italie est parcourue de grèves et de manifestations de solidarité.

Ce mouvement investit toute la société : de la lutte contre les médias bourgeois, avec l'assaut au siège du *Corriere della Sera* à Milan, aux luttes pour le droit au logement, avec la multiplication des structures autonomes des syndicats et partis constitutionnels et aux luttes contre le luxe arrogant, avec l'assaut mené, la nuit du réveillon, par des ouvriers et des étudiants contre un repaire de l'«*élite*» à Viareggio.

La bourgeoisie, comme ses alliés, sont pris de surprise par l'ampleur de ce mouvement de fond. Après avoir tenté de le chevaucher, le Pci commencera, en 1969, à s'y opposer en le dénonçant comme «*provocateur*», au nom de «*défense de l'expansion de la démocratie*» et de «*la voie italienne au socialisme*». La bourgeoisie, pour sa part, riposte brutalement par une répression qui se solde par de nombreux morts, blessés et emprisonnés.

C'est au cours de cette période que l'influence conjuguée du Mai français, de la guerre de libération vietnamienne et de la Révolution culturelle chinoise est à son apogée.

En février 1969, toute l'Italie est parcourue de manifestations contre la visite de Nixon. Le point culminant de cette mobilisation est atteint à Rome, où la police tue un manifestant, en blesse plusieurs dizaines et arrête des centaines de personnes.

En avril, à Battipaglia, près de Salerne, dans le Sud, toute la région se révolte contre une fermeture d'usine et affronte violemment la police et les syndicalistes : deux morts, des dizaines de blessés et d'arrestations.

Au cours de cette année, les luttes continuent de se développer, investissant tous les terrains, impliquant toutes les couches populaires. Mais elles sont unifiées et guidées par des puissantes luttes ouvrières autour du renouvellement des conventions de la métallurgie.

de nouvelles formes de lutte et d'organisation

De mai à juillet, l'*Assemblée ouvriers-étudiants* de Turin se réunit pratiquement tous les jours. Les grèves de la Fiat culminent le 3 juillet, avec une gigantesque manifestation qui se conclura par les célèbres affrontements de *Corso Traiano* qui impliquera la population de la zone.

Chaque centre industriel est secoué de luttes et de débats. A Milan, les points les plus chauds sont les usines Siemens, Pirelli, Alfa Romeo... A Venise, la faculté d'architecture devient le centre de discussion et de coordination des luttes ouvrières. C'est dans ce gigantesque bouillonnement que naissent et mûrissent les objectifs, les formes de lutte et les organismes qui constitueront le patrimoine des luttes de l'automne : l'égalitarisme, les augmentations égales pour tous, la parité ouvriers-employés, la réduction du nombre de catégories, la suppression du travail aux pièces, l'articulation des luttes par les grèves «*sauvages*» et «*en damier*», les cortèges internes et externes à l'usine. Les formes d'organisation sont elles-mêmes bouleversées : le pouvoir ouvrier doit démocratiquement s'organiser dans

l'usine, avec les *Consigli di fabbrica* (Conseils d'usine), composés de délégués de chaînes et d'ateliers, expressions directes de la lutte qui balayent les vieilles Commissions internes des syndicats.

Alors que jusqu'en 1967-68, les organisations révolutionnaires, principalement marxistes-léninistes, n'impliquaient encore qu'une minorité, même si elles étaient présentes dans de nombreuses réalités de lutte et portaient une critique acharnée du révisionnisme et du réformisme, au cours des années 1968 et 1969, de nombreux organismes révolutionnaires naissent au cœur du mouvement d'ensemble, formés de dizaines de milliers de cadres politiques.

Ceux-ci, représentant les différentes positions existantes dans le mouvement, l'enrichissent d'instruments, de thématiques et d'expériences nouvelles, sapant considérablement l'hégémonie du Pci. Leur rôle au cours de ces années et au début des années 1970 est considérable, mais le début de la crise générale du mode de production capitaliste et l'attaque bourgeoise qu'elle implique marquent le déclin du «*grand mouvement*» et ces organisations révolutionnaires, qui vivaient de ce mouvement, sont secouées de graves crises internes et éclatent. Une partie d'entre elles retournera dans le giron de la «*démocratie*» bourgeoise.

Les syndicats, après avoir activement saboté les luttes, tentent de chevaucher le mouvement face aux développements et à l'extension de ses nouvelles avant-gardes. C'est là que la «*gauche syndicale*», opposition interne à ces syndicats, trouve un espace.

l'automne chaud

A l'automne 1969, toutes les catégories ouvrières entrent en lutte. Rappelons-en les moments marquants.

Fin août, les ouvriers de l'usine Pirelli occupent le centre de Milan.

Début septembre, deux millions de travailleurs de la métallurgie, du bâtiment et de la chimie sont en grève nationale pour le renouvellement des conventions.

Le 11 septembre, un million de métallos font grève. La Fiat de Turin est bloquée par 100 000 manifestants.

Le 23 septembre, des milliers d'ouvriers agricoles occupent des maisons vides à Rome.

Fin septembre, de nombreuses villes connaissent d'importantes grèves contre les loyers trop élevés.

Le 10 octobre, 250 000 métallurgistes de Turin sont de nouveau en grève. A la Fiat, assemblées et cortèges internes. Violents affrontements avec la police aux portes de l'usine.

Les 15 et 16 octobre, la grève est générale à Milan contre la vie chère. 100 000 personnes manifestent. A Naples, ce sont 40 000 métallos qui sont en grève.

Le 17 octobre, des millions de travailleurs participent à la grève générale dans toute l'Italie. A la Fiat-Mirafiori, les piquets de grève sont violemment chargés par la police.

Le 22 octobre, 90 000 métallos en grève imposent le droit d'assemblée dans quarante usines.

Le 27 octobre, les affrontements durent un jour et une nuit entre la police et la population de Pise. Un étudiant est tué.

Le 29 octobre, la lutte continue de se durcir à la Fiat : cortèges internes et affrontements. Cent autos sont détruites et la cantine est dévastée. A Milan aussi, des affrontements ont lieu entre les travailleurs de la Chimie pharmaceutique et la police.

Le 6 novembre, 50 000 ouvriers manifestent contre la désinformation organisée par la radio-télévision italienne. La police charge, faisant 56 blessés.

Le 7 novembre, alors que les grèves et les manifestations des ouvriers de la Métallurgie, de la Chimie et du Bâtiment se multiplient dans toute l'Italie, accompagnées de violents affrontements, les syndicats signent la convention du Bâtiment.

Le 13 novembre, les syndicalistes signent un accord à l'usine Pirelli sous les huées des ouvriers. A Turin, 50 000 ouvriers occupent le centre-ville et affrontent la police.

Le 19 novembre, de longs et durs affrontements ont lieu via Larga à Milan. Le flic Annarumma meurt lors d'une collision entre deux véhicules de la police lors d'une charge.

Le 25 novembre, alors que se déroulent les obsèques de celui-ci, des groupes de fascistes, applaudis par les personnalités rassemblées aux funérailles, organisent une chasse à l'homme contre les révolutionnaires et les démocrates dispersés. C'est le début de la riposte de la soi-disant « majorité silencieuse », ramassés de fascistes et de démocrocrates. Ils cherchent à organiser des meetings dans toute l'Italie mais rencontrent partout une forte résistance ouvrière et populaire, qui trouvera son apogée en mars 1971, lors de la contre-manifestation de Piazza San Carlo à Milan.

Le 28 novembre, une manifestation nationale a lieu à Rome. Début décembre, 20 000 ouvriers de la Carrosserie à la Fiat paralysent l'usine par une grève autonome.

Le 4 décembre, 100 000 métallos manifestent à Milan.

Le 7 décembre, le syndicat signe la convention de la Chimie.

Le 8 décembre, c'est la convention pour la Métallurgie du secteur public qui est signée.

massacre d'Etat et piste noire

Le 12 décembre, une bombe fasciste explose à la Banca dell'Agricoltura de Milan, faisant seize morts et des dizaines de blessés : c'est le massacre de Piazza Fontana. Le régime et les mass-médias attribuent immédiatement l'attentat à la gauche révolutionnaire : des centaines de militants sont immédiatement arrêtés à Rome et Milan, parmi lesquels Valpreda, militant anarchiste accusé de l'attentat, et l'ouvrier Pinelli, anarchiste lui aussi, qui sera défenestré par les flics. C'est le début de la stratégie de la tension menée par la piste noire.

Il s'agit, pour le régime et les fascistes, de porter un coup d'arrêt au puissant mouvement ouvrier et populaire et, dans un premier temps, d'obtenir la conclusion de la convention de la Métallurgie.

Le 21 janvier 1970, le Movimento studentesco milanais appelle à une manifestation qui est immédiatement interdite. L'interdiction est cependant contournée par une embuscade tendue à la police : un millier de militants organise de durs affrontements en différents points de la ville, occupant la police, tandis que la manifestation, regroupant 50 000 ouvriers et étudiants, se déroule dans le centre.

Face au développement de la stratégie de la tension, aux massacres d'Etat, aux provocations de la « majorité silencieuse », à l'alliance toujours plus étroite entre l'appareil d'Etat et les fascistes et au développement de la répression contre le mouvement populaire, un important mouvement antifasciste militant se développe à travers la campagne « C'est l'Etat qui massacre », se dotant d'instruments nouveaux : la contre-information militante qui met à jour les mécanismes et les auteurs des provocations de l'Etat et des fascistes, la constitution du Secours rouge, structure unitaire de riposte à la répression, etc. C'est dans ce contexte que naissent les premiers groupes qui organisent la violence de classe défensive : les Gruppi d'azione partigiana dont Giacomo Feltrinelli, ancien partisan et célèbre éditeur de textes marxistes, sera l'un des dirigeants, et le Gruppo XXII Ottobre de Gênes. L'histoire de ces premiers groupes armés sera cependant de brève durée.

De leur côté, les syndicats développent une vaste manœuvre pour restaurer leur contrôle sur la classe ouvrière. Ils sont désormais contraints de reconnaître les Conseils d'usine, mais tentent de les institutionnaliser

LA CASA SI PRENDE

SINISTRA PROLETARIA



L'affitto NON SI PAGA

«Le logement se prend, le loyer ne se paye pas»: une affiche de Sinistra proletaria, qui allait donner naissance aux Brigades rouges.

comme structure de base du syndicat et de les vider de leurs contenus en relançant la politique de « programmation » des « réformes ».

la naissance des Brigate rosse

En 1970, dans un contexte de multiplication des luttes souvent dures et d'apparition de premiers phénomènes de guérilla dans les usines, après un long et ample débat dans tout le mouvement révolutionnaire sur la nécessité de la lutte armée dans le combat contre la bourgeoisie et son Etat dans les métropoles impérialistes, se forment les Brigate rosse, nées de différentes expériences de lutte, principalement dans les grands centres du Nord industriel (voir annexe 1 p. 13) En septembre, elles revendiquent pour la première fois la destruction de la voiture d'un dirigeant de la Sit-Siemens de Milan, usine où elles séquestreront un autre dirigeant au début de 1972.

Au cours de la même année, deux importantes luttes de masse se développent : la grève des ouvriers de la Chimie et de la Métallurgie de Porto-Marghera, près de Venise, et les révoltes du Sud, principalement à Reggio-de-Calabre.

A Porto-Marghera, le 2 août, les ouvriers tentent de bloquer l'unique route qui relie Venise à la terre ferme. Cinq mille flics interviennent et ouvrent le feu. Les combats durent vingt heures. Les ouvriers ripostent par des jets de pierres et de cocktails Molotov, édifient des barricades et répandent de l'huile lubrifiante sur la route pour empêcher les charges. Si certains ouvriers sont arrêtés, des prisonniers sont aussi faits parmi les flics. Un échange est proposé et accepté, mais, au moment de l'effectuer, la police tire, blessant grièvement un ouvrier.

C'est alors toute la population qui se soulève. La police est contrainte à se retirer et, pendant deux jours, Porto-

Marghera est aux mains des ouvriers qui occupent, le 4 août, la gare de chemin de fer. Les patrons cèdent alors sur toutes les exigences ouvrières.

Au même moment, une révolte éclate à Reggio-de-Calabre, qui s'étend à toute la population. Les quartiers populaires sont défendus contre les interventions policières par des barricades et les armes à la main. La ville est plusieurs fois entièrement bloquée par de longues grèves générales.

Cette lutte marque un point de non-retour dans l'accumulation de la rage populaire contre la destruction croissante et l'appauvrissement du Sud provoqués par le développement sauvage du capitalisme italien. Commencée en juillet 1970, la révolte sera cependant étouffée par une brutale répression, mais surtout par des promesses démagogiques en janvier 1971, qui, bien sûr, ne seront jamais tenues.

Cependant, dans les usines, face à la croissance des luttes, les patrons se préparent à passer à l'attaque par l'usage massif des suspensions et des fermetures d'usines. Les fascistes sont de plus en plus utilisés afin d'organiser l'espionnage et de monter des provocations.

Le rôle de ces derniers ne se limite pas d'ailleurs à l'intérieur de l'usine. En juillet 1971, le président de la République Leone est élu grâce à leurs voix. De même, ils servent de supplétifs aux corps de répression. Leur dirigeant, G. Almirante, invite ouvertement, au cours d'un meeting à Florence, ses troupes à la « *confrontation physique avec les communistes* ». Les agressions et assassinats se multiplient alors.

Au cours de la même période, au cours d'une lutte très dure à l'Alfa Romeo de Milan, se forme l'*Assemblée autonome*, structure des ouvriers d'avant-garde de l'usine.

l'unification syndicale... pour gérer la crise du capitalisme

De 1970 à 1972, les syndicats tentent par tous les moyens de dévier les luttes ouvrières hors de l'usine, avec des grèves pour les « *réformes* ». Le 7 juillet, ils révoquent une grève générale après un chantage à la crise de gouvernement, ouvrant ainsi la voie au gouvernement Colombo, qui inaugure la politique des « *decretoni* » (décrets « coups de massue ») : réduction des dépenses publiques et augmentation générale des prix et des impôts et taxes.

L'expérience du centre-gauche se termine ainsi en 1972, et après un bref gouvernement monocoloro Dc, se tiennent, le 7 juillet, les premières élections législatives anticipées.

Cependant, les syndicats Cgil, Cisl et Uil de la métallurgie avaient finalement réussi à fusionner dans la puissante Flm, suivis dans cette voie par d'autres syndicats de l'industrie. A l'été 1972, la fusion est générale, et la Fédération Cgil-Cisl-Uil est constituée. C'est un pas de plus dans la subordination de toutes les structures, jusqu'aux Conseils d'usine, aux directions syndicales. L'action des syndicats est dorénavant soumise à la politique des sacrifices et du soutien aux investissements. La soi-disant gauche syndicale s'aligne peu à peu jusqu'à ne devenir qu'une caution de la ligne du « *nouveau modèle de développement* ».

Si, dans les années 60, la ligne syndicale consistait en une médiation constante entre les intérêts des travailleurs et les besoins du développement capitaliste, il n'en est plus de même dans les années 70. Le syndicat doit maintenant faire assumer les choix économiques du système par la classe ouvrière et isoler chaque lutte qui s'y oppose. Et c'est en commun que patrons, Etat et syndicats s'emploient à revenir sur toutes les conquêtes ouvrières et populaires des années précédentes. La « *crise du pétrole* » de 1973 sera pour cela un précieux instrument.

Le profit maximum, la pleine utilisation des équipements, l'augmentation de la productivité par les licenciements et la « *paix sociale* » sont les objectifs que la campagne pour les « *réformes* », les « *investissements au Sud* » et la « *cogestion responsable* » veut imposer à la classe ouvrière.

un nouveau cycle de lutte

C'est dans un contexte de déploiement généralisé des luttes que commence un nouveau cycle qui touche toutes les usines, grandes, moyennes et petites, et investit tout le champ social. Contemporainement apparaît une composante ouvrière qui échappe au contrôle syndical et révisionniste et découvre peu à peu les instruments et les formes d'organisation qui lui permettent de reconstruire une perspective de combat contre la bourgeoisie et son Etat. Ce processus trouve une expression éclatante, à l'automne 1972 et au printemps 1973, dans la lutte des ouvriers des usines Fiat de Turin (voir annexe 2 page 15). ■



ANNEXE

1

Editorial du numéro un
de Nuova Resistenza,
avril 1971

Une discussion ouverte

L'organisation de la violence prolétarienne

L'article qui suit est tiré du numéro un de -Nuova Resistenza-, qui se définissait comme -journal communiste de la nouvelle résistance-. C'est dans ce journal que les camarades qui venaient de constituer les toutes premières Brigades rouges mettaient en avant la nécessité d'un saut de qualité dans l'organisation de la violence prolétarienne qui s'était jusque là exorimée de manière diffuse au cours des luttes ouvrières des années précédentes. Ce journal est l'instrument que ces camarades ont tout d'abord utilisé pour mener le débat sur les questions posées par cette thématique. Et les titres des articles parlent d'eux-mêmes : -Une phase nouvelle de l'affrontement a commencé : elle vise droit au cœur de l'Etat-, -Les patrons ont militarisé le pouvoir, militarisons l'affrontement-, -Dans les usines, les casernes, les écoles : contre les fascistes, nouvelle résistance !... Et des interviews de la Fraction armée rouge allemande et des Tupamaros uruguayens.

L A -violence- est une catégorie sociale qui renvoie à la nature des rapports sociaux établis et opérants. Elle est donc une catégorie historique qui est au cœur du mouvement concret des rapports entre les classes.

Ce qui peut être négatif, lorsque cela signifie qu'un intérêt particulier est imposé par la force à tout le corps social, et positif lorsque cela exprime, au contraire, un élan de libération populaire.

1. Volonté subjective ou nécessité objective ?

Il y a donc deux types de -violence-. Une violence contre-révolutionnaire qui est celle qu'exercent l'impérialisme, les classes dominantes et leurs serviteurs d'Etat (ce que Marx appelle la -violence concentrée et organisée de la société-) pour conserver son avantage économique-social ; et une violence révolutionnaire émancipatrice qui est l'instrument de la volonté de justice sociale qui naît dans le peuple et qui est pratiquée par lui. La violence, aux mains du peuple n'est pas violence : elle est libération.

La violence est aujourd'hui un phénomène universel (-le monde entier est imprégné de violence-, a dit Cleaver) parce que les conditions de l'oppression se rencontrent d'un bout à l'autre du monde.

C'est l'occupant impérialiste qui, en enveloppant le globe de sa présence oppressive et répressive, nous la fait trouver en tout lieu.

Nous pouvons donc dire, comme les Montoneros d'Argentine : -Nous n'avons pas cherché la violence, nous l'avons trou-

vée et vécue dans le système capitaliste et impérialiste.

Nous l'avons trouvée dans les usines, avec l'attaque contre nos salaires, nos conditions de travail, notre santé, les cadences, avec quatre mille morts chaque année sur les lieux de travail, etc., etc.

Nous l'avons trouvée dans l'usine sociale, gorgée de la -misère- de l'exploitation et de l'oppression.

C'est contre elle que nous luttons par tous les moyens pour l'avènement d'une société communiste et donc d'un monde régi par les normes de l'unique justice que nous reconnaissons : la justice prolétaire.

Une justice légitime puisque née du peuple, puisqu'elle en exprime les intérêts profonds, puisqu'elle en souligne les besoins les plus immédiats et les plus réels.

Une justice qui n'est pas -impartiale- ou -souveraine-, qui ne voyage pas dans le ciel des idées pures, quelques kilomètres au-dessus de la lutte de classes.

Une justice partisane qui, dans la guerre sanglante et non sanglante, héroïque et quotidienne, entre ceux qui possèdent et ceux qui travaillent, parle des intérêts des gens qui travaillent.

Une justice qui veut subvertir et non préserver l'ordre des classes dominantes, pour donner -un cœur à ce monde sans cœur-.

L'usage d'instruments violents et de formes de lutte violentes est donc une nécessité et non un acte volontariste, il est une exigence incontournable dictée par l'environnement historique et social dans lequel notre combat se développe.

A notre époque, qui est celle de la contre-révolution impérialiste armée, la

libération n'est pas possible par la -voie pacifique-. Les révisionnistes nous l'ont fait croire durant de nombreuses années, qui depuis de nombreuses années justement ont abandonné le marxisme. Mais, pour eux aussi, les temps d'une catastrophique récolte se rapprochent. Qui sème des idées corruptrices, qui trompe le peuple avec des idées venimeuses doit aussi faire, tôt ou tard, les comptes avec l'histoire. Et dans notre pays, c'est temps de récolte !

2. De la «colère ouvrière» à la «violence de masse», à l'organisation de la nouvelle résistance

L'une des -profondes thèses de Marx-, comme l'a plusieurs fois souligné Lénine, est la suivante : la révolution progresse en suscitant une contre-révolution unie et forte, ou mieux elle oblige l'ennemi à recourir à des moyens de défense toujours plus violents et, par là, élabore des moyens d'attaque toujours plus puissants.

Le -progrès de la révolution- est donc aussi la capacité du côté prolétarien à acquérir des instruments, des formes de lutte et des moments d'organisation à la mesure des tâches nouvelles.

En un certain sens, on peut même dire qu'à partir du développement des formes de lutte dominantes, il est possible d'établir le niveau réel d'affrontement.

Quelles sont donc, sur le terrain de la violence prolétarienne, les formes de lutte dominantes que le -mouvement- propose ? Quelle est la tendance ?

Il nous semble qu'il y a trois formes de lutte (violence spontanée non de masse, violence spontanée de masse, actions parti-

sanés) et une tendance (passer des formes spontanées aux formes organisées). Mais voyons mieux la question.

Violence spontanée non de masse : elle est dictée par les moments de «*colère prolétaire*» et se concrétise par des actions isolées très souvent effectuées par quelques individus. Ce sont quelques sabotages ou quelques actions menées dans le cadre de moments de lutte plus étendus. Elle est en même temps une réaction immédiate à l'impuissance dans laquelle les révisionnistes ont confiné une pratique revendicative «sans issue», et une réaction désespérée, subjectivement généreuse, mais tout autant sans issue. On pourrait dire que c'est la pire manière d'exprimer une exigence juste.

Violence spontanée de masse : elle s'est généralement caractérisée, ces temps-ci, comme une *riposte en réaction* aux provocations patronales et étatiques, ceci est plus qu'évident dans les usines où, comme à la Sit-Siemens, à l'Autobianchi, à la Falk, à la Pirelli, à Philips, etc., les ouvriers ont fait «*la chasse aux jaunes*», ont «*balayé les employés*» ou envahi les bâtiments de la direction, mais toujours en riposte à une «*atteinte*» préalable à leurs droits...

C'est peut-être moins évident sur le terrain social où, comme à l'Aquila ou à Reggio de Calabre, l'objet de la «réaction» est tout un arc historique d'exploitation et de misère et où la situation est devenue intolérable après avoir été supportée en silence durant des années et des années.

Actions partisans : ce sont les premiers moments d'une volonté prolétaire d'organisation politique armée. Elles se sont généralement appuyées sur les masses pour établir les objectifs à frapper, en s'inspirant du principe : «*exprimer dans les actions les profondes exigences de justice de grandes masses d'hommes*». La tendance à passer des formes spontanées aux formes organisées recouvre, par ces actions, des formes concrètes, et c'est là-dessus qu'il faudra discuter à fond.

3. Insurrection, guérilla, nouvelle résistance

Il y a, en réalité, une grande confusion qui persiste dans le débat en cours dans la gauche révolutionnaire sur la question de la stratégie révolutionnaire, et donc de l'organisation. Elle est surtout à attribuer à la tenace résistance que les schémas traditionnels de l'expérience révolutionnaire européenne oppose à une réflexion plus courageuse.

Nous nous en préoccupons ici car, sans un début de perspective ou, pire, sur l'exemple de modèles inactuels, il reste impossible d'ouvrir une discussion sur la tendance qui doit guider l'organisation de la violence prolétarienne.

Lorsque nous parlons de *schémas traditionnels*, nous faisons référence à l'hypo-

thèse classique de l'*insurrection*, principalement centrée sur les masses urbaines, préparée durant de très longues années par un infatigable travail de propagande et d'agitation, puis rapidement décidée d'un point de vue militaire.

C'est justement cette hypothèse, qui est implicitement sous les raisonnements de nombreux camarades, qui les empêche de voir l'importance et la fonction d'*avant-garde* que recouvrent aujourd'hui les actions partisans. Ceux-ci sont en effet sourds à la stratégie de la «*résistance à l'oppression*» comme lutte populaire prolongée et violente, durant et à travers laquelle se réalisent :

- une correcte accumulation des forces révolutionnaires ;
- une croissante mobilisation des masses ;
- l'édification du parti-guérilla.

Une correcte accumulation des forces révolutionnaires au sens où elle n'est pas faite par la «*voie pacifique*», mais qu'elle mesure jusqu'à l'ultime résistance la disponibilité militante de chaque camarade ; une accumulation qui ne présuppose pas une séparation entre le politique et le militaire, entre l'agitation et la propagande d'une part et l'action de l'autre.



Et l'on peut ainsi lire plus loin, dans le même numéro de «*Nuova Resistenza*», cet extrait d'un communiqué distribué quelques jours plus tôt à l'usine Pirelli de Milan...

Que sont les Brigades rouges ?

LES Brigades rouges sont les premières formations de propagande armée,

dont la tâche fondamentale est de propager par leur existence et leur action les contenus d'organisation et de stratégie de la guerre de classe.

Les Brigades rouges ont donc toujours pour référence les objectifs propres du mouvement de masse et leur tâche fondamentale est de gagner l'appui et la sympathie des masses prolétaires. ■

Avril 1971.
Brigades rouges.

Une mobilisation croissante des masses dans le sens que c'est de leur vie même, de leurs problèmes quotidiens qu'émergent les «objectifs» de la lutte partisans, et dans le sens que c'est à travers les actions que doit être gagné leur soutien et leur participation aux actions suivantes.

L'édification du parti-guérilla comme édification d'une *réalité organisationnelle politique et militaire unique* qui fasse justice des distinctions opportunistes entre parti et guérilla, entre organisation «des politiques» et organisation «des militaires».

4. Reconnaître les «actions partisans», organiser la nouvelle résistance

«*La guérilla partout*», comme le disait Marx, non un «*front fixe*», mais mille fronts mobiles, la «*terreur révolutionnaire*», voilà les conditions nécessaires de la révolte des masses. Et ce sont aussi les conditions de la lutte de résistance contre les mouvements fascistes de réaction armée que les patrons ont déchaînés sur nous, contre les coups de main réactionnaires manœuvrés par l'impérialisme Us qui sont en train d'être ourdis dans notre dos, contre les attaques toujours plus lourdes et brutales aux luttes ouvrières dans les usines, contre la militarisation de l'Etat, du territoire et des institutions. Et, ici, le discours sort de la généralité pour investir la gauche révolutionnaire et y tracer des discriminantes nettes et sans équivoques.

En effet, les formes de lutte les plus mûres qu'assument les avant-gardes prolétaires contraignent de nombreuses organisations qui, par le passé, ont même représenté des moments efficaces d'organisation des luttes, mais qui aujourd'hui, en ne voulant pas aller au fond dans leurs contradictions internes, tournent à vide, à bien se regarder dans le «*miroir de la vérité*». Elles leur posent le vieux dilemme : ou faire le saut nécessaire ou rester embourbées dans un activisme qui, à en juger les fruits... ne produit pas grand chose !

Et ce saut est en premier lieu reconnaître que les «*actions partisans*» sont *admissibles d'un point de vue de principe et nécessaires dans le moment actuel*.

Avec ceux qui ne reconnaissent pas explicitement cela, il ne vaut même pas la peine de discuter. Ce sont des ennemis du peuple. Parce que nous aussi, comme *Potere operaio*, «*nous sommes disposés à discuter de tout, mais pas avec ceux qui, sur la question de la violence, ont des objections de principe ou estiment que même les conditions ne sont pas réunies pour poser la question à l'ordre du jour*». ■

Tout le pouvoir au peuple !

Avril 1971,
«*Nuova Resistenza*».

ANNEXE
2De Controinformazione
numéro zéro,
octobre 1973

Journal d'une lutte à la Fiat

(septembre 1972-
-avril 1973)

Le document qui suit est une espèce de «journal politique» de l'affrontement de classe à Turin, et particulièrement à la Fiat. Il est le produit du travail collectif d'un groupe de militants ouvriers révolutionnaires qui ont méthodiquement accumulé et traité les informations, de l'intérieur de l'usine, au cours des luttes de septembre 1972 à avril 1973. Il a été publié dans le numéro zéro de la revue *Controinformazione*, en octobre 1973.

Dans le cadre du présent cahier, nous avons préféré alléger l'ensemble d'une multitude de détails inutiles à des lecteurs français, mais qui exprimaient cependant la précision et la richesse de ce travail comme bilan de lutte pour des militants italiens.

Au retour des vacances d'été 1972, les ouvriers des chaînes de la Fiat apprennent, sans grande surprise, qu'une nouvelle augmentation de la charge de travail a été décidée. Alors que de nombreuses équipes entrent en lutte, Agnelli riposte par des suspensions et mutations des ouvriers les plus combattifs, en leur substituant des jaunes et des fascistes, tentant par là de diviser et d'essouffler la lutte.

la grève générale du 20 septembre

Pour la direction, il s'agit de se préparer à affronter la grève générale du 20 septembre contre la vie chère et les licenciements et aux luttes qui vont se déclencher pour le renouvellement des conventions nationales. Cette grève doit en effet voir s'unir différentes catégories de travailleurs autour du puissant mouvement des métallos. Non seulement la direction Fiat utilise lourdement la police contre les travailleurs, mais elle cherche aussi à empêcher l'unité populaire en dressant une partie du peuple contre la classe ouvrière, en s'appuyant sur les commerçants et en envoyant les fascistes dans les ateliers, mais aussi dans les quartiers.

À la Fiat-Mirafiori, ce sont les syndicats fascistes Cislal et Sida qui sont à la pointe des provocations. Ainsi chargent-ils les chefs d'équipes et de départements d'organiser les jaunes parmi les employés et les ouvriers, principalement à la Mécanique où Agnelli concentre ses sbires.

Ainsi, le jour même de la grève générale, une centaine de jaunes et de fascistes, armés de barres de fer et de

chaînes charge un piquet de grève installé à une porte près de la mécanique. Cet assaut est vivement repoussé et les fascistes ne doivent leur salut qu'à la prompt intervention des carabinieri. À une autre porte, se sont cette fois les vigiles qui agressent un piquet. Il n'en reste pas moins que ces tentatives de faire diversion afin que les employés puissent entrer dans l'usine par d'autres portes échouent, malgré les chantages faits au téléphone à des employés restés chez eux. La direction dépose cependant une plainte contre deux ouvriers.

Le bilan de cette journée de grève, s'il est dans l'ensemble positif, fait apparaître le peu d'organisation et de discipline dans les piquets. Et même ceux-ci ne suffisent plus, limitant les grévistes à empêcher l'accès des jaunes à l'usine et à convaincre les indécis. Un besoin s'affirme de plus en plus parmi les ouvriers: créer une organisation interne stable de l'avant garde qui se charge de repérer et de combattre les organisateurs de la division, de la provocation et de l'espionnage afin d'empêcher tout agissement des fascistes en chemises noires ou blanches dans l'usine. Mais, ce travail nécessite d'aller au-delà des grilles de l'usine: accumulation d'informations, de noms, de numéros d'immatriculation, repérage du dispositif policier autour de l'usine, etc.

du 20 septembre au 10 octobre

Le 28 septembre, le président de la Federmeccanica (organisation patronale de la métallurgie), déclare que :

1. Le coût du travail est trop élevé. Il faut donc échelonner dans le temps les coûts contractuels.

2. L'absentéisme atteint un seuil intolérable. Il faut donc le discipliner.

3. La conflictualité sera régie par des normes précises qui régenteront les grèves et le pouvoir syndical dans l'usine.

4. La dualité de pouvoir dans l'usine doit être écrasée en mettant hors d'état de nuire et en licenciant les ouvriers retors.

5. Les équipements sont sous-utilisés. Des mesures doivent être prises.

6. Les horaires de travail, y compris les congés extraordinaires et les fêtes doivent être revus.

7. Les charges sociales doivent être fiscalisées.

C'est dans ce contexte que se réunit, le 29 septembre, à Gênes, l'assemblée nationale des délégués de la métallurgie afin de discuter de la plateforme revendicative. Lors de la précédente assemblée, à Brescia, le secrétariat national constatant l'opposition de la majorité des délégués à son projet de plateforme, s'était élevé contre le «*maximalisme revendicatif*». Mais cette fois la direction de la Fim réussit à faire adopter une plateforme dont sont absentes toutes les exigences ouvrières exprimées dans les assemblées des grandes usines (Alfa Romeo, Sit-Siemens, etc.), mais dans laquelle le syndicat réaffirme sa «*bonne volonté*», sa «*grande disponibilité*» à l'égard des patrons, et surtout son sens de la «*responsabilité*».

Cette plateforme est axée sur les revendications suivantes:

— Parité d'indice, les nominations étant liées à la professionnalité.

— Parité normative ouvriers-employés limitées aux vacances et aux maladies.

— Augmentation de 18.000 liras et mensualisation.

- Consolidation des 40 heures.
- Abolition de certains travaux en adjudication.

Ainsi, le syndicat, abandonnant les traditions de 1969, tant sur le contenu que dans la forme des luttes, privilégie dorénavant les grandes grèves de pression, les journées d'action et les grèves de quatre heures par roulement, au détriment des grèves articulées ou en «damier», des cortèges internes, des piquets, etc.

Mais, à Gênes, la décision est aussi prise d'appeler à une grève nationale de la Métallurgie, de la Chimie et du Textile pour le 10 octobre. Les trois confédérations Cgil, Cisl et Uil s'y opposent vigoureusement. Elle sera d'ailleurs annulée *in extremis* la veille, après que les syndicats aient signé un accord bidon dans la Chimie, satisfaisant par là la volonté patronale et gouvernementale d'isoler par tous les moyens la lutte qui se prépare dans la Métallurgie.

Cependant, la propagande et les provocations fascistes continuent à la Fiat. Le 5 octobre, un carabinier tente d'arrêter un ouvrier à la sortie du deuxième tour, arme au poing, sous prétexte que celui-ci l'aurait insulté. La prompte mobilisation des ouvriers empêche l'arrestation. Le 9, les fascistes distribuent un tract contre la «grève communiste» à certaines portes de la Mécanique.

du 10 au 24 octobre

Cependant, les luttes d'équipes et de chaînes continuent de s'étendre. Les 19 et 20 octobre, une grève à lieu à la Carrosserie contre la mutation d'un camarade au Vernissage. La Fiat met alors les 600 ouvriers de la chaîne «en disponibilité», mais, ceux-ci, au lieu d'abandonner l'usine, forment un cortège interne qui entraîne les autres chaînes et bloque tout le secteur. Ce sont alors tous les ouvriers de la Carrosserie qui sont mis en disponibilité.

Dans le même temps, à la Mécanique, les ouvriers réduisent la production de 44 moteurs à 37 et développent la lutte contre les lettres d'avertissement. Sur une chaîne de la *lastroferratura*, une grève à lieu contre trois licenciements.

Le 22, à Reggio-de-Calabre, une grande manifestation ouvrière se tient sur le mot d'ordre «Nord et Sud, unis dans la lutte». Cette manifestation suscite de violentes réactions du patronat et du gouvernement. Les fascistes effectuent des attentats contre des locaux syndicaux et plantent des bombes dans les trains qui trans-



«Les ouvriers ne doivent pas payer la crise des patrons»: un cortège du Cdf dans Turin.

portent les ouvriers à Reggio-de-Calabre, faisant plusieurs centaines de blessés.

Une grève nationale de riposte antifasciste est alors appelée pour le 24 octobre. La Cisl s'y oppose violemment et, à Turin, elle propose une minute de grève contre les quatre heures proposées par la Cgil. A la Fiat, les fascistes de la Cisl et du Sida dénoncent la grève comme «n'ayant rien à voir avec la convention». Mais, le 24, à Turin, la manifestation syndicale antifasciste a lieu et suscite une reprise importante de la lutte antifasciste dans toute la ville.

du 25 octobre au 2 novembre

Le 25, un commando attaque à coups de cocktails molotov un siège du Msi, alors que s'y tient une réunion. Le 28, toute la ville de Turin est parcourue par une manifestation antifasciste. Un fasciste est tabassé à cette occasion.

Du côté patronal, on ne reste pas inactif. Agnelli, interviewé par 700 journalistes exige:

- Augmentation de la production égale à la croissance de la main d'œuvre.
- Pleine utilisation des équipements.
- Résolution du problème de l'absentéisme «de convenance».

Le 1^{er} novembre, c'est le Président du Conseil Andreotti qui déclare, après avoir reçu Agnelli, que gouvernement et chef d'entreprises doivent s'employer à imposer le retour à la normale pour la production. La Federmeccanica, quant à elle, synthétise les propositions d'Agnelli et d'Andreotti en présentant sa plateforme en trois points:

— Contrôle fiscal de l'absentéisme, qui doit impliquer les syndicats.

— Plus grande utilisation des équipements. Ce qui signifie: plus grand recours aux tours de nuits, mise en cause du samedi férié, concentration des fêtes qui tombent en semaine à Pâques et à Noël, possibilité de travailler le dimanche.

— Limitation du droit de grève et de la contractation articulée.

En riposte, la Flm appelle à 18 heures de grève à effectuer avant le 27 novembre, jour de la suppression des congés extraordinaires.

le 2 novembre, première grève sur la convention

Le 2 novembre, les deux premières heures de grève (sur les 18 prévues) ont lieu à la Fiat. Pour les syndicats, elles ne devaient servir qu'à tenir une assemblée pour préparer la grève de 4 heures du 7 novembre, mais elles se transforment rapidement en une puissante journée de lutte. Le succès de la grève et des cortèges internes est total. Même la Mécanique, dont Agnelli voulait faire un pôle jaune à opposer à la Carrosserie en y concentrant de nombreux fascistes, est atteinte. Pour la première fois aussi, 150 employés forment leur propre cortège interne.

La riposte d'Agnelli est immédiate et féroce: deux groupes de fascistes organisent une grève noire contre la grève, provocation qui permet à la Fiat de mettre 300 ouvriers en disponibilité. Les fascistes font de l'espionnage intensif et dénoncent à la direction les camarades les plus combattifs.

● «La réduction des espaces politiques est une loi qui régit la dialectique du combat révolutionnaire. Celui qui s'obstine à l'ignorer donne au mouvement de résistance une indication perdante.»

La direction envoie alors des menaces de procédures disciplinaires à cinq ouvriers et deux employés pour «avoir interrompu la chaîne» et «avoir empêché des employés de travailler». Peu après, cinq travailleurs seront licenciés: un délégué de la gauche syndicale, un militant de la gauche révolutionnaire et trois employés qui étaient à la tête du cortège des 150...

du 2 au 22 novembre

La grève de quatre heures est effective mais sans combativité. Les syndicats ont en effet choisi qu'il s'agisse des quatre dernières heures de chaque tour. Cela n'empêche pas la police d'installer un important dispositif provocateur autour de l'usine.

Les rencontres entre la Flm et la Federmeccanica reprennent sans aboutir à quelque ce soit.

Le 9 novembre, un syndicaliste fasciste de la Fiat, membre d'*Ordine nuovo*, est copieusement récompensé, devant son domicile, par quelques ouvriers, des bons et loyaux services rendus à son patron Agnelli.

Le 14, trois nouvelles heures de grèves ont lieu. A la Carrosserie, une fois effectuées les heures de grève, un cortège interne nettoie les chaînes de montage des fascistes et des jaunes qui s'y trouvent. En réponse, la direction renvoie 2.000 ouvriers chez eux. A la Mécanique aussi, un cortège interne parcourt les ateliers, tandis que dans les bâtiments administratifs, les vigiles tentent d'empêcher la rencontre entre un cortège de 100 employés et les cortèges ouvriers. Les fascistes, de leur côté, déchargent leur hargne en séquestrant un ouvrier du Pci (ml) dans une voiture, le tabassant et le poignardant.

Le 15 novembre, dans une interview à *L'Espresso*, Agnelli propose deux voies pour dépasser la situation présente où «les profits des entreprises sont à zéro»: «ou un combat frontal pour baisser les salaires ou une série d'initiatives courageuses et de rupture pour éliminer les phénomènes les plus intolérables de gaspillage et d'inefficacité». Il précise sa préférence pour la seconde voie, mais «est-elle praticable?», s'interroge-t-il. Car, au-delà de ces mots, le projet d'Agnelli reste l'attaque frontale à la classe ouvrière.

Le 17 novembre, quatre heures de grève ont de nouveau lieu à la Fiat Mirafiori, mais comme il s'agit encore des dernières heures, les ouvriers rentrent à la maison. A la Fiat Rivalta, cependant, la grève dure huit heures et des piquets très combatifs sont organisés. La Fiat riposte par diverses provocations. A l'une des entrées de l'usine, un officier des vigiles, spécialiste de l'espionnage, fonce en voi-

ture sur un piquet, sous le regard impassible des carabinieri... qui n'interviendront que lorsque les ouvriers réagiront pour arrêter l'un d'entre eux! La même scène se reproduit à deux autres entrées où, là aussi, deux ouvriers sont arrêtés. Au département Mécanique, les fascistes profitent de la grève pour afficher à l'intérieur de l'usine des tracts Cisl appelant à ne pas participer aux grèves.

Le 20, à la Mirafiori, quarante ouvriers font grève contre les jaunes qui n'avaient pas fait grève le 17. La riposte de la direction est désormais classique: 2.000 mises en disponibilité.

A la Fiat-Rivalta, deux heures de grève sont proclamées contre les arrestations de quatre ouvriers le 17. Un ouvrier est suspendu de ce fait. Le Comité d'usine dénonce, par voie de tract, le niveau atteint par la pénétration fasciste dans l'usine et les actions menées par ces sinistres individus: dévastation du local du Cdf dans l'usine, destruction de plusieurs voitures de délégués, agressions contre les militants syndicaux, etc. Il dénonce le directeur de l'établissement, Angelo Tetamanzi, comme l'inspirateur de la politique terroriste qui trouve ses exécutants parmi les fascistes.

la grève générale du 22 novembre

Le 22, une importante grève générale a lieu et 200.000 métallos participent à la manifestation nationale à Milan. La participation à la grève est totale à la Mirafiori et très élevée à Rivalta.

Mais, profitant de ce que les avant-gardes sont à la manifestation et de ce que la grande masse des ouvriers est restée chez elle, un groupe de fascistes attaque un piquet à Rivalta, tandis qu'à la Mirafiori, c'est la police qui occupe entièrement l'usine, empêchant la mise en place des piquets et contrôlant les identités. Le 23 novembre, le Pci et la Flm dénonceront ces provocations en appelant les «forces démocratiques» à «éclaircir les responsabilités»...

après la grève

La gauche extraparlamentaire organise, le 25 novembre, une manifestation turinoise «contre les 600 poursuites judi-

ciaires contre le mouvement révolutionnaire à l'échelle nationale, «contre le gouvernement Andreotti et contre le fascisme». C'est la première fois depuis mai 1971 que les groupes de la gauche extraparlamentaire tentent de tenir seuls une manifestation de rue. Les affrontements, recherchés dès le départ par la police, dureront trois heures et se solderont par trente interpellations, dont onze seront confirmées en arrestations. Une nouvelle fois, les fascistes sont utilisés comme force parallèle et organisent des provocations au cours des affrontements. L'urgence d'une organisation politico-militaire devient le problème prioritaire posé dans les discussions ouvrières des jours suivants.

Le 26 novembre, à l'aube, neuf voitures de représentants fascistes de la Fiat sont détruites en une action coordonnée sur toute la zone turinoise. L'action est revendiquée par les *Brigate rosse* dans un tract distribué à la Mirafiori et à Rivalta.

dix journées de lutte dure

Une grève de trois heures a lieu, le 28, à Rivalta, qui voit une faible participation des ouvriers: 65 à 70 % à la Carrosserie et à peine 10% à la Mécanique. Le 29 novembre, l'*Unità* en attribue la responsabilité tant aux jaunes de la Fiat qu'aux grèves internes et attaque les délégués qui ne se reconnaissent ni dans la ligne du Pci qui appelle à «ne pas dramatiser l'affrontement», ni dans les grèves de fin de journées. Le même jour, une énième rencontre entre la Flm et la Federmeccanica n'aboutit toujours à rien.

Le 29, au cours de la grève de trois heures à la Carrosserie Mirafiori, un cortège interne de 4.000 ouvriers parcourt l'usine avec des drapeaux rouges et traque les jaunes et les fascistes. Un chef d'atelier qui était en train d'organiser le sabotage de la grève sur la chaîne de montage est «prélevé» par le cortège et chassé de l'usine, un drapeau rouge au cou. Dans un autre département, un sous-chef subit le même sort.

A la Mécanique, une grève interne de quatre heures est sérieusement contrée par les fascistes. Si la grève est partielle dans certains ateliers, plusieurs chaînes continuent de tourner à plein.

Aux Presses, c'est contre l'avis même des délégués que le syndicat appelle à

● «Les piquets doivent devenir l'expression d'une organisation stable de l'avant-garde ouvrière, travailler à repérer et à frapper les organisateurs politiques du travail de jaune et de la provocation, pour exprimer la force ouvrière au-delà des heures de grève, au-delà des grilles de l'usine.»

● « La lutte armée est une exigence qui jaillit directement des expériences révolutionnaires de la classe ouvrière au cours des dernières années. Après l'avoir affirmé, il s'agit aujourd'hui de le démontrer. »

quatre heures de grève en fin de journée: deux ateliers continuent de travailler à 50%.

Le 30, ce sont 170 ouvriers d'une chaîne du Vernissage qui entrent en lutte pour exiger le paiement des heures de mise en disponibilité de la veille. En riposte, la direction met en disponibilité les 340 ouvriers de la chaîne. Deux cents d'entre eux se réunissent en assemblée afin de réagir à cette riposte désormais habituelle. C'est là qu'intervient la provocation de la direction. Deux cars d'ouvriers belges en visite dans l'usine passent par le département où a lieu l'assemblée. Les ouvriers les bloquent. Un membre de la direction surgit alors, crie à la *-sequestration de personnes* et appelle le commissaire de police et un brigadier des carabinieri. Ils menacent de *-faire entrer la troupe* dans l'usine, mais les ouvriers tiennent tête.

L'Unità du 31 décembre présente cette lutte comme une provocation d'Agnelli, l'attribuant à des *-fauteurs de troubles fascistes*, accréditant une nouvelle fois l'image d'une classe ouvrière prête à tout subir passivement. Malheureusement pour le Pci, cette image est illico balayée par l'attitude des ouvriers du second tour qui, apprenant la nouvelle, entrent immédiatement en grève sur les mêmes objectifs et parcourent l'usine aux cris de *-la police hors de Mirafiori*. Deux ouvriers sont immédiatement licenciés par la direction, sur des indications des espions fascistes au service de la Fiat. Quelques jours plus tard, 24 ouvriers seront d'ailleurs poursuivis pour *-sequestration de personne* sur la foi des mêmes informations.

A la Mécanique, au cours d'une grève d'une heure, les ouvriers donnent une cuisante leçon à un responsable fasciste du Sida, chef reconnu des jaunes.

Le 1^{er} décembre, certains délégués de la Fiom, membres du Pci, détruisent les tracts distribués par les groupes révolutionnaires sur l'affaire des cars belges. La police surveille plusieurs portes de l'usine, aidant ainsi la direction à empêcher la liaison entre un cortège de 350 employés et les ouvriers en lutte à la Carrosserie de la Mirafiori.

A Rivalta, la grève dure trois heures et plusieurs cortèges internes bloquent totalement l'établissement. Les fascistes attaquent un piquet et blessent un syndicaliste.

Le 4 décembre, le Sida distribue un tract dans lequel il réclame que soit immédiatement réglée la question de la convention, et compare les initiatives de lutte avec l'agitation fasciste de 1921.

Dans toute la Mirafiori, des assemblées se tiennent sur le déroulement des négociations. Certaines chaînes de la Carrosserie forment un cortège pour réintégrer dans l'usine les deux camarades licenciés quelques jours plus tôt, mais certains délégués réussissent à le dévier de cet objectif.

frapper les fascistes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur

Le 5, une nouvelle grève interne à lieu à la Carrosserie et à la Mécanique, ponctuée de cortèges internes très combattifs, qui ne réussissent pas à trouver de fascistes sur leur chemin: ceux-ci se terrent.

Le 6, malgré que les quatre heures de grève sont encore fixées avant la sortie à la Carrosserie, des cortèges se forment et bloquent la production. A la Mécanique, le succès de la grève est total. Dans la nuit même, deux chefs fascistes de la Fiat reçoivent une copieuse correction, qui leur est infligée par des noyaux d'ouvriers. L'Unità du lendemain dénoncera cette action comme *-étrangère aux travailleurs*.

Cependant, le 7, à la Mirafiori, tous les ateliers forment leurs cortèges à l'occasion de trois nouvelles heures de grève et se rendent ensemble dans les bâtiments de l'administration.

Le 9 décembre, *Stampa Sera* annonce en première page que des plaintes ont été déposées contre 800 travailleurs. 24 d'entre eux sont des ouvriers de la Fiat poursuivis pour *-sequestration*. Ces plaintes interviennent précisément alors que le pouvoir ouvrier est le plus fort dans l'usine. Les ennemis internes (Cisnal, Sida, espions en tous genres) sont battus, repérés et frappés dans l'usine par les cortèges internes et à l'extérieur par les avantgardes politico-militaires. L'Etat doit donc intervenir directement pour pallier à la faillite du projet d'Agnelli de créer un pôle jaune et liquidateur dans l'usine.

Le 11 décembre, le Conseil de secteur, qui regroupe les délégués des qua-

tre secteurs de la Mirafiori, se réunit pour planifier le calendrier des heures de grèves de la semaine à venir.

Les 12 et 13 décembre, les grèves internes restent puissantes, avec des cortèges compacts et déterminés mais moins nombreux que les jours précédents: 2 à 3.000 à la Carrosserie, 1.000 à la Mécanique. Plusieurs jaunes sont copieusement rossés. De nuit, les fascistes de la Cisnal coltent des tracts dans les ateliers, tandis que ceux du Msi en abandonnent des paquets aux portes: ils dénoncent *-la grève rouge, politique, qui n'a rien à voir avec la convention*. Le même jour, à lieu la enième rencontre Flm-Federmeccanica qui aboutit aux habituels résultats...

Le 14, une grève provinciale a lieu à Turin, organisée par la Flm sur les mêmes mots d'ordre que le 20 septembre: réformes, emploi, transports, prix, logement, école, etc. Les ouvriers et délégués s'emparent de cette échéance, mais sur leurs propres contenus: contre Andreotti, la répression qui s'abat sur la classe ouvrière, les arrestations, les plaintes, les licenciements, etc.

Le cortège qui part de Mirafiori pour rejoindre la manifestation est plus fort même que ceux de 1969. Au départ comme au retour, les chefs, les fascistes et les jaunes sont traqués et reçoivent de sérieuses corrections. Face à l'ennemi interne, le temps n'est plus aux *-lamentations* et aux *-dénonciations démocratiques*: il est à l'action directe.

Le 15 décembre, Agnelli passe à la contreoffensive en tentant d'introduire des petits groupes de jaunes du Sida dans les équipes les plus combattives de la Carrosserie et en contraignant les délégués à avertir la direction de leurs déplacements dans l'usine 24 heures auparavant: dès les premières tentatives d'imposer ces mesures, les équipes concernées entrent en grève.

Le 16, la direction annonce des mesures disciplinaires contre 36 ouvriers, en licenciant cinq d'entre eux: deux dirigeants du Pci, deux de *Lotta continua* et un de la Flm.

le pacte scélérat

Le lendemain, en riposte, les voitures de six représentants fascistes, responsables de provocations antiouvrières à la Fiat, sont entièrement détruites par plusieurs noyaux armés des *Brigate rosse*, qui revendiquent cette action par un tract distribué dans l'usine.

Les 36 mesures disciplinaires aboutissent au résultat escompté par Agnelli: le 18, la Flm, sous la pression des sommets nationaux, cède et pactise. En échange du retrait des cinq licenciements — qui sont

néanmoins transformés en quatre jours de suspension et se soldent par des transferts dans des départements périphériques — la Flm accepte un pacte qui vise à isoler et frapper les formes de luttes qui mènent à *-dramatiser l'affrontement-*. C'est un coup porté au développement du pouvoir prolétaire dans l'usine.

Écœurés, de nombreux délégués dénoncent ce pacte comme *-scélérat-* et les trois dirigeants nationaux ne réussissent pas à parler lors du meeting annoncé par la Flm à la Mirafiori.

Mais, les fascistes et les jaunes en profitent pour redresser la tête: ils distribuent leurs tracts deux fois dans la même semaine aux portes de la Fiat. Le pourcentage de participants aux grèves baisse et les cortèges internes restent sans objectifs.

L'année se termine sur une nouvelle rencontre, inutile, entre la Flm et la Federmeccanica. le 19 décembre.

vers la rupture des négociations

Dans son message télévisé du 1^{er} janvier, le Président Leone s'en prend à l'absentéisme: *«Les Italiens aiment travailler et trouver dans la fatigue quotidienne l'ivresse de concourir au progrès de leur pays... Nous devons repousser les tentatives laxistes qui se sont manifestées cette année par d'inadmissibles pointes d'absentéisme au travail.»*

Le 2 janvier, la Flm décide 24 nouvelles heures de grève à l'échelle nationale, à effectuer jusqu'au 20, et propose de passer à des formes différentes de lutte articulées. De leur côté, le Sida et la presse commencent à réclamer l'intervention du ministre du Travail comme médiateur dans les négociations.

Le 3, la direction met toute une chaîne en *-disponibilité-* et opère des retenues sur le salaire de quiconque s'aventure à protester. Grâce au *-pacte scélérat-*, les *-départements d'exil-* sont rétablis: deux ouvriers en font les frais, dont un membre du Comité central du Pci qui est envoyé dans un magasin où opère une cellule du Msi.

Le 4 janvier, 200 ouvriers sont transférés des Presses à la Carrosserie, tandis

● « Face à l'ennemi interne, le temps n'est plus aux « lamentations » et aux « dénonciations démocratiques »: il est à l'action directe. »



Un cortège interne est passé...

que s'ouvre le Conseil général de la Flm. Il s'agit trois mois après le Congrès de Gênes et après 60 heures officielles de grève, de définir les points irrenoncables de la plateforme et les marges de négociation. Les heures de grève prévues sont augmentées.

Le 11 janvier, à 9 heures, un noyau armé de six hommes fait irruption au siège central de la Cisnal: un activiste fasciste de la Fiat-Osa-Lingotto est durement puni, le matériel intéressant est réquisitionné et les locaux entièrement détruits. Cette action, qui est revendiquée par un tract *«sur la pratique de l'épuration des fascistes à Turin»*, introduit un élément de nouveauté par rapport aux autres actions effectuées jusque-là par les groupes révolutionnaires à Turin: c'est une action armée. Elle a lieu à la veille de la grève nationale, mais aussi d'une rencontre fasciste contre laquelle toute la ville se mobilise.

À la Mirafiori, les cortèges reprennent, toujours dirigés contre les jaunes et les fascistes. la Fiat riposte en mettant 1.700 ouvriers en disponibilité. Le soir même, un fasciste de la Fiat-Lingotto est durement puni près de chez lui.

Le 12, la grève générale nationale de 4 heures, première échéance de lutte depuis la pause de Noël, connaît une forte participation. Les cortèges sont très combattifs, mais un fort déploiement de police empêche la mise en place de piquets. À une porte, six camarades sont arrêtés pour *-violences-*.

Le 13 janvier, plusieurs milliers de personnes défilent dans Turin contre la rencontre fasciste que le Msi entend tenir pour préparer son congrès national de Rome.

Les négociations Flm-Fedemeccanica reprennent le 15 janvier, tandis que le Sida appelle à huit heures de grève afin

● « L'autonomie ouvrière se manifeste comme autonomie par rapport à l'organisation du pouvoir dans l'usine et comme alternative globale de pouvoir. »

que le gouvernement intervienne dans ces discussions. Agnelli, dans son bilan annuel aux actionnaires, s'en prend de nouveau à l'absentéisme, à l'agitation et aux violences dans l'usine, à la sous-utilisation des équipements, etc.

L'Unità, de son côté, dénonce preuves à l'appui l'étroite liaison entre les services du personnel de la Fiat, le commissariat de la zone et la caserne de carabinieri de via Plava. Au même moment, l'Ordre des médecins invite ses adhérents à ne plus concéder d'arrêts-maladie, et sinon à les prescrire les plus brefs possible.

À peine entamées, les négociations sont rompues le 16 janvier à l'initiative du patronat qui cherche à faire intervenir le gouvernement. La riposte syndicale n'a rien d'inattendu: les heures de grève prévues passent de 24 à 32 heures et une manifestation nationale est convoquée à Rome pour le 9 février.

Dès le lendemain, c'est de nouveau l'explosion des cortèges internes. Les sections sont aux mains des travailleurs. Les fascistes attaquent alors l'équipe de nuit de la Mécanique. Les carabinieri interviennent... pour arrêter quatre des camarades agressés. Pour les patrons, l'heure est venue de déclencher l'attaque décisive. La Mirafiori se révélant trop peu sûre pour

cela, c'est de la Lancia, une autre usine de Turin, qu'ils partent pour la bataille.

l'attaque patronale à la Lancia

Le 19 janvier, les gardiens et les carabinieri tentent d'empêcher le retour dans l'usine d'un cortège d'ouvriers de la Lancia qui étaient partis manifester dans les quartiers bordant l'usine. L'obstacle est vite franchi, fournissant généreusement les hôpitaux voisins. Le 20 janvier, la lutte se poursuit et des piquets sont constitués. Un délégué est arrêté et la direction envoie des préavis de licenciements à cinq autres délégués. Il devient clair pour tous que la Lancia est devenue le point d'appui de la contreoffensive patronale. A la Fiat et dans d'autres usines, la violence des patrons s'était aussi déchaînée, mais la police s'était arrêtée aux grilles de l'usine. Or, le 22, à la Lancia, la police enfonce les piquets et envahit brutalement l'usine. Quatre ouvriers sont blessés...

La riposte est immédiate : l'usine est occupée par les travailleurs. Les syndicats appellent à une manifestation pour le lendemain, qui sera un plein succès et connaîtra une forte participation des étudiants. Le même jour, à la Fiat-Avio, huit délégués qui se rendaient chez les employés pour les appeler à se joindre à la grève, sont sequestrés et tabassés par les gardiens pendant plus de deux heures.

Le 23, cependant que les ouvriers de la Lancia et des autres usines de la zone participent à la manifestation, les patrons déplacent leur ligne de mire sur la Fiat-Rivalta où ils veulent tenter de répéter leur exploit de la veille : faire entrer la police dans l'usine. Les cortèges internes sont infiltrés d'étranges individus en bleu de travail très propres qui incitent à attaquer les carabinieri armés qui stationnent près de la Carrosserie et de la Mécanique en grand nombre et en ordre de bataille. Mais, ces individus trop propres sont rapidement identifiés comme flics et gardiens et la mèche fait long feu. Au même moment, à la Mirafiori, des provocations semblables sont tentées.

Et, confirmant la nature globale de l'attaque portée par les patrons et le gouvernement, à travers les carabinieri, la police, les fascistes et les provocateurs en tous genres, un militant est tué par la police au cours d'une manifestation anti-fasciste à Milan.

Les 24 et 25, les cortèges internes continuent de plus belle à la Mirafiori et à Rivalta. Le contrôle sur les jaunes est maintenant total. Les cortèges ne se contentent plus de balayer les fascistes, mais laissent, après leur passage, les lieux dans un tel état qu'il n'est pas possible d'y



Le cortège ouvrier rentre à la Mirafiori.

reprendre le travail. De fortes pressions de la base poussent à ce que les cortèges se rendent à la Lancia. Le lendemain, la Fiat est parcourue des plus importants cortèges vus depuis plusieurs années, mais le mot d'ordre «tous à la Lancia» ne parvient pas à se concrétiser.

Le 27, à la suite de la manifestation unitaire contre l'assassinat du camarade Franceschi à Milan, la magistrature émet 25 mandats d'arrêt contre des militants de la gauche révolutionnaire, principalement de *Lotta continua*, à la suite d'une véritable provocation.

Les 29 et 30 janvier, les cortèges internes continuent à la Mirafiori, avec pour objectif d'unir les différents secteurs d'une part, et d'autre part les ouvriers aux employés. Le 31, pour la première fois depuis le début de la lutte, le tour de nuit réussit à bloquer la production par un cortège interne.

Le 1^{er} février, 185.000 ouvriers de la Fiat participent à la grève générale contre les repréailles patronales, et parcourent les rues de Turin, recueillant à cette occasion les fonds nécessaires pour payer le voyage de la délégation qui se rendra à la manifestation du 9 février à Rome.

Le 2 février, la Fiat riposte à la grève par 5.000 suspensions. La réaction ouvrière est immédiate : un formidable cortège interne de 20.000 travailleurs parcourt tous les secteurs jusqu'à la fin du tour où il est rejoint par l'équipe qui arrive. Les jaunes sont de nouveaux punis, les grilles volent en éclats, les gardiens sont balayés : une nouvelle fois, la Mirafiori est entièrement aux mains des ouvriers.

A la Fiat-Avio, l'un des délégués tabassés quelques jours plus tôt par les chefs se voit notifier son licenciement sur son lit d'hôpital.

Le 5 février, au matin on découvre que les fascistes ont profité du week-end pour dévaster le local de la Flm et y dérober deux mégaphones et l'argent récolté à la manifestation du 1^{er} février. Le même jour, la Fiat met de nouveau 8.000 ouvriers en disponibilité : de nouveau, des cortèges internes massifs parcourent l'usine.

riposter à la violence patronale

Le 6 février, alors que les interventions policières et fascistes se multiplient dans les petites usines de Turin, à la Fiat, la direction licencie trois ouvriers pour avoir «troublé le travail». Leurs ateliers se mettent en grève pour huit heures, mais la Fiat met tous les ouvriers de deux chaînes en disponibilité. Face à ces cas précis de «dramatisation de l'affrontement» par les patrons, il devient désormais nécessaire pour le mouvement d'opposer une stratégie concrète fondée sur l'exercice direct de la justice prolétarienne. L'avantgardé ouvrière de la Mirafiori souligne la nécessité d'assumer l'affrontement politique avec le front patronal sur le terrain même qu'imposent les patrons, et cela avec les moyens adéquats.

Le 9 février, à Rome, c'est un peu plus de 500.000 ouvriers qui font entendre à Andreotti et aux patrons leur comba-

● « Une nouvelle phase du combat s'ouvre. Il s'agit de stabiliser l'exercice du pouvoir dans l'usine et, à partir de là, d'affronter les premiers problèmes de l'affrontement de pouvoir avec l'Etat. »

tivité et leur ferme volonté de ne pas subir passivement l'offensive contre-révolutionnaire et anti-ouvrière en cours.

Le 12, il n'y a pas de grève programmée, hormis une heure à la Mécanique. Toute l'usine discute de la grande manifestation de Rome lorsque, à l'improviste, un homme est retrouvé enchaîné aux grilles, le crâne rasé, une pancarte au cou : il s'agit de Bruno Labate, secrétaire provincial du syndicat fasciste Cisnal, enlevé et interrogé durant plusieurs heures par un noyau armé des Brigades rouges. Avant de disparaître, le commando distribue plusieurs centaines de tracts aux ouvriers accourus. Alors que le sinistre Labate réclame de l'aide, autour de lui, les ouvriers, ricanants, discutent du tract des Br. Celles-ci feront circuler dans l'usine, au cours des jours suivants, une brochure intitulée *-Guerre aux fascistes dans les usines turinoises*, dans laquelle on peut lire le compte rendu de l'interrogatoire du responsable fasciste qui y donne les noms et coordonnées de la plupart de ses semblables...

Le 13 février, les fascistes tentent de se venger de l'affront subi en agressant deux ouvriers à la sortie de l'usine. Ils sont promptement mis en fuite et il est décidé d'organiser de manière systématique la vigilance ouvrière, ce qui se concrétisera d'ailleurs dès le lendemain, 14 février, lorsqu'ils seront accueillis par un cortège ouvrier sérieusement équipé : ils ne se représenteront plus, dès lors, à l'usine.

A la Carrosserie, où les grèves articulées se poursuivent, la direction met 2.000 ouvriers en disponibilité, tandis que la grève est permanente à la Mécanique, ponctuée de cortèges internes qui *-font le ménage* dans les bureaux.

Le lendemain, 15 février, trois heures de grève continue sont décidées à la Carrosserie. La Flm est contrainte à une telle décision par la mauvaise humeur croissante des ouvriers contre les grèves articulées. Ainsi, deux cortèges se forment à la *lastroferratura* et au montage, qui s'unissent en une assemblée unique.

Le 16, la Flm lance un cri d'alarme contre les licenciements de plus en plus nombreux de délégués et d'activistes syndicaux. En effet, le même jour, quatre ouvriers, dont un syndicaliste, sont licenciés.

«Les licenciés dans l'usine avec nous !»

Le 20, trois heures de grève et une manifestation à l'extérieur sont prévues à la Mirafiori. La Flm tient un meeting devant les bâtiments administratifs, à la



Un dirigeant de l'usine Sit-Siemens, séquestré en mars 1972 par les Br: le premier d'une longue liste...

suite duquel la grève est prolongée contre les jaunes à la Mécanique. La direction met tout le monde en disponibilité, ainsi que dans deux autres secteurs. La question des licenciements devient cruciale. Ainsi, un ouvrier est licencié pour avoir dépassé six mois d'arrêt-maladie en quatre ans : c'est le troisième en une semaine. La Flm annonce alors que la Fiat a encore 500 lettres de licenciements prêtes pour briser l'absentéisme.

Le 21 février, deux heures de grève articulée ont lieu dans les différentes équipes. La presse aux ordres de la direction annonce à grands renforts de publicité que les négociations pourraient être terminées à la fin de la semaine. Mais, pour les ouvriers, la manœuvre est claire : il s'agit de les pousser à épuiser dans les plus brefs délais toutes leurs énergies.

Le 22, un puissant cortège parcourt la Mécanique, traquant les jaunes et mettant l'un d'entre eux en tête, un drapeau rouge autour du cou. Le second tour poursuit la grève, mais la Fiat met plusieurs chaînes en disponibilité. Cependant, Andreotti, garantit aux patrons une réduction de leurs charges sociales.

Le 23, divers secteurs sont en grève continue avec piquets et cortèges internes. Le second tour quitte le travail avec quatre heures d'avance pour se rendre à une manifestation syndicale convoquée en ville. Nombreux sont les ouvriers qui interrompent les orateurs aux cris de *-les licenciés dans l'usine avec nous*.

Le 28 février, Agnelli inaugure une arme nouvelle contre l'absentéisme : la paye est remise sans la mutuelle et même, pour beaucoup, sans les Allocations familiales. La Carrosserie riposte par la grève et tout le monde est mis en disponibilité.

Le 1^{er} mars, les différentes équipes de la Carrosserie font trois heures de grève continue. A la Mécanique, des cortèges sont organisés au cours de deux heures de grève.

A la Fiat-Iri-Aeritalia, une grève est déclenchée après qu'un dirigeant de l'entreprise ait déposé plainte contre 43 ouvriers pour *-entrave à la liberté du tra-*

● « L'avant-garde ouvrière de la Mirafiori souligne la nécessité et l'urgence d'affronter le combat politique contre les patrons sur le terrain même qu'ils investissent, avec les instruments adéquats. »

vail. Des piquets sont formés. Une voiture de la direction force l'un d'eux, blessant quatre ouvriers. Les carabinieri, présents, chargent les grévistes et arrêtent un syndicaliste.

Le 2 mars, plusieurs heures de grève ont lieu à la Carrosserie et à la Mécanique. L'un des nombreux cortèges regroupe 5.000 ouvriers et des centaines d'employés. A Rivalta, la grève est prolongée en riposte aux innombrables procédures disciplinaires et aux licenciements de quatre militants. La Fiat met en disponibilité 5.000 ouvriers quatre heures avant la fin de leur tour, mais ils restent dans l'usine pour y tenir une assemblée.

Le 5 mars, toute la Mirafiori effectue deux heures de grève continue avec cortèges : riposte habituelle de la direction par la mise en disponibilité des chaînes en lutte. Une rumeur se fait toujours plus insistante selon laquelle la Fiat a déjà préparé 2.000 lettres de licenciements, dont 500 pour la seule Mirafiori.

Le 6 mars, pour la première fois, un cortège se forme autonomement à la Mécanique et aux Presses et se dirige vers la Carrosserie, réalisant une unité que les syndicalistes tentent d'empêcher en appelant à des heures de grèves qui ne correspondent pas dans les différents secteurs. Les grilles qui séparent les secteurs volent en éclats sous les coups d'ouvriers masqués. Un ouvrier du Vernissage est licencié et de nombreuses mesures disciplinaires sont prises contre les ouvriers. Face à cela, la Flm reste passive : à qui est frappé, il ne reste plus qu'à subir son licenciement.

Une rencontre entre la Flm et la Federmeccanica a lieu le 7 mars avec la participation du Ministre du Travail comme *-médiateur*. Les seuls problèmes qui comptent pour les patrons sont l'absentéisme et l'organisation du pouvoir syndical dans l'usine afin de contrôler la conflictualité.

Le 8, deux heures de grève sont massivement suivies à la Carrosserie, tandis qu'un important cortège se forme à la

Mécanique qui va tenir une assemblée devant le bâtiment des employés. Le syndicat est durement critiqué pour la division qu'il impose entre les différents secteurs en lutte.

la fracture s'approfondit entre avantgardes ouvrières et syndicat

Le 9 mars, deux heures de grève ont lieu dans toutes les équipes de la Mirafiori. Un cortège extérieur se rend à un meeting de la Flm devant le bâtiment des employés. La Flm fait le point des négociations et appelle à intensifier la lutte, ce qui veut dire concrètement pour elle, installer une tente rouge dans le centre de la ville pour expliquer le sens de la lutte qui dure depuis 5 mois. Pour les ouvriers, la signification est tout autre : ils veulent les licenciés dans l'usine, ils veulent attaquer les jaunes et les chefs et traquer les fascistes hors de l'usine. La fracture entre syndicat et avantgardes de lutte se fait toujours plus profonde.

Cependant, à l'usine Osa-Lingotto, huit cents ouvriers en lutte contre les heures supplémentaires sont mis en disponibilité.

Le 10 mars, a lieu la traditionnelle manifestation antifasciste appelée par toutes les forces réformistes et extraparlimentaires de Turin. Pour le Pci, il s'agit de relancer l'antifascisme démocratique au détriment de l'antifascisme militant, mais surtout d'évoquer un *-passé glorieux-* pour ne pas affronter les questions présentes.

Le 12, la Flm décide 30 nouvelles heures de grève à effectuer avant la fin du mois, soutenues par des initiatives de popularisation : tentes rouges dans le centre ville, assemblées permanentes ouvertes durant 24 heures dans les principales usines.

Grèves et cortèges continuent à la Carrosserie et aux Presses, tandis que la direction suspend 30 ouvriers de la Fiat Rivalta qui avaient refusé de quitter l'usine lors d'une mise en disponibilité.

Le 13 mars, la Carrosserie effectue les habituelles deux heures de grève et, alors qu'un atelier prolonge la grève contre les jaunes, 3.000 ouvriers sont mis en liberté.

● « C'est le niveau de violence opposé par le patron aux luttes ouvrières qui constitue le premier nœud politique que la classe doit affronter. »

Aux Presses et à la Mécanique, les cortèges vont former un piquet devant les bâtiments des employés. A la Fiat-Avio, les ouvriers organisent des piquets pour empêcher les employés de se rendre au travail. A la Fiat-Rivalta, l'usine est totalement bloquée par des cortèges. A la Fiat-Lingotto, 600 ouvriers sont mis en disponibilité à la suite de cortèges internes et cinq délégués sont suspendus.

le début d'une lutte autonome des employés

Le 14 mars, deux heures de grève sont programmées à la Carrosserie, mais deux chaînes refusent de commencer à travailler si les heures de disponibilité de la veille ne sont pas payées. La Fiat répond en mettant tout le monde en disponibilité. Un cortège se forme alors, rejoint par les autres chaînes, et 6.000 ouvriers sortent de l'usine en manifestation pour populariser la lutte. Au second tour, trente ouvriers d'une chaîne sont sanctionnés pour avoir réduit leur production de l'équivalent de ce qu'avaient produit les jaunes le jour précédent. Une employée des bureaux de la Mécanique est licenciée à la suite des grèves dans ce service. Apparaît alors un premier mouvement de lutte autonome des employés.

Le 15, 30 nouvelles mesures disciplinaires sont prises sous le même prétexte que la veille. Un cortège de 2.000 ouvriers balaye la Carrosserie. A la Fiat-Avio, une nouvelle forme de lutte apparaît qui consiste à ne communiquer qu'au dernier moment les modalités de grève. La cantine est utilisée comme lieu d'organisation de la lutte. La Fiat riposte en la fermant pour une durée indéterminée, contraignant les ouvriers à manger à l'extérieur de l'usine.

Le 16 mars, trois heures de grève sont décidées pour toutes les équipes de la Mirafiori. D'importants cortèges se forment et 6.000 ouvriers se dirigent vers le bâtiment des employés. Ils seront bloqués par la Flm qui organise un meeting pour communiquer l'accord auquel elle a abouti avec l'Intersind pour toutes les usines métallurgiques à participation d'Etat. Deux camarades sont licenciés à la Carrosserie, tandis qu'à la Fiat-Avio, les ouvriers imposent la grève totale de 24 heures avec assemblée permanente contre le licenciement d'un ouvrier, la fermeture de la cantine, et le refus de la direction de recevoir le Conseil d'usine.

Le 20 mars, toute la Mirafiori est en grève pour deux heures, parfois prolongées contre les jaunes. Mais, surtout, la tension est très élevée entre la Flm et les avantgardes sur la question des négociations. La Flm estime en effet que l'accord pour les usines à participation d'Etat peut valoir pour le privé et dénonce ceux qui voudraient continuer la lutte comme rompant l'unité ouvrière et faisant le jeu du

patron. De leur côté, les avantgardes ouvrières mettent en avant les points fondamentaux de la lutte : les licenciements, la parité d'indice entre ouvriers et employés, le salaire garanti et les formes de lutte.

Le 21, toute l'usine Rivalta est entièrement bloquée par une grève spontanée et autonome contre le licenciement de quatre syndicalistes. La production est bloquée, des piquets sont formés partout, et le bâtiment des employés est encerclé de telle manière qu'on ne peut ni y entrer ni en sortir. La Federmeccanica, de son côté, attaque violemment le projet d'occupation de 24 heures des grandes usines, lancé par la Flm, et menace de faire occuper, ce jour-là, les usines par les forces de l'ordre. Le Sida applaudit à cette menace.

Le 22, alors que la Mirafiori est de nouveau en grève pour deux heures, face à une provocation de la Fiat, la Carrosserie est entièrement bloquée : 9.000 ouvriers sont mis en disponibilité. A la Mécanique, les grèves sont prolongées contre deux licenciements. A la Fiat-Spa-Centro, une assemblée permanente se forme et les fours sont bloqués dès que l'on apprend que 60 lettres disciplinaires ont été envoyées.

Le 23 mars, c'est de manière spontanée que les ouvriers des Presses se mettent en grève et vont former des piquets afin de garantir la grève de huit heures des employés de leur secteur. L'encadrement multiplie les provocations : plusieurs voitures forcent les piquets, blessant des ouvriers, un chef menace de son revolver un groupe d'ouvriers, une fusée est lancée contre un piquet, etc. Les grèves sont prolongées contre les jaunes et les mesures disciplinaires à la Carrosserie-Mirafiori et à la Fiat-Osa-Lingotto.

Cependant, les négociations pour la convention n'avancent toujours pas : les patrons de la Federmeccanica ne veulent pas concéder plus que les 16.000 liras gracieusement octroyées par l'Intersind. Au même moment, à Rivoli, près de Turin, plus de 10.000 ouvriers des petites usines entrent en grève et descendent dans la rue contre les agressions policières et les arrestations des jours précédents.

Le 26, peu après l'entrée du second tour, une voiture conduite par des fascistes s'approche d'une groupe d'ouvriers et tire deux coups de feu. Plusieurs secteurs sont touchés par la grève, qui est souvent prolongée, et la riposte de la direction reste les mises en disponibilité. Sur une chaîne de la Mécanique, 75 ouvriers sur 79 se mettent en grève autonome pour protester contre la mollesse du syndicat et contre le fait qu'aucune grève n'était prévue pour eux ce jour. Le mouvement s'étend à tout le montage qui est immédiatement mis en disponibilité par Agnelli. Tous se rendent alors en cor-

matin du 29 mars, la Flm propose les habituelles deux heures de grève, les travailleurs prennent en charge la proposition des avant-gardes internes : à 7 heures, toutes les portes du secteur Nord de la Mirafiori sont bloquées, des piquets y sont mis en place et les drapeaux rouges sont hissés sur les grilles.

De leur côté, la Mécanique et les Presses forment un cortège qui, après avoir balayé les jaunes et les chefs dans les ateliers, sort dans les quartiers environnant l'usine.

Au changement avec le second tour, le passage du pouvoir ouvrier aux grilles réussit parfaitement et les entrées restent bloquées. A la Mécanique, malgré la tentative syndicale d'isoler le secteur Nord, les ouvriers décident eux aussi le blocage et, à 16 heures, les drapeaux rouges flottent sur toutes les grilles de la Mirafiori, exceptées celles des Presses, où grâce à une forte présence des militants du Pci, les ouvriers sont les seuls à travailler...

Aux groupes d'ouvriers installés aux portes, des problèmes d'organisation se posent immédiatement. Il s'agit en effet d'organiser à la fois :

- la vigilance contre les jaunes, les fascistes et les chefs ;
- la vigilance contre le défaitisme semé à la fois par les jaunes et par le Pci et une partie de la Flm ;
- la coordination politique et organisationnelle entre les différentes portes ;
- la coordination entre Mirafiori et les autres sections de la Fiat, ainsi que les autres usines métallurgiques.

Un Comité de lutte, véritable centre opérationnel, est alors formé et s'installe sur deux portes d'où il coordonne l'ensemble du mouvement. De larges comités de piquets sont aussi constitués, qui contrôlent les cartes et interdisent l'entrée de l'usine aux chefs et aux jaunes. Les téléphones des loges de gardiens et les bicyclettes sont réquisitionnés afin d'assurer les communications. La vigilance externe est assurée par des vigies qui s'installent tous les 20 ou 30 mètres tout au long du mur d'enceinte. Aux portes, des groupes se chargent d'empêcher que ne soit pris des films ou des photos.

Des meetings volants, continuels, parcourent l'usine afin d'expliquer la forme de lutte adoptée. Les groupes extérieurs à l'usine sont utilisés comme structures d'appui : la sélection, loin d'être idéologique, est alors pratique. La fonction qui leur est assignée consiste à organiser des équipes de popularisation dans les écoles et usines de la ville, et à fournir les véhicules et les instruments nécessaires. Le financement est assuré par des blocages rapides de l'un des boulevards qui longent l'usine, où un droit de péage politique est imposé.

● « Le Parti de Mirafiori est le résultat de six mois de lutte dure qui ont construit, dans l'usine, une direction politique ouvrière autonome et reconnue par le mouvement. »

Le blocage des portes se poursuit après minuit, afin d'informer les nouveaux arrivants du troisième tour et de les impliquer activement dans la lutte. Les ouvriers de nuit se chargent d'inspecter l'usine, où ils finissent par découvrir une trentaine de chefs, terrés, dont l'identité est relevée.

L'exemple de la Mirafiori s'étend alors à d'autres usines, grandes, moyennes et petites, non seulement à Turin, mais dans toute l'Italie.

Le 30 mars constitue le moment le plus élevé de la lutte. Malgré les diversions du Pci qui tente encore de proposer quelques heures de grève, le blocage reprend dès le premier tour. Cette fois, les Presses entrent dans le mouvement. Le bâtiment des employés continue lui aussi d'être bloqué : la Mirafiori est aux mains de l'autonomie ouvrière.

Alors que le blocage continue de s'étendre à d'autres usines, Agnelli abandonne sa menace de ne pas verser les payes. Quant aux cadres du Pci, ils ne se présentent même pas aux portes... La fermeté clairement démontrée par les ouvriers de la Mirafiori provoque le retour immédiat des patrons à la table des négociations où, subitement, tout le monde est extrêmement pressé de trouver une solution pour la convention...

Les 31 mars et 1^{er} avril, week-end de repos, le blocage n'est pas organisé puisque personne ne travaille. La presse, *Unità* comprise, organise le black-out sur les événements des jours précédents. On ne parle que des négociations, et Agnelli en profite pour devenir menaçant : il demandera *l'intervention de l'autorité judiciaire* si l'actuelle situation persiste. Il demande clairement aux syndicats de se montrer capables, dès le lendemain, de *«chevaucher le tigre»*.

les saboteurs du Pci chassés de l'usine

Mais, le 2 avril, dès la reprise, le blocage est de nouveau total sur toute la Mirafiori. Contrainte par la puissance de l'autonomie ouvrière, la Flm publie un communiqué dans lequel elle annonce le blocage total. Mais les dirigeants de la Flm et Pci, concédés enue la force ouvrière et leurs arrangements de couloirs avec Agnelli, tentent maintenant de vider la forme de lutte de son contenu. Ainsi, le blocage

devient-il plus symbolique : les dirigeants peuvent entrer sans être contrôlés par les groupes de vigilance, et certaines portes des Presses restent ouvertes.

Ce sabotage est cependant vite éventé et, à certaines portes, les coups pleuvent sur les militants du Pci qui, de nouveau, sont contraints de s'en aller. Les grilles sont refermées sur eux et le blocage redevient effectif.

Toute la journée, les discussions tourmentent autour des licenciements. Le mot d'ordre *«les licenciés dans l'usine avec nous»* est partout mis en avant. Et c'est précisément ce point fondamental que les directions syndicales sont en train de brader dans les négociations.

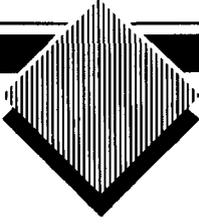
Le 3 avril est une sale journée, mais est aussi, dans un certain sens, la journée la plus importante : les limites du Parti de Mirafiori apparaissent crûment.

«Le contrat est signé», titre toute la presse, mais personne n'ose le dire à la Mirafiori. Les vendeurs de *l'Unità* doivent s'enfuir en courant. La plus grande confusion règne. Un syndicaliste crie : *«tous au travail!»*. Mais les avant-gardes n'ont pas de proposition : certains appellent à des assemblées, d'autres à continuer le blocage, d'autres encore rentrent chez eux, écœurés. Personne ne reprend le travail, hormis les Presses où, grâce au Pci, Agnelli commence à reprendre le pouvoir qui lui a échappé plusieurs mois durant.

Les 4, 5 et 6 avril, les assemblées et discussions se poursuivent tandis que le retour à la normale s'effectue laborieusement. Les syndicalistes ont du mal à faire avaler le bradage de la force ouvrière, l'acceptation d'un contrat au rabais et la débandade sur les licenciements.

Les avant-gardes ouvrières, quant à elles, commencent à tirer le bilan : *«La bataille est terminée, mais la classe ouvrière de la Mirafiori est encore debout. Il s'agit maintenant de réfléchir, de comprendre chaque chose, ce qui a été fait de bon et ce qui n'a pas marché, avec quels instruments ont été neutralisées les luttes et quels instruments nous devons construire pour qu'elles ne puissent plus l'être. La bataille pour la convention est terminée, mais la guerre pour le communisme continue»*.

D'après
«Controinformazione» n.0,
octobre 1973



DIX ANS DE LUTTES DE CLASSE EN ITALIE

« Comment la bourgeoisie d'un pays peut-elle imposer à ses propres travailleurs le chômage pour certains, l'augmentation de la fatigue pour d'autres, la réduction des salaires réels, la misère et la préparation à la guerre pour tous, si elle n'en détruit pas l'unité de classe, l'organisation, la capacité de lutte et les dirigeants potentiels ? »

FACE aux développements de formes de lutte dures à la Fiat comme dans de nombreuses autres usines, ainsi qu'à la croissance d'organisations révolutionnaires dont la rupture dépasse la simple sur-enchère verbale, le Pci en vient, dès le début de l'année à appeler, dans *L'Unità*, ses militants à ne faire preuve d'aucune tolérance à l'égard des groupes révolutionnaires, qu'il qualifie de « provocateurs » et de « voyous ».

Le 17 mai, à Milan, une bombe de forte puissance explose devant la préfecture, faisant quatre morts.

Du 31 mai au 3 juin, Potere operaio, réuni en congrès, décide de s'autodissoudre.

Le 28 juin, les Br séquestrent durant une journée un dirigeant de l'Alfa-Romeo de Milan, Michele Mincuzzi.

Dans les prisons, le mouvement de lutte connaît un nouvel essor. Le 2 juillet, une révolte éclate dans la prison de San Vittore à Milan. A la fin du mois, les détenus de Pescara manifestent leur soutien aux révoltes en cours dans les autres maisons d'arrêt, à Regina Coeli, Avezzano, Pesaro, etc. Cinquante d'entre eux, poursuivis en procès le 21 septembre, seront tabassés par la police en plein tribunal.

Pendant, au cours du même mois, le gouvernement formé par Rumor marque le retour au « centre-gauche ». Le Pci adopte alors une attitude dite d'« opposition élastique ».

Alors que les travailleurs agricoles sont en lutte, les fascistes continuent leur sale boulot et abattent l'un d'entre eux le 7 juillet.

Du 22 juillet au 4 août, les anciens militants de *Potere operaio* tiennent une conférence à Padoue, au cours de laquelle ils décident de former l'*Autonomie ouvrière organisée* : de Potop à l'Autop...

les infirmiers entrent en lutte

Durant l'été, ce sont maintenant les infirmiers qui entrent en lutte à Milan, Rome, Catania, sur leurs conditions de travail, avec à leurs côtés les malades qui luttent, eux, contre

1973

les mandarins en blouse blanche. Au cours d'une manifestation devant l'hôpital de Catania, la police charge en utilisant des gaz lacrymogènes, tuant ainsi deux enfants dans la maternité. Le 29 juillet, une lutte se déclenche à la Polyclinique de Rome, en complète autonomie par rapport au syndicat, qui durera jusqu'à janvier de l'année suivante.

En septembre, la lutte s'organise dans toutes les usines autour du renouvellement des conventions d'entreprise. Dans la région de Naples, ce sont dix mille chômeurs qui s'organisent en une dizaine de comités.

Dans le même temps, en R.F.A., une unité spéciale antiterroriste, le CSG 9, est mise sur pied, qui sera appelée à faire école dans toute l'Europe.

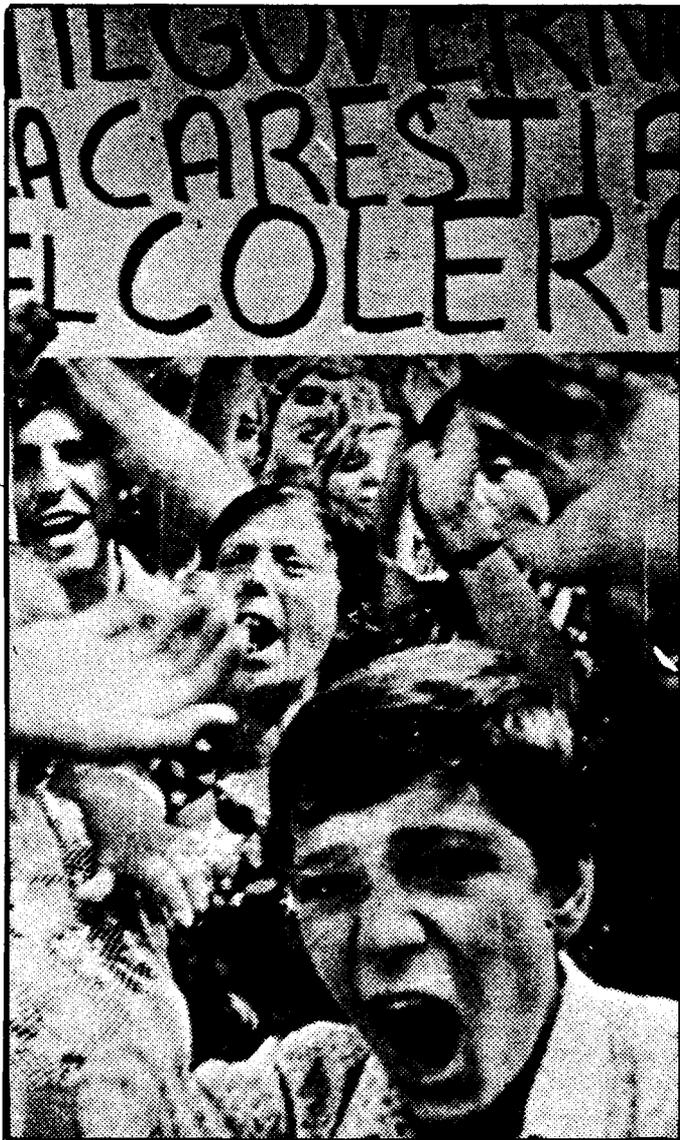
L'ouverture du procès contre 42 fascistes d'*Ordre nouveau* — qui, bien sûr, n'aboutira à rien — sert de prétexte à l'Etat pour lancer une campagne contre les « extrémismes opposés ». C'est ainsi que l'on commence à traquer et à frapper la gauche révolutionnaire. Cette thèse, qui ne connaîtra aucun succès dans les masses populaires, sera abandonnée vers 1976-77.

Au lendemain du coup d'Etat militaire au Chili, le Pci lance sa proposition de « compromis historique » avec la Démocratie chrétienne.

La guerre arabo-israélienne du Kippour, en octobre, marque le début de l'utilisation de la crise du pétrole comme prétexte pour multiplier les licenciements et les fermetures d'usines, pour briser la résistance ouvrière, faire front aux occupations et aux grèves, et faire passer la restructuration capitaliste.

le « decretone dell'austerità »

A la fin de l'été, alors qu'une épidémie de choléra éclate à Naples, la situation économique de nombreux chômeurs et travailleurs à mi-temps, comme de nombreuses couches populaires, devient plus précaire que jamais après que le renforcement des contrôles ait provoqué la « crise de la contrebande ».



«*Debors le gouvernement de la misère et du choléra!*»: une manifestation dans le Sud, à la fin 1973.

En novembre, le « *Decreto dell'austerità* » est adopté. Il stipule, pour tout l'hiver 73-74, des restrictions de la circulation automobile, de l'usage de la lumière, et la fermeture des lieux publics à 23 heures. Il institue le rationnement, jusqu'au manque total, du fuel domestique. Il implique une augmentation vertigineuse (plus de 25 %) des prix des produits alimentaires de base, de l'électricité, de l'eau, du téléphone et des transports publics, et un emploi plus massif de la mise en *cassa integrazione* (*). Dans le même temps, les financements aux grands monopoles et les évasions fiscales, elles, croissent. En 1974, les capitaux exportés atteindront jusqu'à plus de 35 000 milliards de liras, la moitié du PNB italien.

Le 10 décembre, dans le cadre des luttes d'entreprise sur le renouvellement des conventions, les Br enlèvent et séquestrent durant neuf jours le dirigeant de la Fiat de Turin, Ettore Amerio.

A la fin de l'année, les rumeurs de coup d'Etat ne cessent d'enfler. Une tentative a effectivement lieu en décembre, qui sera connue sous le nom d'« *affaire de la Rose-des-Vents* ».

(*) Créée en 1945, mais parachevée en 1947 à la chute du gouvernement d'« Union nationale », la « *cassa integrazione* » innove par rapport à la législation européenne en ce domaine sur un point fondamental : la répartition de la charge entre l'Etat et l'entreprise. Quand une entreprise connaît des difficultés d'ordre technique — retards dans ses approvisionnements, problèmes de financement, etc. — qui ne sont imputables ni aux ouvriers ni à leurs patrons, et cesse de fournir du travail, la « *c.i.* » intervient pour une durée maximum de trois mois et paie, en guise de compensation, 60 % de leur salaire aux ouvriers, libérant ainsi, pour un temps, l'entreprise de toute charge salariale. Cette gestion « ordinaire » de la « *c.i.* » a cependant, pour les patrons, des limites : elle ne s'étend qu'à une entreprise, son emploi dans le temps est limité, et surtout elle ne prend pas en compte les difficultés réelles des entreprises, à savoir celles qui naissent de leur rapport avec la force de travail. De ce fait, les législateurs lui adjoignent, en 1967 et 1972, un régime « extraordinaire » pour « les cas de crise économique sectorielle ou locale de l'activité industrielle » lors de « la restructuration des entreprises » ou pendant leur « reconversion ». Entièrement financée par l'Etat, sa durée maximum est de six mois, mais elle peut être reconduite de trois mois en trois mois, par simple décision de l'entreprise. Enfin, pour faire avaler la pilule aux ouvriers, la rémunération représente 80 % du salaire.

UNE nouvelle tentative de coup d'Etat a-lieu dans la nuit du 26 au 27 janvier, au cours de laquelle 200 fascistes en armes parviennent à occuper le ministère de l'Intérieur. Un contre-ordre de dernière minute annulera cette tentative, sur laquelle la presse sera étrangement silencieuse par la suite.

Les luttes pour le renouvellement des conventions se poursuivent sous des formes multiples : cortèges à l'extérieur comme à l'intérieur des établissements, piquets de grève, blocages de rues, grèves tournantes d'ateliers sur des objectifs qui dépassent les plateformes syndicales. Pour la première fois, à l'Alfa Romeo de Milan, un cortège de métallos investit le centre de la direction à l'extérieur de l'usine. Le 29, ce sont deux ouvriers de l'Alfa qui enlèvent et séquestrent un dirigeant durant plusieurs heures. A la Fiat de Turin, au cours de grèves tournantes ponctuées de cortèges internes et de piquets, des commandos d'ouvriers aux visages dissimulés par des capuches « *punissent* » énergiquement les fascistes, les chefs et les dirigeants. Les 12 et

1974

13 février, des luttes contre la nocivité éclatent à la Pétrochimie de Porto Marghera. A cette occasion, de nombreuses voitures de chefs et de dirigeants sont incendiées.

les Noyaux armés prolétariens

Les Nap. Noyaux armés proletariens, se constituent alors autour des luttes menées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons, principalement à Rome et à Naples. Leur rôle sera décisif dans la formation de comités de lutte dans de nombreuses prisons et dans la réalisation de l'unité entre détenus « communs » et « politiques » dans les luttes carcérales.

Un important scandale éclate alors à propos du financement des partis gouvernementaux par les compagnies pétrolières. Le gouvernement Rumor démissionne et est remplacé par... un quatrième gouvernement Rumor, le 14

mars. Le 9 avril, le Parlement adopte une loi sur le financement public des partis (60 milliards de lires par an).

En mars à Gênes, le procès contre les camarades du Groupe XXII Octobre mené par le juge Sossi, notoirement lié aux milieux fascistes, se conclut. Le 10 avril, les Brigades rouges enlèvent Sossi. La chasse est alors lancée contre les militants révolutionnaires et, en trois mois, 18 d'entre eux seront arrêtés dans le cadre de l'enquête menée par le juge Caselli.

Le 2 mai, le gouvernement annonce de nouvelles mesures de restriction de la consommation populaire et interdit l'importation de viande. Les 12 et 13 mai a lieu le référendum sur le divorce qui voit reconduite une nouvelle fois l'alliance entre la Dc et le Msi, comme lors de l'élection du président Leone. Le divorce est acquis par 58 % des voix.

Au cours de cette période, les prisons sont en effervescence autour de la réforme carcérale. Les manifestations, révoltes et grèves se multiplient, brutalement réprimées par la police et les gardiens qui expérimentent de nouvelles méthodes répressives. Le 10 mai, c'est par un massacre que les carabinieri écrasent la révolte de la prison d'Alessandria, faisant six morts.

Des mesures disciplinaires frappent alors cent neuf juges de Magistratura democratica jugés trop peu dociles à l'égard du pouvoir : celui-ci estime leur comportement par trop «garantiste» (*) face au développement de la répression.

Le 23 mai, les Br libèrent le juge Sossi, après que le juge Coco se soit engagé à satisfaire leurs conditions, à savoir la libération de militants du Groupe XXII Octobre, récemment condamnés par Sossi lui-même. Cet engagement ne sera pas tenu.

Un important mouvement des soldats et des sous-officiers se développe alors dans les casernes, ponctué de manifestations de rue.

de nouvelles bombes fascistes

Le 28 mai, à Brescia, une bombe fasciste explose lors d'un meeting syndical, faisant 8 morts et 90 blessés. Le 17 juin à Padoue, les Br exécutent deux fascistes au cours d'une incursion dans un local du Msi. De nombreux locaux fascistes sont attaqués dans les villes et usines.

Le 18 juillet, les flics effectuent une rafle contre tout un quartier de Milan : c'est l'inauguration d'une nouvelle pratique policière contre les luttes sur le logement.

Le 4 août, une nouvelle bombe fasciste explose dans le train Italicus, faisant 12 morts. Le 16 août, le gouvernement se réunit avec les principaux responsables de la police et des services secrets afin de coordonner leur action. Le 8 septembre, la police intervient contre une occupation de maisons dans le quartier San Basilio à Rome. Tout le quartier se révolte, et la police assassine un travailleur au cours des affrontements qui s'ensuivent.

Le même jour, Renato Curcio et Roberto Francescini, militants de la première heure des Br, sont arrêtés par la police sur les indications d'un provocateur infiltré, Frate Giroto.

C'est au cours de cette période que se stabilise la coordination européenne des services répressifs. Le 17 septembre, les ministres de l'Intérieur français et italien adoptent, à

Paris, des mesures communes de lutte «contre le terrorisme» pour toute la CEE. Après qu'ait été institués en France, les Quartiers de haute sécurité (QHS), le gouvernement italien adopte, le 3 octobre, une loi qui porte la détention préventive jusqu'à 8 ans.

A l'occasion de l'anniversaire du coup d'Etat fasciste au Chili, un attentat détruit les locaux de la Face-Standard ITT à Milan, le 6 octobre.

Gianbattista Lazagna, ancien commandant partisan et médaille d'or de la Résistance, est arrêté une seconde fois pour sa «participation morale» aux Brigades rouges, toujours sur la foi des dénonciations du provocateur Giroto. Un comité national est constitué pour sa libération à Rome, Milan et dans d'autres villes.

Au cours du mois d'octobre, les commandos des Nap organisent de nombreux assauts contre les prisons de Milan, Rome et Naples.

A Milan, une manifestation européenne de soutien internationaliste au peuple vietnamien regroupe 150 000 personnes.

le mouvement des autoréductions

Parti des grandes usines, le mouvement d'autoréduction devient général dans de nombreuses villes : autoréduction des factures d'électricité, d'eau, de téléphone et des transports en commun. Un peu partout en Italie, et particulièrement à Milan, Turin et Palerme, des augmentations sont ainsi réduites ou même annulées. Les actions populaires de «réappropriation» et d'«achats collectifs» (il s'agit d'aller faire ses courses collectivement et d'imposer la réduction des prix et même, parfois, la gratuité) se diffusent à travers des manifestations de quartiers et la mise en place de rencontres entre les comités d'usines et les comités de quartiers. Le 19 octobre, au cours d'une autoréduction dans deux supermarchés de Milan, de violents affrontements ont lieu avec la police qui se soldent par de nombreux blessés et 11 arrestations. Tous sont ouvriers des grandes usines milanaises (Magneti-Marelli, Carlo Erba, etc.).

De nouveau, les rumeurs de coup d'Etat recommencent à circuler. Une tentative a effectivement lieu en novembre. Le 23, le gouvernement Moro est formé qui voit le Pci passer de l'«opposition élastique» à l'«opposition démocratique». La tâche centrale de ce gouvernement est le «maintien de l'ordre», tant au niveau interne qu'au niveau des contacts internationaux. Les hommes de l'appareil d'Etat, des services secrets, de l'armée, de la police, de la magistrature et du gouvernement apparaissent de plus en plus clairement étroitement liés aux fascistes à travers la «piste noire» des tentatives de coups d'Etat et des massacres aveugles. Le 30 décembre, la Cour de Cassation décide de centraliser toutes les enquêtes sur les complots fascistes à Rome, afin de mieux les enterrer et de préserver les personnages qui y sont impliqués.

Durant tout l'hiver, les attentats fascistes se multiplient en Toscane et en Ligurie. Dans le même temps, la lutte antifasciste se répand dans les masses populaires, renouant avec les traditions de l'antifascisme militant.

Le 4 décembre, près de Modène, les flics abattent deux militants connus des Nap, Luca Mantini et Giuseppe Romeo. Le 18 décembre, c'est l'industriel Giuseppe Moccia, appelé «le roi du ciment», qui est séquestré par un commando des Nap à Naples.

(*) Le «garantismo» est l'attitude adoptée par de brillants intellectuels démocrates qui consiste à défendre et garantir le respect du «droit», y compris pour les opposants à l'Etat qui refusent de le respecter.



LES violences fascistes se multiplient à travers toute l'Italie. A Catanzaro, la police tire sur une manifestation antifasciste de protestation après l'étouffement du procès de Freda et Ventura, impliqués dans le massacre de Piazza Fontana en décembre 1969.

A Rome, Milan, Potenza, les occupations de maisons se développent, appuyées par un large soutien populaire. Les tentatives policières d'expulser les occupants se heurtent à une vive résistance. Dans les petites entreprises du Sud, des comités s'organisent et entrent en lutte, aux côtés de l'industrie du Nord, sur des objectifs communs : refus de la *cassa integrazione*, rythmes de travail, droit au logement, lutte contre la vie chère et contre les mesures antipopulaires et antidémocratiques de Moro, qui prévoient, entre autres : blocage des salaires et des retraites, augmentation des tarifs publics et instauration des « ponts » obligatoires.

La grève générale est proclamée et les travailleurs descendent massivement dans la rue pour manifester leur volonté de combattre ce gouvernement et son programme. Au terme de cette lutte, un accord est signé sur l'échelle mobile, qui instaure la parité des indices ouvriers et employés. Le gouvernement troque alors son discours sur l'« austérité » contre un discours sur les « nécessaires sacrifices pour sortir de la crise »...

Peu à peu, les luttes reprennent dans les prisons, toujours plus massives. Le 18 février, un commando des BR libère Renato Curcio de la prison de Casale Monferato où il était détenu.

flics et fascistes tirent et assassinent

La police et les fascistes font de plus en plus fréquemment usage de leurs armes. Le 16 avril, C. Varalli est tué par les fascistes au cours d'une manifestation pour le logement. Le 17, un manifestant antifasciste est écrasé par une jeep de la police au cours d'une manifestation de riposte, toujours à Milan. A Turin, le même jour, un militant de *Lotta continua* est tué lors d'une assemblée sur le logement par un fasciste membre des « citoyens de l'ordre », corps de vigiles assermentés adeptes de la « légitime défense ». Le lendemain, à Florence, c'est un militant du Pci qui est assassiné par un flic en civil lors d'une manifestation de riposte aux précédents assassinats. Le même jour, à Rome, un militant, paralysé après que des fascistes lui aient tiré dessus, est néanmoins gardé à vue à l'hôpital par huit carabinieri...

Le 22 avril, une grève générale antifasciste a lieu dans toute l'Italie pour la mise hors-la-loi du Msi, nid de vipères fascistes. 250 000 personnes manifestent à Milan, 50 000 à Turin, 40 000 à Naples, etc.

Le 6 mai, à Viterbe, les Nap enlèvent le juge Di Gennaro, haut fonctionnaire au ministère de la Justice, et le séquestrent durant trois jours.

Le 16 mai, à Naples, les flics assassinent un manifestant lors d'une mobilisation contre le chômage.

Alors que la *Convention européenne « antiterroriste »* est établie à Strasbourg, la loi Reale, véritable loi scélérate, est adoptée le 21 mai. Celle-ci, légalisant et systématisant le droit de tuer pour la police et la pratique des rafles dans les quartiers, non seulement maintient mais aggrave le code fasciste Rocco. De la même façon, l'échelle des peines est élevée dans le même temps que des restrictions sont apportées à l'obtention de la liberté provisoire.

Les résultats ne tardent pas à se faire sentir : le 25 mai, un étudiant-travailleur est poignardé par six fascistes à Milan. Le 5 juin, près d'Alessandria, Mara Cagol, combattante de la première heure des *Brigades rouges*, est abattue

1975

de sang-froid par les carabinieri après une fusillade, alors qu'elle est tombée à terre, les mains en l'air.

Les élections administratives du 15 juin voient un important succès électoral du Pci, du Psi et des Radicaux. De nombreuses « *juntas rouges* » (*) sont alors formées. De la fin 1968 à ces élections, on a pu dénombrer des milliers d'agressions et d'assauts fascistes et policiers contre les luttes et les manifestations. Dans le même temps, 90 ouvriers ou étudiants ont été abattus par les flics et les fascistes, dans le cadre d'une stratégie gérée de concert par les services secrets, l'Etat et l'OTAN. Sur cette lancée, le 21 juin, à Naples, les fascistes lancent une grenade contre une voiture de militants du Pci manifestant pour leur succès électoral, tuant l'un d'entre eux.

des luttes contre les licenciements et les fermetures d'usines

D'importantes luttes se développent contre les fermetures d'usines. La plus dure de celles-ci a lieu à l'usine Innocenti-Leyland de Milan, où les affrontements se multiplient entre les ouvriers d'une part, et les dirigeants syndicaux et les flics d'autre part. C'est finalement l'Etat qui intervient pour reporter la fermeture et opérer la restructuration par une mise en *cassa integrazione* sur plusieurs années. Au cours de cette lutte, un commando tire dans les jambes du directeur du personnel qui avait fait entrer la police dans l'usine pour charger les ouvriers.

A Bergame, le 21 juin toujours, une tente installée dans le centre ville par des ouvriers en lutte contre des licenciements dans cinq usines occupées est attaquée par la police et les vigiles urbains. La nouvelle se répand immédiatement et des ouvriers de toutes les usines de la région descendent dans les rues de la ville, où de violents affrontements ont lieu durant sept heures. Treize personnes seront arrêtées.



« Ça suffit avec le terrorisme fasciste et policier, dehors le gouvernement Moro !... »

Le 8 juillet, la police tend une embuscade dans l'appartement d'Anna Maria Mantini, militante des Nap, et l'abat froidement alors qu'elle est désarmée.

(*) Les « *juntas rouges* » sont des espèces de conseils régionaux, municipaux ou provinciaux qui sont dominés par le Pci, parfois en alliance avec les socialistes.

Le même mois se tient le Congrès de la Démocratie-chrétienne. Celle-ci, ébranlée par les scandales en cascade et ses liens avec les «*pistes noires*», tente de redorer son blason en inaugurant, par l'élection de Zaccagnini au secrétariat du parti, un «*renouveau*» de la Dc.

Le 25 août, le Président Leone se prononce pour la limitation du droit de grève et part en croisade contre l'absentéisme. La réquisition commence alors à être utilisée contre les grèves qui éclatent indépendamment des syndicats et deviendra monnaie courante lors des grèves des infirmiers en 1978.

Du 29 août au 5 septembre se déroule la «*Semaine rouge*» de l'Alfa Romeo, à Milan et à Naples. La lutte est ouverte contre la mise en *cassa integrazione* de 15 000 ouvriers et la restructuration forcée en cours, qui prévoit l'augmentation de la production, la réduction de la main-d'œuvre, les licenciements de nombreux délégués et avant-gardes, le blocage de l'embauche et du maintien des effectifs. Le 9 septembre, alors que les négociations sont en cours, quatre militants sont licenciés à la Magneti-Marelli de Milan. Dès lors, chaque matin, un cortège ouvrier va les chercher aux portes de l'usine et les fait entrer dans les ateliers.

Au cours des mois de septembre et d'octobre, d'importantes manifestations ont lieu contre l'exécution de cinq

antifascistes espagnols par le franquisme moribond. Les attentats contre les objectifs espagnols se multiplient à travers toute l'Italie.

le «gouvernement de la faim»

Le ministre La Malfa, secrétaire du Pli, propose alors son «*plan d'urgence*» qui planifie tout simplement la dégradation des conditions de vie des masses populaires. La lutte contre la vie chère et le «*gouvernement de la faim*» se développe à travers des assemblées, des manifestations et des «*achats collectifs*» de masse.

La réforme carcérale est adoptée. Elle se résume pratiquement à quelques téléviseurs en plus dans quelques prisons et à d'importants investissements pour construire de nouvelles prisons de plus grand isolement.

Le 22 novembre, une nouvelle fois, la police assassine un étudiant au cours d'une manifestation de soutien au mouvement populaire angolais.

Le 13 décembre, ce sont plus de 300 000 chômeurs qui manifestent dans les rues de Naples, indiquant une extension et une radicalisation de leur mouvement.

Le 18 janvier, Renato Curcio est de nouveau arrêté, près d'un an après son évasion. Dans le mois qui suit, de nombreux attentats seront effectués contre des casernes de carabinieri.

Le 28 janvier, les ouvriers de l'usine Innocenti-Leyland, en lutte depuis plusieurs mois, occupent la gare Lambrate à Milan et bloquent l'autoroute.

Un nouveau gouvernement «*monocolore*» est formé par Aldo Moro le 2 février. Une grève générale se déclenche alors, véritable riposte ouvrière offensive aux plans gouvernementaux et aux syndicats qui les acceptent passivement. À Milan, les ouvriers empêchent un dirigeant syndical national, Sorti, de parler. Les luttes et les actions révolutionnaires contre le gouvernement Moro et la vie chère se multiplient dans toute l'Italie, prenant pour cibles les structures locales du pouvoir, les préfectures et les chaînes de distribution commerciale. Un gros commerçant de viande est séquestré à Rome et est contraint à distribuer gratuitement de la viande dans plusieurs quartiers populaires. Ce mouvement de lutte culmine lors de la grève générale nationale du 25 mars. Dans toute l'Italie, des cortèges sortent des usines et des écoles et marchent sur les préfectures, où de nombreux affrontements ont lieu.

Le 14 mars, la police tue un passant en tirant à hauteur d'homme au cours d'une manifestation devant l'ambassade d'Espagne. Le 7 avril, à Rome, c'est un étudiant qui est ainsi tué par les flics lors d'une manifestation contre la condamnation de l'anarchiste Marini à la prison à perpétuité. À Milan, un militant antifasciste est poignardé par les fascistes. Il mourra quelques jours après, le 29 avril, à l'hôpital. Le même jour, un conseiller provincial du Msi est exécuté à Milan. Les agressions fascistes, bien sûr impunies, se multiplient tout au long de la préparation des élections du 20 juin. Ainsi, le 28 mai, à Latina, un militant des Jeunesses communistes est assassiné par une bande fasciste dirigée par un député du Msi.

Le procès contre le noyau initial des *Brigades rouges* dit «*noyau historique*», s'ouvre à Turin. Et le 8 juin, à

1976

Gênes, les Br exécutent le Procureur général Francesco Coco — qui n'avait pas respecté son engagement de libérer les militants du Groupe XXII Octobre lors de l'opération contre Sossi — et les deux membres de son escorte.

À Bruxelles les ministres des Affaires étrangères de la CEE, réunis avec divers chefs et «*experts*» des services répressifs, décident la création d'une organisation commune pour leurs différentes polices.

À l'occasion des élections législatives anticipées du 20 juin, le Pci réalise une importante avancée en passant de 30 à 34 % des voix, tandis que les Radicaux et *Democrazia proletaria* entrent au Parlement. Peu après, Andreotti formera son quatrième gouvernement, appelé «*gouvernement des abstentions*», qui n'obtient pas la majorité au Parlement. Il ne survit que grâce à l'abstention du Pci qui relance sa proposition de «*compromis historique*», dans le cadre de la politique d'«*austérité*» et des «*sacrifices*».

Seveso, Loockheed,... des scandales en série

Le 16 juillet, une fuite de dioxine à l'usine ICMESA-Roche de Seveso interdit toute vie humaine ou animale dans toute la région pour de nombreuses années.

Peu après éclate le scandale Loockheed, qui éclabousse non seulement de nombreux généraux, mais aussi différents ministres.

Le 5 septembre, à Como, les fascistes abattent un ouvrier lors du Festival de l'*Unità*. Deux jours plus tard, un militant communiste est assassiné par un démocrate à Bari. Le 14 septembre, à Rome, la police abat un militant des Nap, Martino Zicchitella.

L'«*eurocommunisme*» est officiellement lancé au cours de l'automne par les Partis communistes italien, français et espagnol.

En octobre, une vague de grèves «sauvages» contre l'austérité et les sacrifices déferle sur toute l'Italie. C'est aussi à ce moment que commencent les luttes pour le renouvellement des conventions dans la métallurgie. Les plateformes syndicales sont dans la droite ligne des programmes économiques du gouvernement et des exigences du patronat. Les fumeux objectifs «généraux» y dominent («réformes», «investissements», «nouveau modèle de développement», etc.) alors que les problèmes réels, tels les augmentations de salaires, la nocivité, les accidents du travail, etc., en sont évacués. Face à cette tentative de faire passer dans la classe ouvrière la politique des «sacrifices pour sortir de la crise», deux attitudes se manifestent dans les usines: soit une forte opposition déclarée, soit une extrême indifférence et un grand recours à l'«absentéisme» dans les grèves.

Au cours de ces luttes, de nombreuses actions de commandos sont effectuées contre les patrons et les fascistes dans différentes usines. A la Fiat de Turin, de nombreux incendies éclatent et les jambisations contre les chefs et les dirigeants d'usines se multiplient.

Sous la pression des ouvriers et afin de relativiser les milliers d'épisodes de lutte dure et de tenter de récupérer les travailleurs qui se battent, le syndicat appelle pour le 2 décembre, à une grève générale de huit heures. Lors de la manifestation nationale à Rome, 150 000 participants scandent des mots d'ordre contre le gouvernement et sa politique de sacrifices.

En novembre, le procès contre 24 militants des Nap s'est ouvert. Il se conclura en février 1977, par des condamnations extrêmement lourdes: 300 ans de prison au total. Le 7 décembre, Walter Alasia, militant des Br de Milan, est assassiné par les flics venus l'arrêter chez lui. Il a cependant le temps de répondre au tir et de blesser deux sbires. Le 14 décembre à Rome, les Nap abattent le vice-préfet, responsable de l'antiterrorisme, et son garde du corps.

Le 10 décembre, le gouvernement décrète le blocage partiel de l'échelle mobile.

Le même mois, des milliers de jeunes manifestent contre le luxe et le gaspillage lors de l'ouverture du théâtre de la Scala (équivalent de l'Opéra à Paris) de Milan. D'importants affrontements ont lieu et des dizaines d'arrestations sont effectuées.

DES le 1^{er} janvier, une révolte éclate dans la prison de Pescara. La police ouvre le feu contre les mutins, faisant un mort. C'est la première des plus de cinquante révoltes qui secoueront les prisons italiennes au cours de l'année. Le lendemain, 13 prisonniers s'évadent de la prison de Trévise. 559 détenus s'évaderont ainsi durant l'année, souvent avec l'appui de commandos extérieurs.

Le même jour, les *Brigades rouges* enlèvent l'armateur Costa, qui ne sera relâché que le 3 avril, après paiement d'une rançon.

A Strasbourg, la *Convention européenne «contre le terrorisme»* est finalement adoptée. En Italie, le 12 janvier, le gouvernement «annule» la réforme pénitentiaire de 1975.

Au début de cette année 1977, la restructuration en cours, menée par le patronat et le gouvernement, a provoqué un développement massif du travail au noir, qui concerne officiellement 4 millions de personnes qui sont en réalité plus de 10 millions, auxquels s'ajoutent plus de deux millions de chômeurs, principalement des jeunes.

Le 25 janvier, un accord est conclu entre la *Confindustria* et les syndicats sur la réduction du coût du travail, la mobilité de la main-d'œuvre et la lutte contre l'«absentéisme». Le 2 février, le gouvernement déclare qu'il y aura, au cours de ce seul mois, 600 000 chômeurs de plus. Les jeunes, les étudiants, les chômeurs, les marginaux descendent dans la rue: c'est le début du «*Mouvement de 1977*», mouvement «autonome» contre le gouvernement et les partis et syndicats institutionnels.

le «Mouvement de 1977»

Le 1^{er} février, une centaine de fascistes ouvrent le feu contre une assemblée du mouvement à Rome, blesant grièvement un étudiant. Trois jours plus tard, le gouvernement décide un nouveau train de hausses des prix, faisant suite au décret de réduction de l'échelle mobile.

Le 8 février, les étudiants occupent les universités dans toute l'Italie, refusant la loi Malfatti qui tente d'expulser de l'Université des milliers d'étudiants en instituant un nombre fixe de places disponibles par école.

1977

Dans le même temps, et alors que le syndicat a déjà annulé une grève générale, de nombreux Conseils d'usine exigent que celle-ci soit proclamée et impliquent de nombreuses grèves sauvages à Milan, Porto Marghera et Trieste, etc. De nombreux «achats collectifs prolétariens» sont effectués à Rome et dans d'autres villes.

Le 10 février, 30 000 étudiants manifestent dans les rues de Rome contre la loi Malfatti. Le même jour, une grève générale du textile contre les atteintes à l'échelle mobile a lieu. Le 16 février, ce sont toutes les grandes villes d'Italie qui sont parcourues de manifestations étudiantes. Le 17 février, le secrétaire général de la Cgil, Lama, tente de tenir un meeting à l'Université de Rome, mais en est chassé énergiquement par les étudiants, qui affronteront le service d'ordre syndical et la police durant quatre heures.

Le lendemain, une vague de grèves parcourt de nombreuses usines d'Italie et la grève est décrétée dans vingt-trois universités. Le gouvernement adopte un décret qui dégrade les conditions de détention et aggrave les condamnations pour port d'armes. Le lendemain, 50 000 étudiants manifestent de nouveau à Rome.

C'est alors que les ministres Rumor, Tanassi et Gui, après le président Leone, sont lavés de toute accusation dans l'affaire du scandale Lookeed.

Le 26 février, les étudiants tiennent une assemblée nationale de leur mouvement à Rome. Le 4 mars, l'étudiant Panzieri est condamné à neuf ans de prison pour «complicité morale» dans la mort d'un fasciste grec. Le même jour, un «Noyau de femmes combattantes pour le communisme» attaque une entreprise qui vit de travail noir à Milan. C'est l'une, parmi tant d'autres, des actions qui se multiplient contre les entreprises qui profitent du travail au noir, effectuées par des *Rondes prolétaires*.

Le lendemain, des assemblées, suivies de manifestations et d'affrontements, ont lieu dans de nombreuses villes d'Italie pour protester contre la condamnation de Panzieri. Le 6 mars, l'Université de Rome est fermée. Le 11 mars, au cours d'une manifestation à Bologne, la

police tue Francesco Lo Russo, provoquant de violents affrontements. Le syndicat décrète pour le lendemain une grève générale de trois heures. Le 12 mars, 100 000 étudiants participent à une manifestation nationale à Rome. La police tente d'imposer son parcours au cortège, provoquant ainsi de violents affrontements et de nombreuses « *expropriations prolétaires* ». Rome est mise en état de siège.

A Bologne, les funérailles de Francesco Lo Russo sont marquées, de nouveau, par de violents affrontements. La police ferme brutalement, par une véritable action de commando, la radio de mouvement *Radio Alice*. Les chars quadrillent la ville durant plusieurs jours. Deux cents personnes sont arrêtées. Le Pci fait l'éloge des « *forces de l'ordre* » et de leur intervention dans son « *fief* », tandis que la Dc propose l'« *interpellation de sécurité publique* », qui permet à la police d'arrêter quiconque sur la base de « *souçons* ». Le 16 mars, ces deux partis organisent ensemble une manifestation contre la violence à Bologne, qui regroupe 100 000 personnes. Une contre-manifestation du mouvement, dans la même ville, regroupe 20 000 personnes.



La revue *Controinformazione* est, elle aussi, parmi tant d'autres, poursuivie...

Le 18 mars, de nouveaux affrontements marquent, à Milan et à Naples, la grève nationale contre le chômage et pour les investissements dans le Sud, organisée par les syndicats. Le 28 mars, 5 000 femmes participent à une manifestation après la mort d'une femme enceinte, à laquelle l'avortement thérapeutique avait été refusé. A la suite de nombreuses arrestations à Rome, Bologne et Padoue, c'est à Florence que sont effectuées des dizaines d'arrestations et des centaines de perquisitions le 5 avril. Il ne se passe désormais plus une semaine sans qu'en quelque lieu d'Italie des arrestations en masse ne soient opérées contre des opposants de gauche.

Le 6 avril, la première assemblée de l'*Opposition syndicale* contre la ligne syndicale de cogestion de la crise et de la restructuration se tient au théâtre Lirico à Milan. Trois

cents conseils d'usines et des milliers de délégués ouvriers y participent pour la seule Lombardie.

Le 7 avril, le gouvernement décrète que les entreprises ne paieront plus les charges sociales et, en accord avec les syndicats, exclut de l'échelle mobile les journaux, les transports et l'électricité. Le 19 avril, quinze entreprises sont fermées du fait de la pollution qui continue de s'étendre dans la région de Seveso.

Le 22 avril, le gouvernement interdit toute manifestation publique jusqu'à la fin mai, mais doit revenir sur cette décision dix jours plus tard. Il réclame de nouvelles mesures répressives : le code pénal est alors modifié, augmentant encore les délais de détention préventive et prévoyant la perpétuité pour les auteurs d'attentats.

Le 28 avril, les Br exécutent le président de l'Ordre des avocats, Croce, à Turin. Dans la même ville, le procès contre les Br ne peut reprendre comme prévu le 3 mai, la majeure partie des membres du jury n'osant pas se présenter à l'audience. Le lendemain, à la suite d'une importante vague d'évasions, des mesures spéciales sont prises autour des prisons.

Le 5 mai, sept jours fériés sont supprimés par le gouvernement.

la criminalisation du mouvement antagoniste

Le 12 mai, à Rome, au cours d'un meeting radical sur le référendum, la police assassine Giordina Masi à la suite de violents affrontements dans toute la ville. Le même jour, onze militants du *Secours rouge*, parmi lesquels deux avocats, sont arrêtés à Milan. Quelques jours plus tard, la police ferme la revue *Controinformazione* et déclenche une vague de perquisitions. Le 13 mai, les G.I.S., groupes spéciaux de policiers, en jeans et armés jusqu'aux dents, sont constitués.

A Rome s'ouvre le procès contre le prince Borghese pour la tentative de coup d'Etat de décembre 1970. Parmi les inculpés : députés, généraux, hauts officiers de la police et des services secrets. Ce procès ne mènera à rien.

Une loi sur le travail des jeunes est adoptée le 1^{er} juin. Elle permet, pour une période déterminée, l'usage d'une main-d'œuvre jeune à de très bas coûts. Le 7, le Sénat repousse la loi sur l'avortement. Les féministes ripostent, trois jours plus tard, par une manifestation de 20 000 femmes à Rome.

Au cours des mois de mai et juin, de dures luttes ont lieu dans de nombreuses usines, parmi lesquelles Materferro, SPA-Stura, Lingotto et Lancia à Turin et Fiat à Bari, contre les licenciements, les fermetures d'usines, l'augmentation de la charge de travail, la mobilité, le blocage du turnover et la répression. Les affrontements avec la police sont fréquents. A la Fiat de Turin, un cortège à l'intérieur de l'usine attaque le bâtiment de la direction. Le 19 juin, deux commandos tont sauter les dépôts de la Magneti-Marelli et de la Sit-Siemens à Milan. Ce sont les premières actions d'une nouvelle organisation combattante : *Prima linea*.

Le 15 juin, 1 500 ouvriers de la Lancia (Fiat) occupent leur usine à Vérone. Cette lutte intervient dans un contexte qui voit la microconflictualité se développer dans toutes les usines d'Italie, principalement sous la forme de grèves sauvages et spontanées.

une répression frontale et globale

Le 23 juin, le Sénat approuve la loi sur la fermeture des locaux du mouvement, qualifiés de « *repaires* ». A Milan, la

police politique arrête une dizaine d'ouvriers de la Magneti-Marelli et de la Falk. Le 27 juin, à Naples, s'ouvre le procès contre dix-sept ouvriers de l'Alfasud accusés d'avoir participé aux grèves sauvages de février 1976.

Le 29 juin intervient l'accord programmatique de gouvernement sur l'ordre public, signé par tous les partis de l'« aire constitutionnelle », Pci inclus. Les mesures préventives prévoient l'« *interpellation de police* », extension de la loi Reale à toute personne susceptible de commettre des « *actes préparatoires* », la systématisation des écoutes téléphoniques, la possibilité de perquisitionner les « *repaires* » sans autorisation d'un magistrat, la possibilité d'interroger toute personne arrêtée même en l'absence de son avocat, et la réforme des services de renseignements et de sécurité.

Le même jour, onze détenus, parmi lesquels des militants des Br, sont condamnés à cinq ans de prison chacun pour leur participation à la révolte de la prison de Perugia, en février. Toujours le même jour, un commando incendie une partie de l'usine Fiat à Cassino. Le lendemain, de nombreux attentats ont lieu dans diverses villes d'Italie contre des dirigeants de la Fiat, des produits finis, des prisons et des casernes de police. Le 1^{er} juillet, à Rome, la police assassine Antonio Lo Muscio, dirigeant des Nap, et arrête Maria Pia Vianale et Franca Salerno, elles aussi militantes des Nap.

Le 6 juillet, le gouvernement décide une augmentation de 5 % des loyers et, dans le même temps, affecte 110 milliards de lires à la police. Au cours de la même période, les prisons spéciales sont instituées.

Le 8 juillet, la Calabre est en grève générale contre la crise du Mezzogiorno. Le 12 août, la loi sur la reconversion industrielle est votée. Elle comporte une augmentation des possibilités de licenciements et de mise en *cassa integrazione* et impose la mobilité inter-régionale de la main-d'œuvre : l'ouvrier qui s'y refuse perd tout droit à la *cassa integrazione*.

En septembre, le congrès national du Mouvement se tient à Bologne (*).

En octobre, le Sisde (services secrets) est restructuré. Au début du même mois, Walter Rossi, militant du *Groupe XXII Octobre*, est assassiné à Gênes. D'importantes manifestations s'ensuivent. Au même moment, le gouvernement approuve le plan énergétique en donnant l'aval à la construction de quatre centrales nucléaires.

Le 18 octobre, trois militants de la Raf allemande sont assassinés dans leurs cellules du bunker de Stammheim. Dans les jours qui suivent, dans toute l'Italie, de nombreuses assemblées ont lieu, des comités se forment et les attentats contres des objectifs du capital allemand se multiplient.

Le Pci, pour sa part, poursuit sa campagne antiterroriste en appelant à la délation de masse. Il écrit : « *Si, dans une usine, comme cela est arrivé à la Siemens, à la Marelli, à la Fiat, il existe des groupes violents ou complices de violences, les autres travailleurs doivent les dénoncer... et dire à la police et aux magistrats ce qu'ils savent, en les informant de ce qu'ils voient.* »

Le 7 novembre intervient le énième blitz avec sa vague de perquisitions dans différentes villes d'Italie. La police perquisitionne et ferme le siège des *Comités ouvriers autonomes* de Rome.

Le 16, un commando des *Brigades rouges* abat le directeur-adjoint de *La Stampa*, quotidien turinois, Casalegno.

En décembre, le Pci demande la formation d'un « *gouvernement d'urgence* » et participe aux négociations politiques et programmatiques qui visent à donner naissance à un nouveau gouvernement Andreotti, appuyé par une majorité active, à laquelle participerait le Pci.

L'usine, quant à elle, continue de tuer : à l'usine Montedison de Brindisi, un atelier explose, faisant trois morts et cinquante blessés.

(*) A cette occasion, une violente polémique éclatera entre les partis constitutionnels italiens et un groupe d'intellectuels français qui mène une importante campagne contre la répression en Italie.

L' ANNEE 1978 commence par une nouvelle crise gouvernementale à l'occasion de laquelle le Pci renouvelle sa proposition de « *compromis historique* ». Cependant, le 4, un dirigeant de la Fiat Cassino, ex-major des carabinieri, Carmine De Rosa, est abattu par les *Squadre armate per il comunismo*. Trois jours plus tard, ce sont deux fascistes qui sont tués à Rome.

Les 13 et 14 février, les directions des trois grandes confédérations syndicales, Cgil, Cisl et Uil, établissent un programme, tristement connu comme « *programme de l'Eur* », qui prévoit la réduction du coût du travail, l'autoréglementation du droit de grève par les travailleurs eux-mêmes, la liberté absolue pour les patrons de restructurer et la mise au rencard des luttes sur les salaires, les conditions de travail, etc. Le feu vert est ainsi donné à une campagne pour faire accepter aux ouvriers la « *politique des sacrifices* ».

Ce « *programme de l'Eur* » marque en quelque sorte officiellement le choix des syndicats de collaborer à la restructuration capitaliste en sacrifiant autant qu'il est possible toute exigence ouvrière, et signifie la fin des grandes mobilisations nationales. Mais il marque aussi le début de la défiance de masse à l'égard de la politique du syndicat et, par conséquent, de la rupture radicale entre ouvriers et syndicats.

1978

Dans les années qui suivent, la défense des intérêts ouvriers passe à travers des milliers de luttes sectorielles, partielles, d'atelier, de département ou d'usine, que la presse de régime qualifiera de « *microconflictualité* ». Ces luttes subissent non seulement le black-out des médias, mais aussi les campagnes syndicales de dénonciation, de dénigrement et de boycott, sous toutes les formes possibles, jusqu'aux menaces et à la dénonciation policière. Si elles sont menées divisées et isolées les unes des autres, elles n'en sont pas moins dirigées par des *Comités de lutte* qui se fixent aussi comme tâche d'unifier les différentes luttes et campagnes à travers des assemblées, des rencontres et des coordinations à tous les niveaux.

la lutte à l'Alfasud

A l'Alfasud de Naples, les syndicats et la direction signent un accord de mise au point de la politique de « *réassainissement* », qui vise à augmenter la productivité de l'entreprise de 500 à 750 autos par jour. Ceci grâce à l'attaque anti-ouvrière contre l'« *absentéisme* » et le « *bas rendement* », et à la réintroduction des primes et stimulants qui avaient été éliminés par les luttes de 1969-72. L'« *absentéisme* » et l'usage massif des arrêts-maladie au cours des grèves syndicales se

diffusent dans toute l'Italie, surtout dans les grandes usines, au fur et à mesure que croît la défiance dans les objectifs syndicaux. Ils sont utilisés par les ouvriers comme des instruments spontanés de défense de leur salaire et de leur santé, préoccupations dorénavant sacrifiées dans les plateformes syndicales à la politique de reconversion et de restructuration capitaliste. Deux exemples retentissants d'absentéisme aux grèves syndicales seront d'ailleurs fournis lors des grèves de protestation appelées par les syndicats après les exécutions d'Aldo Moro et de Guido Rossa par les Br.

Le 18 février, le conseil d'usine de l'Alfasud de Naples démissionne au grand complet, cherchant par là à détourner l'attention ouvrière des questions autrement plus brûlantes posées dans l'usine. Au cours du même mois, des grèves autonomes, dirigées par un comité de lutte, éclatent à l'Alitalia. Elles sont immédiatement dénoncées dans toute l'Italie par les syndicats. Cette grève marque le début d'une campagne syndicale de dénigrement systématique de toute forme de lutte ouvrière autonome.

Cependant, le 14 février, la colonne romaine des *Brigades rouges* exécutait le juge Riccardo Palma, haut fonctionnaire au ministère de la Justice. Au même moment, des centaines d'arrestations, de rafles et de perquisitions sont effectuées dans toute la péninsule. Une enquête est ouverte contre les radios de mouvement *Radio città futura* et *Onda rossa*, accusées d'aider à repérer les mouvements de la police lors des manifestations.

Le 9 mars, le procès contre le « noyau historique » des Br, présenté comme le « procès du siècle », s'ouvre à Turin placée en état de siège. 4 500 carabinieri et policiers encadrent 29 militants déterminés à faire de leur procès un « moment de la guerre de classe ». Dès le lendemain, la colonne turinoise abat le responsable des services antiterroristes de la ville, Rosario Berardi. La sentence, rendue le 23 juin, représentera un total de 210 années de prison.



«Un moment de la guerre de classe»: les militants des Br au procès de Turin

via Fani, le 16 mars...

C'est dans cette atmosphère que, le 16 mars, Andreotti présente son cinquième gouvernement. Ce gouvernement monocolor, qui bénéficie du vote favorable du Pci, se fixe pour tâche principale de rationaliser un appareil répressif qui, s'il est capable de frapper brutalement, n'en est pas

moins chaotique. Le même jour, via Fani, à Rome, les Br enlèvent Aldo Moro, président de la Démocratie chrétienne et principal artisan de ce nouveau gouvernement d'« *union nationale* », alors précisément qu'il se rendait à la cérémonie d'investiture. Son cadavre sera retrouvé le 9 mai, 55 jours plus tard, à mi-chemin des sièges du Pci et de la Dc, après que les échanges de lettres entre le prisonnier des Br et les principaux responsables politiques aient provoqué de violentes polémiques parmi les partis constitutionnels. Au lendemain de la découverte du corps d'Aldo Moro, Francesco Cossiga, ministre de l'Intérieur, démissionnera de ses fonctions, cependant que la famille du défunt interdira aux représentants de l'Etat et de la Dc de participer à ses funérailles.

Durant la même période, la mobilisation se développe dans toute la Lombardie contre le démantèlement des usines milanaises Unidal, Fargas et Duina. D'importantes manifestations ont lieu, appuyées par des grèves autonomes dans les plus grandes usines et hôpitaux de Milan. Interviennent alors, le 18 mars, les assassinats de deux militants du *Centre social Leoncavallo* par les fascistes. De nouveau, Milan est parcourue de manifestations et de grèves spontanées.

Le 21 mars, le gouvernement adopte un énième décret-loi qui instaure de nouvelles mesures de répression antipopulaire.

Le 11 avril, les trois principaux dirigeants de l'Alfa Romeo de Milan passent en procès pour répondre du fichage de 17 000 militants travaillant dans leurs usines ou ayant fait une demande d'embauche. Ce procès, on s'en doute, n'aboutira pas. Le 14 avril, la direction de cette même entreprise signe un accord avec les syndicats sur l'augmentation de la production. Ces derniers acceptent huit samedis travaillés, la mobilité interne et l'augmentation de la charge de travail. L'opposition ouvrière aux samedis travaillés est très forte et des *Brigades ouvrières armées* y ripostent par des sabotages et des incendies de voitures.

Le 6 juin, l'avortement est légalisé par le Parlement. Cinq jours plus tard, deux référendums sont soumis aux électeurs : l'un sur l'abrogation de la loi liberticide Reale, abrogation qui est repoussée par 76,7 % des voix, et l'autre sur l'abrogation du financement public des partis, qui est, elle aussi, repoussée par 56,3 des voix. Les oui sont cependant majoritaires dans le Sud (51,7%), dans les îles (54,9 %) et dans les principales villes du Centre-Nord : 54,9 % à Rome, 53,8 % à Turin et 51,5 % à Milan.

Le 15 juin, le président Leone, impliqué dans de trop nombreux scandales, dont l'affaire Lookeed, entouré de spéculateurs, de banqueroutiers et d'usuriers, est contraint de démissionner.

Le 21 juin, l'été commence par l'exécution de l'ex-chef des services antiterroristes de Gênes, Antonio Esposito, par la colonne « *Mara Cagol* » des Br.

Le 27 juin, la loi sur l'« *equo canone* » (le « juste loyer ») est adoptée. Les syndicats la présente comme une victoire, mais leur démagogie ne peut masquer qu'elle légalise les augmentations déjà effectuées, qu'elle facilite les expulsions et qu'elle aboutit à faire augmenter les loyers jusqu'à 200%.

1487, 23, 318, ...

Début juillet, le Pci rend public son habituel bilan semestriel du « terrorisme » : il dénombre, pour le premier semestre 1978, 1 487 attentats qui ont fait 23 morts et 318 blessés.

Le 8 juillet, le nouveau président de la République est élu : il s'agit de Sandro Pertini, gâteux socialiste, ex-partisan, 82 ans.

L'été se termine, en septembre, par une nouvelle réunion internationale de lutte « *contre le terrorisme* », à Strasbourg, où continuent d'être planifiés tous les mécanismes répressifs européens.

Au cours du même mois, le 13, Corrado Alunni, ancien ouvrier à la Sit-Siemens, dans la clandestinité depuis 1973, est arrêté à Milan, aux côtés de Marina Zoni. Le 19, Silvana Innocenzi, dirigeante des *Noyaux armés prolétariens*, s'évade de la prison de l'île de Ponza. Le 29, les Br turinoises exécutent un cadre de l'usine Lancia de Chiavasso, Piero Coggiola. Le lendemain, c'est Ippolito Bestonso, chef de la division mécanique à l'Alfa Romeo de Milan, qui est jambisé par la colonne *Walter Alasia*. Enfin, l'arrestation d'Antonio Savino, ancien ouvrier à la Fiat, marque le début d'une opération au terme de laquelle Nadia Mantovani, Lauro Azzolini, Francesco Bonisoli, Paolo Sivieri et d'autres camarades seront arrêtés. Le procès-verbal des interrogatoires d'Aldo Moro, alors qu'il était prisonnier des Br, est découvert. Ce document, dont la presse publiera des extraits, provoquera de violentes polémiques entre les partis institutionnels et de féroces réglemens de compte jusqu'à sa publication officielle par le ministère de l'Intérieur, le 18 octobre.

la lutte des infirmiers

Entre-temps, le 21 septembre, les agents hospitaliers entrent en lutte de manière autonome sur les conventions collectives: des grèves illimitées éclatent dans tous les hôpitaux, les conseils d'hôpitaux sont destitués alors que des comités de lutte sont mis en place. Ces grèves sont dirigées contre la réforme sanitaire qui dégrade les conditions d'assistance aux malades, pour l'augmentation du personnel, et sur des objectifs salariaux, les infirmiers étant parmi les plus mal payés. Dans de nombreux hôpitaux, des revendications de plateforme interne s'ajoutent à ces objectifs communs.

Les grévistes sortent alors des hôpitaux et descendent dans la rue afin d'expliquer les motifs de leur lutte aux autres travailleurs, la propagande de la presse de régime et des syndicats cherchant par tous les moyens à les isoler. La répression devient extrêmement violente: manifestations et assemblées interdites, charges policières, occupation militaire des hôpitaux, plaintes et arrestations... Cette répression est soutenue par le syndicat qui, dans les usines, dénonce la lutte des infir-

miers comme une lutte « *corporatiste* », menée par des « *extrémistes et des voyous* », comme il l'avait déjà fait lors de la lutte à l'Alitalia.

Le 6 octobre, la police charge une manifestation de popularisation de la Polyclinique en direction des autres hôpitaux de Rome. La Polyclinique est alors occupée par les carabinieri. A Rome, à Milan, et dans d'autres villes, les carabinieri et la police s'installent aux portes des hôpitaux, armés jusqu'aux dents, et y contrôlent et perquisitionnent les infirmiers. La direction de la Polyclinique de Milan fait intervenir la Digos et les carabinieri dans l'établissement et suspend les infirmiers qui font partie du collectif de l'entreprise. La magistrature participe elle aussi à cette répression par des plaintes et des mandats d'arrêt, tandis que le gouvernement recourt massivement à la réquisition.

Le 20 octobre, le gouvernement et les syndicats, décidés à en finir avec cette lutte, signent un accord qui nie tous les objectifs mis en avant par les infirmiers, ne concédant que 20.000 liras d'augmentation, non égale pour tous et basée sur la professionnalité. Massivement les infirmiers refusent cet accord. Le 20 octobre, alors qu'ils tiennent une assemblée avec les malades à la Polyclinique de Rome, la police charge et arrête six grévistes: l'assemblée était interdite parce qu'elle constituait un « *abandon collectif du poste de travail* ». Trois jours plus tard, à Florence, une manifestation nationale des infirmiers contraint la magistrature à relâcher les six personnes arrêtées.

Cependant que dans diverses villes d'Italie se tiennent des assemblées entre infirmiers en lutte et ouvriers des autres entreprises, le 28 octobre, l'une de ces assemblées est interdite à Rome et chargée par la police qui arrête de nouveau 14 personnes.

Mais, l'accord signé entre le gouvernement et les syndicats commence à porter ses fruits. Le front de lutte se divise et se disperse. La grève s'éteint peu à peu, hôpital par hôpital. A la mi-novembre, tous les comités de lutte décident de cesser l'agitation. La grève est terminée, mais à Rome, à Milan, ailleurs encore, reste l'expérience d'avoir dépassé les conseils d'hôpitaux, et les assemblées et comités de lutte continuent d'être les représentants de la majorité des infirmiers. Cette lutte manifeste surtout la possibilité réelle d'unifier la lutte hors du syndicat qui s'est, tout au long de la grève, durement opposé à toute initiative prise par la base.

Les flics face aux infirmiers en lutte à la Polyclinique de Rome.



Cependant, le 10 octobre, les Br avaient exécuté G. Tagliamonte, directeur général au ministère de la Justice, à Rome. Le 11, c'est A. Paolletta, criminologue, conseiller à la prison de Poggioreale, qui tombe sous les balles de *Prima linea* à Naples. Le 1^{er} novembre, la Cour d'assises de Gênes condamne Francesco Berardi, ouvrier de l'Italsider accusé d'avoir distribué des tracts des Br dans l'usine, à quatre ans de prison. Il avait été dénoncé par Guido Rossa, militant du Pci et responsable syndical à l'Italsider lui aussi. Le 8 novembre, le procureur de la République Fedele Calvosa et son escorte sont abattus à Frosinone, près de Rome, par un commando de Pl. Au cours de cette même opération, Roberto Capone, ancien militant des Nap, est tué par les carabinieri.

En décembre, l'Italie adhère au S.M.E.

Le 4 décembre, les ordinateurs de la direction générale de la motorisation à Rome sont entièrement détruits au cours d'une opération armée menée par le *Mouvement de résistance anti-impérialiste*, émanation du *Mouvement prolétarien de résistance offensive*. Le 15, deux carabinieri sont abattus par les Br alors qu'ils patrouillaient aux abords de la prison des Nuove, à Turin. Dans la nuit du 17 au 18, on dénombre, pour la seule Vénétie, 17 attentats. Enfin, le 21, ce sont les deux gardes du corps de Giovanni Galloni, président du groupe parlementaire démocrate-chrétien, qui sont mitraillés dans leur véhicule par les Brigades rouges, à Rome.

A U début de l'année, le Pci rend publiques ses habituelles statistiques sur « le terrorisme » pour 1978. Il a dénombré 2365 attentats, qui ont fait 37 morts et 412 blessés, et qui ont été revendiqués par 209 sigles différents. C'est ce qu'on appelle alors la « guérilla diffuse » : des groupes d'ouvriers et de militants se font et se défont, au gré des nécessités, pour opérer un sabotage, un attentat ou une action armée contre un chef. Mais le principal sujet d'inquiétude du Pci est ailleurs : à ce palmarès, son fief de Bologne vient en troisième position, après Rome et Milan...

D'ailleurs, comme en écho à ces chiffres, dans la nuit du 10 au 11 janvier, six attentats sont effectués à Milan et Bergamo. Ceux-ci, visant des sociétés immobilières, s'insèrent dans le cadre du développement général des luttes pour le logement. Les agences immobilières, qui organisent les expulsions et la spéculation effrénée, deviennent les cibles de la mobilisation populaire.

Le 24 janvier, les Br exécutent, à Gênes, Guido Rossa, militant du Pci et responsable syndical de l'Italsider, qui avait dénoncé aux flics et à la magistrature l'ouvrier brigadiste Francesco Berardi. Le 29, le Parlement prend acte de la rupture du pacte d'« *union nationale* » et enregistre la démission du gouvernement Andreotti, qui avait été investi le 16 mars 1978, jour de l'enlèvement d'Aldo Moro. Cette démission intervient alors qu'à Milan, le juge Emilio Alessandrini, spécialiste de la lutte « *antiterroriste* », est abattu par un commando de *Prima linea*.

1979

Le 4 février, 23 militants sont arrêtés par la Digos alors qu'ils participaient à un débat en direct sur « *la lutte contre l'isolement dans les prisons spéciales* » organisé par *Radio proletaria* à Rome. Le lendemain, une surveillante de la prison des Nuove, à Turin, est jambisée par un commando de Pl « *composé uniquement de femmes* ». Le 14, un noyau de la colonne romaine des Br fait irruption dans un garage, y dérobe deux voitures et les détruit peu après sur une place en plein cœur de la capitale : l'une d'entre elles est l'auto blindée du général Della Chiesa. Le communiqué de revendication de cette action, quelques jours plus tard, fera pour la première fois état de dissensions à l'intérieur des Br en critiquant la tendance à « *frapper dans le tas* ». Le même jour, Pl détruit complètement le bâtiment de l'Institut immobilier à Florence.

Cependant, les assistants de vol de l'Alitalia, fatigués d'une plateforme syndicale qu'on leur serine depuis dix-huit mois, entament une grève de 40 jours et constituent un Comité de lutte. Cette grève, dure et compacte, s'affrontera à tous les partis et syndicats officiels.

une campagne de délation

C'est alors que le Pci, les syndicats et la Digos lancent, à Turin et dans le Piémont, la campagne des « *questionnaires* », animée par les *Comités pour la défense de la*

-Dirigeants, en licenciant, vous creusez votre tombe : un bombage des Br dans la cantine de l'Alfa Romeo de Milan, au début 1979...



démocratie et de la Constitution contre le terrorisme. Il s'agit purement et simplement de formulaires de délation anonymes qui doivent être consignés à la police et à la magistrature. Pour la seule ville de Turin, pas moins de 300 000 exemplaires sont distribués. Cette campagne, qui sera étendue à toute l'Italie, si elle n'aboutit à aucune dénonciation concrète, n'en sert pas moins à répandre un climat de suspicion et de terreur.

C'est alors qu'ils préparaient une action contre cette « campagne des questionnaires » que deux militants de *Prima linea*, Matteo Gaggegi et Barbara Azzaroni, sont abattus dans un bar de Turin par la police, le 28 février. Deux mille personnes participeront, le 6 mars, aux funérailles de B. Azzaroni à Bologne. Le 9, en représailles, *Prima linea* montera une embuscade à la police dans un autre bar de Turin. Une personne sera tuée au cours de la fusillade. Le même jour, à Palerme, Michele Reina, secrétaire provincial de la Dc, est abattu par Pl.

Le 15 février, l'un des procès « historiques » — qui ne cesseront de se multiplier — contre les Br et les Gap-Feltrinelli (*) s'ouvre à Milan.

Cependant, le 20 février, à Parme, la police intercepte Carmela Pane, Rocco Martino, Johanna Hartwig et Willy Piroch, militants d'*Azione rivoluzionaria*. Ces arrestations marquent le début d'une gigantesque opération contre les militants anarchistes dans toute l'Italie et particulièrement en Toscane, au terme de laquelle de nombreux camarades seront pris, dont Gianfranco Faina et Juan Paillacar, révolutionnaire chilien. Le 7 mars, les quatre militants arrêtés à Parme sont condamnés à neuf ans de prison chacun, lors d'un premier procès.

Le 17 mars, Raffaele Fiore et Vincenzo Acella, dirigeants des Br, sont pris à Turin. Le 20, le nouveau gouvernement Andreotti n'obtient pas le vote de confiance aux Chambres. Le Pci met fin à sa politique de « *solidarité nationale* ». Le 29, Italo Schettini, conseiller régional de la Dc, est abattu à Rome par les Br. Les 30 et 31 mars, à Rome et dans sa banlieue, de nombreuses occupations de maisons sont effectuées. De violents affrontements ont lieu après que la police ait tenté d'en expulser les occupants.

l'opération du « 7 avril »

Le 7 avril, la Digos déclenche une gigantesque opération contre *Autonomia operaia* dans les principales villes d'Italie. Rafles et perquisitions se comptent par centaines. Des dizaines de personnes sont arrêtées, parmi lesquelles Antonio Negri et Oreste Scalzone. C'est le début de la maxienquête du juge Calogero, qui sera le prétexte à la multiplication des blitz contre l'*Autonomie*, mais aussi plus largement contre toute forme d'antagonisme. Les manifestations de riposte à cette opération, à Rome et en Vénétie particulièrement, sont interdites et sont l'occasion de violents affrontements avec la police. Une campagne de presse présente les dirigeants et ex-dirigeants d'*Autonomia* comme liés aux Br, ce qui fait rire tout le monde. Fin avril, on parle même d'une piste française : la couverture des Br à Paris serait l'Institut de langues *Hypérion*...

Le 3 mai, dans le cadre de la préparation des élections législatives anticipées, un important commando des Br attaque le siège de la Dc en plein centre de Rome, Piazza Nicotri, sous le mot d'ordre « transformer la farce électorale en guerre de classe ». On relève trois morts et deux blessés.

(*) Les «Gruppi d'Azione Partigiana» sont une des premières organisations combattantes italiennes, apparue au début des années 1970 aux côtés des premières Brigades rouges. Feltrinelli, ex-partisan, célèbre éditeur de gauche italien, en était l'un de fondateurs, avant de mourir lors de la préparation d'un attentat.

Dans les jours qui suivent, les actions de propagande armée se multiplient. Des conseillers Dc sont attaqués, enchaînés et photographiés avec des pancartes au cou : « *frapper les hommes du pouvoir dans les quartiers populaires* », à Rome, Gênes... Des sièges démocrates-chrétiens sont incendiés. A Rome, deux jours de suite, des militants des Br distribuent des tracts et des messages enregistrés sur des marchés populaires, à visage découvert...

Le gouvernement décide alors que l'armée assurera la protection des villes durant tout le déroulement de la campagne électorale. Dix mille soldats sont affectés à la surveillance de cinq cents objectifs (aéroports, ports, centrales électriques, etc.) et soixante mille autres à la protection des sièges électoraux. Ces militaires ont le droit d'« *ouvrir le feu afin de tuer* »... Les Br répondent : « *Aucun objectif, même protégé militairement, n'est inattaquable par les forces de la guérilla.* »

Les 16 et 17 mai, un important blitz est effectué contre la colonne génoise des Br, qui est présentée comme démantelée. Près de vingt personnes sont arrêtées. Le 28 mai, Enrico Ghio, conseiller régional de la Dc, est jambisé à Gênes. Deux jours plus tard, c'est M. Cuocolo, responsable Dc de Ligurie, qui est blessé dans la même ville.

Le 28 mai, un autre blitz est déclenché contre *Prima linea* en Toscane. Encore une fois, de nombreuses arrestations. Le même jour, Pietro Villa, ouvrier à la Sit-Siemens de Milan, libéré après plusieurs années de prison, est envoyé en relégation (« *confino* ») comme « *individu socialement dangereux* ».

Au cours de ce printemps, la fonction publique est parcourue d'importantes luttes autonomes sur des objectifs salariaux et sur l'organisation du travail, pour un emploi correspondant à l'embauche et contre le travail précaire. Le gouvernement et les syndicats déploient contre ces luttes tout l'éventail de leurs moyens : interventions des carabinieri, recours à la réquisition, dénigrement systématique, etc., afin de diviser et réprimer les employés. Quelques milliards de lires finiront par être concédés, à partager entre tous les employés, alors que, le 29 mai, le gouvernement décrète des augmentations de salaires colossales (jusqu'à 250.000 lires) pour les principaux dirigeants de la Fonction publique.

Début juin, un nouveau blitz a lieu à Rome. Parmi les arrêtés se trouve Valerio Morucci et Adriana Faranda, dirigeants de la colonne romaine des *Brigades rouges*. Ils ont quitté cette organisation peu avant, après une violente polémique interne qui avait commencé aux lendemains de l'exécution d'Aldo Moro. Franco Piperno et Lanfranco Pace, dirigeants en cavale d'*Autonomia* et rédacteurs de la revue *Metropoli*, sont accusés de les avoir cachés. Malgré leur rupture d'avec les Br, Morucci et Faranda ne s'en déclarent pas moins prisonniers communistes et revendiquent toutes les actions « *effectuées par les prolétaires pour l'émancipation de leur condition de besoin et d'exploitation* ».

Les élections législatives ont lieu les 3 et 4 juin. Elles voient un recul de la Dc (de 38,7 à 38,3%) et du Pci (de 34,4 à 30,4%). L'augmentation du pourcentage des bulletins nuls et des abstentions est telle que la presse parlera du « *parti des abstentions* ». Le 10 juin, les électeurs retournent aux urnes pour les élections au Parlement européen.

l'opposition ouvrière à la ligne des sacrifices

Le mois de juin voit aussi la signature des conventions collectives de différentes catégories, dont la Métallurgie. Ces conventions, dans la ligne du fameux « *programme de l'Eur* » de 1978, suscitent une forte opposition ouvrière au cours des assemblées, particulièrement dans les grosses

usines. Alors que le syndicat cherche à taire ces oppositions, celles-ci s'amplifient jusqu'à devenir un véritable refus ouvrier de la politique des sacrifices, refus qui s'exprimera de manière déterminée et majoritaire lors des assemblées de discussion de la convention de la Chimie en juillet. Les ouvriers des plus grands complexes pétrochimiques, comme Porto-Marghera à Mestre et d'autres, refusent majoritairement l'accord et chassent les syndicalistes des assemblées. Le syndicat, ne pouvant plus faire le silence sur cette situation, parle alors de «*dissensions naturelles ou dues aux habitudes minorités extrémistes*», mais finit par signer l'accord contre la volonté de tous.

C'est dans ce contexte que les *Brigades rouges* multiplient les actions contre les chefs dans les usines, particulièrement à la Fiat. Giovanni Farina, surveillant à la Fiat, est jambisé à Turin le 8 juin. Dans les jours qui suivent, des attentats sont commis contre les domiciles des chefs du personnel des usines Pininfarina et Mirafiori.

Le 13 juillet, à Rome, c'est le colonel Antonio Varisco, chef des carabinieri du service de sécurité au tribunal de Rome, qui est abattu par les Br. Peu après, la Digos et les carabinieri déclenchent un blitz à Bologne, Cassino et Turin, arrêtant plusieurs militants syndicaux de la Fiat. Face à cette systématisation des blitz et des arrestations en série, des collectifs et regroupements divers se constituent dans toute l'Italie au cours de l'été, pour riposter à la répression et à la criminalisation des luttes.

Cependant, l'existence d'un vif débat politique au sein des Br commence à se faire jour avec la publication d'un document extrêmement critique attribué à Morucci et Faranda et de la réponse, tout aussi vive, de dix-sept vieux militants des Br emprisonnés à l'Asinara.

Le 2 août, après de nombreuses tentatives infructueuses, Cossiga forme un gouvernement de centre-droite, avec l'abstention du Psi.

la bataille des prisons

Le 19 septembre, une mutinerie, dirigée par des militants des Br, éclate à la prison spéciale des *Cavallaci* à Termini Imerese en Sicile. Les mutins, armés et ayant pris un jardinier en otage, obtiennent vingt-quatre heures plus tard leur transfert dans d'autres prisons.

Prima linea lance, le 21 septembre, le coup d'envoi de «*la campagne de terreur dirigée contre le commandement d'entreprise*» en exécutant Carlo Ghiglieno, ingénieur à la Fiat de Turin. Le 24 septembre, Prospero Gallinari, dirigeant des Br, est blessé au cours d'une violente fusillade et arrêté en compagnie de Mara Nanni, à Rome.

-*Licenciés de la Fiat pour réprimer les luttes*-. l'objectif d'Agnelli est clair pour tous...



Tout au long de l'automne, les prisons italiennes seront secouées de mutineries toujours plus importantes. Le 2 octobre, une véritable bataille a lieu dans la prison spéciale de l'*Asinara*, en Sardaigne. Alors que les mutins réclament leur transfert vers des prisons «*ordinaires*», deux cents carabinieri du corps antiterroriste du général Dalla Chiesa sont acheminés sur l'île. Après dix heures de siège, cinq heures de fusillade, trois mille balles de mitraillettes et l'usage de gaz de combat, les révoltés se rendent. C'est alors le massacre, les carabinieri s'acharnant particulièrement sur les militants des Br, dont plusieurs sont grièvement blessés.

Le 4 octobre, alors que s'ouvre à Turin le procès contre *Azione rivoluzionaria*, les Br blessent aux jambes Cesare Varetto, responsable des relations syndicales à la Carosserie de la Fiat Mirafiori. Le lendemain, toujours à Turin, c'est *Prima linea* qui jambise Pier Carlo Andreolotti, chef de service, au cours d'une irruption au siège d'une société de management.

l'affaire des «61»

Le 9 octobre éclate l'*«affaire des 61»*: la direction de la Fiat de Turin licencie 61 ouvriers accusés de «*n'avoir pas observé les principes de la coexistence convenable sur les lieux de travail*» et suspend l'embauche dans les 150 établissements du groupe «*afin d'éviter les infiltrations et de permettre le rétablissement d'un climat normal*». L'objectif est clair: il s'agit, en frappant des militants d'avant-garde reconnus, de s'attaquer aux formes et contenus des luttes ouvrières autonomes. Pour la direction, l'heure est venue de changer le climat dans l'usine, d'y rétablir la «*gouvernabilité*» afin d'imposer l'augmentation de la productivité, de revenir au temps des espions et des fascistes, de l'embauche soumise au fichage, toutes choses balayées par des années de lutte. Le syndicat, quant à lui, tente de diviser les «61» entre «*bons*» et «*mauvais*» et se dit disposé à défendre ceux d'entre eux qui condamneraient publiquement les formes de lutte dure dans l'usine.

Ces licenciements à la Fiat donnent le feu vert à une campagne pour «*éliminer les violents dans l'usine*». C'est ainsi que commence une longue série de licenciements disciplinaires pour «*absentéisme*», «*mauvais rendement*», etc., dans de nombreuses grandes usines (Alfa Romeo, Magneti-Marelli...), mais aussi dans les petites et moyennes entreprises. Ces licenciements, qui touchent tous les secteurs, préparent le terrain pour les licenciements de masse à travers la *cassa integrazione*.

Le riposte des *Brigades rouges* se développe à l'intérieur des établissements. C'est ainsi que, dans la nuit qui suit quatre licenciements pour *absentéisme* à l'Alfa Romeo d'Arese, quatre cents brochures de la colonne milanaise sont trouvées dans les ateliers ainsi que de nombreux bombages: «*Aucun licenciement ne restera impuni*». Un autre jour, ce sont trois voitures de dirigeants qui sont incendiées sur le parking de l'usine en moins de douze heures. A la Sit-Siemens aussi, des tracts sont distribués dans les ateliers...

Le 10 octobre, les *Collectifs ouvriers de la Fiat* convoquent à Turin une assemblée ouvrière autonome à laquelle participent de nombreux comités ouvriers venus de toutes les régions d'Italie.

Le 14 octobre s'ouvre à Florence le énième procès contre treize militants du «*noyau historique*» des Br. Le 24, Francesco Berardi, ouvrier de l'Italsider dénoncé par un membre du Pci pour avoir distribué des tracts des Br dans l'usine, est retrouvé pendu dans sa cellule à Cuneo.

Le 8 novembre, Daniele Pifano, militant du *Collectif autonome de la Polyclinique* de Rome et dirigeant des luttes

des infirmiers, est arrêté avec deux autres militants alors qu'ils transportaient deux bazookas pour la résistance palestinienne.

C'est alors que la direction de la Fiat, contrainte en octobre par le tribunal du travail à réintégrer les 61 licenciés, décide de licencier de nouveau 16 d'entre eux. En riposte, le 14 novembre, une chaîne de montage est gravement sabotée à la Carrosserie de l'usine Mirafiori. Ces licenciements, intervenant après la criminalisation des «61», ouvrent une période de licenciements en avalanche à la Fiat, qui touchent aussi bien les militants d'avant-garde que les «absentéistes» ou les «irréguliers sociaux», ce qui veut dire, pour ces messieurs de la direction, les femmes, les vieux, les invalides... Ce sont ainsi plus de trois mille personnes qui seront licenciées de janvier à septembre 1980.

la guérilla intensifie son attaque contre la Fiat

Cependant, la guérilla continue de porter des coups aux appareils répressifs. Le 15 novembre, c'est à l'aide de missiles que les Br attaquent la caserne de la *Marmora* à Turin où doit s'ouvrir, quelques jours plus tard, un nouveau procès contre le noyau initial des Br. Le même jour, une série d'attentats vise des concessionnaires Fiat. Le 21, un noyau armé de la colonne *Francesco Berardi* «Cesare» des Br exécute deux officiers des carabinieri dans un bar de Gênes, dans le cadre d'une campagne contre les réseaux d'espionnage mis en place par le Pci et les carabinieri dans les usines de Ligurie. Le 7 décembre, c'est un officier de la Digos qui est abattu par la colonne romaine.

C'est par contre un commando de *Prima linea* qui, le 11 décembre, attaque une école de cadres d'entreprise à Turin. Après avoir pris, pendant plus d'une heure, 190 personnes en otage dans un amphithéâtre, le commando jambise dix d'entre elles, parmi lesquelles des cadres de la Fiat. C'est toujours la Fiat qui est visée par une série d'attentats effectuée par les Br le 14 novembre. Le déroulement de cette matinée est éloquent: à 6 heures, un chef est jambisé à la Fiat Mirafiori; à 7 heures, une tentative de hold-up a lieu à la Fiat Lingotto; à 9 heures, un hold-up qui rapporte 500 millions de lires à ses auteurs est effectué à la Fiat Rivalta; à 10 h 15 enfin, un chef est blessé aux jambes à la Fiat Iveco.

Le même jour, le général Dalla Chiesa est nommé à la tête d'une division de 25.000 hommes, la division *Pastrengo*, et obtient les pleins pouvoirs pour mener la lutte contre le

«terrorisme» dans toute l'Italie du Nord. Trois jours plus tard, la loi Cossiga est adoptée. Cette loi, appelée «*loi des repentis*», vise à anéantir toute opposition politique, idéologique ou sociale. Elle prévoit l'emprisonnement préventif illimité (alors qu'il avait été déclaré «illégitime» par la Cour constitutionnelle en 1970); la garde à vue, les contrôles, rafles et perquisitions de quartiers entiers selon le libre arbitre de la police; la diminution des peines (jusqu'à l'absolution) pour ceux qui collaborent avec la police et la magistrature, les trop fameux «*repentis*». Toutes ces mesures, si elles étaient jusque là utilisées de fait par les corps répressifs, se trouvent alors légalisées et systématisées. Le juge Amato déclare à ce propos, dans une interview au quotidien *La Repubblica*: «*Il est vrai que des mesures aussi fortement restrictives ouvrent des voies qui se prêtent à quelque arbitraire: pour un terroriste qu'elles permettent d'atteindre, cent innocents peuvent être frappés... Mais nous sommes tous, ou presque tous, disposés à payer un tel prix.*»

Comme en écho éclate alors un nouveau scandale autour des compagnies pétrolières, dans lequel sont impliqués de nombreux généraux et hauts responsables politiques et gouvernementaux, pour des fraudes fiscales de 2.000 milliards de lires...

Et, le 21 décembre, un nouveau blitz, dans la veine de l'opération «7 avril», est déclenché contre l'*Autonomie*: seize personnes sont incarcérées pour «attentat contre les institutions de l'Etat». On apprendra le lendemain que ce sont les confessions du «petit prof» *Carlo Fioroni* qui sont à l'origine de ces blitz à répétition contre *Autonomia operaia* et les anciens militants de *Potere operaio*, qui mèneront en prison des centaines de personnes à travers toute l'Italie. Ce charmant «monsieur», lui-même ancien militant de *Potop*, accusé de divers attentats et responsable de l'enlèvement et du meurtre de son propre ami et camarade Carlo Saronio, sera le premier à bénéficier de la loi sur les «repentis»: en échange de sa brillante collaboration, il sera libéré en janvier 1982...

Enfin, le 30 décembre, le gouvernement Cossiga décrète une nouvelle «*stangata*» (coup de barre): augmentations massives des prix et des taxes et coupes sombres dans les dépenses publiques. L'année 1979 se conclut ainsi, selon les chiffres officiels, par une augmentation du revenu national de 5%, des prélèvements fiscaux de 5.000 milliards de lires, et une augmentation des exportations de 9%. Le solde actif prévu de la balance des paiements est de 4.500 milliards de lires. L'inflation atteint plus de 22%. Les chômeurs sont plus de 2 millions et les camarades en prison plus de 2.000...

Le mois de janvier commence par l'exécution, le 6, de Piersanti Mattarella, président régional de la Dc, considéré comme le «*filis spirituel*» d'Aldo Moro, par un commando de Pl en Sicile. Deux jours plus tard ce sont trois membres de la Digos qui sont mitraillés par les Br alors qu'ils patrouillent dans le quartier de Porta Ticinese, à Milan. L'hystérie «*anti-terroriste*» atteint alors des sommets: la présidente, communiste, de la Chambre des députés déclare: «*Nous sommes en état de guerre*». Le Procureur général de Rome répond comme en écho, lors de la séance d'inauguration de l'année judiciaire, en demandant «*la proclamation de l'état de guerre interne*» et la «*limitation de certains droits constitutionnels*». Vingt sénateurs démocrates-chrétiens accusent alors nominalement six magistrats de «*contacts précis avec une organisation subversive*» et réclament une enquête...

1980

C'est dans cette atmosphère que le Sénat adopte, le 12 janvier, une série de lois qui introduit le délit de «*terrorisme*» dans le Code pénal, qui permet à la police d'interroger un «*suspect*» durant 48 heures sans en référer à quiconque et de perquisitionner dans tout bâtiment «*où pourrait s'être réfugié un terroriste*».

Cependant qu'a lieu une grève générale contre les augmentations, après trois mois de négociations sur les tarifs, les retraites, la défiscalisation des salaires et les allocations familiales, le gouvernement décrète un nouveau train de mesures: augmentations de l'électricité, de l'essence, du téléphone et des produits énergétiques. Celles-ci ont été négociées avec les syndicats qui, le même jour, signent un document commun avec la *Confindustria* dans lequel ils approuvent inconditionnellement la politique gouvernementale.

Le 19 janvier, l'auto d'un ingénieur de l'Ansaldo est détruite dans un attentat revendiqué par les Br à Gênes. A Rome, 17 carabinieri sont blessés par l'explosion d'une bombe dans une caserne, revendiquée par les *Ronde comunista per il contropotere territoriale*.

Le 24, un nouveau blitz se déchaîne dans plusieurs villes, qui fait suite à l'opération du 21 décembre précédent. Dix arrestations à Rome, dix autres à Naples. Vingt mandats d'arrêt à Padoue et Milan, où des ouvriers de l'Alfa Romeo sont arrêtés dans l'usine. Ces rafles, accompagnées de véritables déploiements policiers jusque dans les ateliers, visent, par-delà les arrestations de militants d'avant-garde, à réprendre la terreur parmi les ouvriers. Cela n'empêche cependant pas les Br d'exécuter le lendemain à Gênes, le lieutenant-colonel des carabinieri Emanuele Tuttobene et son chauffeur.

Le 28 janvier, une imposante manifestation est organisée à Rome par les infirmiers pour protester contre la surpopulation dans les hôpitaux. Le lendemain à Mestre, la colonne vénitienne des Br exécute Silvio Gori, vice-président du complexe pétrochimique Montedison de Porto-Marghera. Deux jours plus tard, les *Nuclei comunisti territoriali* attaquent et détruisent une partie de l'usine Framtek, du groupe Teksid-Fiat : un gardien est tué et un autre blessé.

Un nouveau scandale éclate : les frères Caltagirone, parmi les plus grands spéculateurs immobiliers romains, étroitement liés à la Démocratie-chrétienne et au Vatican, sont impliqués dans une banqueroute frauduleuse et s'enfuient aux Etats-Unis.

le délit de «terrorisme» codifié

Le 2 février, les lois adoptées en janvier par le Sénat sont ratifiées par le Parlement. Le «terrorisme» est introduit dans le Code pénal : «*Toute personne qui attente à la vie ou à l'intégrité d'une autre personne à des fins terroristes est passible d'une peine non inférieure à vingt ans dans le premier cas et non inférieure à six ans dans le second cas. Quand il y a mort d'homme, on appliquera dans tous les cas la prison à vie.*»

Cependant le mouvement des enseignants, des auxiliaires et des étudiants se développe contre les décrets gouvernementaux et la restructuration de l'enseignement. Le 2 février, 10 000 personnes participent à la manifestation nationale des auxiliaires, au cours de laquelle les syndicats sont violemment dénoncés. Les objectifs de cette lutte sont de nouvelles embauches et le salaire garanti, contre la mobilité et le travail au noir, contre la loi-cadre de restructuration de la Fonction publique. Le 7, les enseignants et les auxiliaires empêchent le déroulement des examens.

Entretemps un commando de PI avait exécuté, le 4 février, le directeur de l'ICMESA à Monza, près de Milan. Cette entreprise était responsable de la fuite de dioxine qui, en juillet 1976, empoisonna toute la région de Seveso pour de nombreuses années. Le 5, alors que la lutte continue à la Montedison de Porto-Marghera pour la convention d'entreprise, la police occupe militairement les quartiers ouvriers de Mestre, y effectuant des perquisitions et des arrestations en chaîne.

Le 7, William Vaccher, militant de PI arrêté en 1979 dans le cadre de l'enquête sur l'exécution de Torregiani, soupçonné d'avoir fait des aveux à la police, est abattu par un commando de *Prima linea* à Milan. Le 12, Vittorio Bachelet, vice-président du Conseil de la Magistrature, considéré comme le «*vice-président de la République*», est exécuté par les *Brigades rouges* à la faculté de Sciences politiques de Rome.

Le 21 février, lors d'une opération de la Digos à Turin, Rocco Micaletto et Patrizio Peci, dirigeants des Br, sont arrêtés. Le lendemain, à Rome, les fascistes assassinent chez lui un jeune militant d'un collectif autonome. Le 23, des milliers de personnes participent aux manifestations de riposte dans les rues de Rome, malgré le couvre-feu décrété par la police. De violents affrontements ont lieu alors que l'Université est assiégée par la police qui tue un manifestant. Au même moment, le Congrès national des radios de gauche se tient dans la capitale, du 22 au 24 février.

«expropriations»...

Le 25 février, un important hold-up a lieu à la *Banca nazionale delle comunicazioni* de Rome. 495 millions de lires changent de mains. Les *Brigades rouges* le revendiquent peu après dans un communiqué intitulé «*S'approprier l'argent, les moyens et les instruments nécessaires pour augmenter la capacité de lutte des avant-gardes communistes*», il indique : «*Partout où il y a des prolétaires, la guérilla a des yeux pour voir, a la force pour attaquer*» et précise que «*cette banque est le fruit du compromis historique... L'argent qui y est récolté l'est sur le dos des chemins*». Et le 4 mars le scandale «*Italcasse*» éclate : escroquerie de grande envergure, il concerne une évasion fiscale de milliers de milliards de lires.

Le 11 mars, le quatrième blitz en moins d'un an contre *Autonomia* est déclenché en Venétie et particulièrement à Padoue, placée en état de siège, où 24 personnes sont arrêtées. Le 16 mars, les Br exécutent à Salerne le Procureur de la République Nicola Giacumbi. Le 18, c'est un haut magistrat de la Cour de Cassation, Girolamo Minervini, qui tombe sous les balles de la colonne romaine des Br. Le lendemain, un commando de PI exécute, à l'Université de Milan, le juge Guido Galli, spécialiste de la lutte «*antiterroriste*».

Le 20 mars, le gouvernement Cossiga démissionne... L'habituel rituel se répète : le gouvernement décrète toute une série de mesures antipopulaires et, pour les faire passer, démissionne et se représente à sa propre succession.

Le 24 mars, Giancarlo Moretti, professeur d'économie et de commerce à l'Université de Gênes et conseiller municipal démocrate-chrétien, est jambisé par la colonne génoise des Br.

le 28 mars, via Fracchia...

Le 28 mars, sur indication du repent Patrizio Peci, ancien dirigeant des Br devenu délateur pour bénéficier des faveurs de la loi Cossiga, les carabinieri du général Dalla Chiesa font irruption dans un appartement de la via Fracchia à Gênes et y massacrent quatre militants des Br : Lorenzo Batessa, ouvrier à la Fiat, et Riccardo Dura, docker, tous deux membres de la Direction stratégique, Pietro Panciarelli et Anna Maria Ludmann. Au même moment, cinq militants révolutionnaires italiens sont arrêtés en France, à Paris et à Toulon, dans le cadre d'une vaste opération contre *Action directe*. Plusieurs d'entre eux sont accusés d'un important hold-up à Condé-sur-Escaut, en août 1979.

Le lendemain, cinq attentats sont effectués en représailles contre des succursales de banques à Milan. Le 1^{er} avril, la colonne Walter Alasia des Br fait une irruption dans une réunion électorale à Milan et y jambise quatre responsables démocrate-chrétiens.

Le 2 avril, toujours à Milan s'ouvre le procès contre 30 militants soupçonnés d'appartenir à *Prima Linea*. De lourdes sentences seront rendues contre eux le 22 juin : 543 années de prison, dont 29 pour le seul Corrado Alunni.

Cependant, Cossiga forme tranquillement son nouveau gouvernement avec la participation du Pri et, pour la première fois depuis six ans, du Psi. Le « *nouveau* » programme de ce « *nouveau* » gouvernement : lutte contre le terrorisme, lutte contre l'inflation...

Le 10 avril, énième blitz. Les militants de la radio romaine *Onda rossa* sont arrêtés au cours d'une émission. A Turin, Biella, Milan et Ravenne, 35 personnes sont arrêtées. Le 16, huit ouvriers sont arrêtés à la Sit Siemens de Milan. Le 18, ce sont des ouvriers de la Fiat qui sont arrêtés au cours d'une nouvelle opération policière à Turin. Le lendemain, grâce aux bons conseils de la nouvelle recrue des carabinieri Patrizio Peci, la Digos arrête deux avocats de confiance des militants des Br : Sergio Spazzali à Milan et Edoardo Arnaudi à Gênes. Ce dernier, militant communiste de longue date, ex-partisan, se suicide au moment de son arrestation. Ce suicide s'insère dans le cadre d'une chasse aux sorcières hystérique contre les avocats de gauche.

Le 22 avril, c'est *Prima Linea* qui est visée par un blitz mené à Turin et à Naples. Douze personnes sont arrêtées sur la foi des confessions de deux ex-dirigeants de PI, qui se sont eux aussi vendus à la police et à la magistrature : Sergio Zedda et Roberto Sandalo. Néanmoins, le 25, les Br détruisent huit voitures destinées aux carabinieri à l'intérieur de l'Alfa Romeo de Milan.

Le 29 avril, une importante tentative d'évasion a lieu à la prison de San Vittore à Milan. Une fusillade extrêmement nourrie oppose alors 16 prisonniers, parmi lesquels Corrado Alunni, Renato Vallansasca (une espèce de « *Mesrine* » italien), des militants de PI et des Nap, et des prisonniers de « *droit commun* », aux carabinieri. Six d'entre eux réussiront cependant à fuir.

rafles, rafles, rafles,...

Le 1^{er} mai, une rafle vise *Azione rivoluzionaria* en Toscane. L'avocat Gabriele Fuga est arrêté. Le 7 mai, c'est un journaliste du *Messaggero* de Rome qui est arrêté pour avoir publié des extraits des « *confessions* » de Patrizio Peci. Il sera bientôt rejoint en prison par le vice-chef des services secrets chargés de la lutte contre le terrorisme, Silvano Rusomano, accusé de lui avoir remis les procès-verbaux d'interrogatoires. Cependant, Guido Passalacqua, journaliste à *La Repubblica* de Milan et ancien militant de *Lotta continua*, est jambisé par la nouvelle *Brigade 28 Mars*, qui ouvre ainsi sa campagne contre la presse de régime. Elle poursuivra cette campagne en exécutant, le 28 mai, Walter Tobagi, directeur du *Corriere della Sera* et président de l'Association des journalistes de Lombardie.

Le 8 mai, le repentin Roberto Sandalo accuse Marco Donat-Cattin, fils du secrétaire général adjoint de la Dc, d'être l'un des dirigeants de *Prima linea*. L'affaire éclaboussera jusqu'au président du Conseil Cossiga, accusé d'avoir fait savoir à Donat-Cattin que son fils allait être recherché.

Le 12 mai, le responsable de la Digos pour toute la Venétie, Alfredo Albanese, est abattu à Mestre par la colonne *Anna Maria Ludmann des Brigades rouges*. Le 19 à Naples, c'est le Procureur Pino Amato, conseiller Dc de Campanie, qui est exécuté par un noyau des Br. Mais les quatre militants de ce noyau, parmi lesquels Bruno Seghetti, dirigeant de la colonne romaine, sont immédiatement arrêtés après une vive fusillade. Ces arrestations seront à l'origine d'un blitz à Rome, le 20 mai, au cours duquel 21 personnes seront arrêtées, dont l'avocat Rocco Ventre. Sur la lancée, la Digos arrête peu après 23 personnes à Bergame.

Le 24 mai, un vieux militant des Nap, Segrebondi, s'évade de la prison de Parme.

A la fin du mois de mai, l'Etat commence à remettre en cause le « *statut des travailleurs* » : la Cour de Cassation décide que l'article 28, qui concerne la « *répression des comportements antisyndicaux* » des directions d'entreprise, ne peut s'appliquer aux employés de l'Etat.

Le 8 juin, aux élections régionales administratives, la Dc perd 1,3 % de ses voix. Le 12 juin, le sommet des Neuf se tient à Venise placée en état de siège.

la plateforme en « *XX points* »

En juin, au cours de la lutte pour le renouvellement des contrats d'entreprise à Alfa Romeo de Milan, les militants ouvriers des Br de cette usine mènent une vaste campagne de dénonciation de la plateforme syndicale et des conditions de travail. Ils avancent alors leur propre plateforme, dite des « *20 points* », qui suscite un important débat dans l'usine et se sanctionne par un consensus ouvrier concret contre la restructuration en cours.

Le 28 juin, les sentences sont rendues au procès contre *Azione rivoluzionaria* à Livourne : 67 ans de prison sont distribués à cinq militants.

Le 2 juillet, le gouvernement décrète de nouvelles augmentations de la TVA, de la redevance-TV, etc. L'essence passe à 750 liras. De plus, un prélèvement mensuel de 1,50 % sur les salaires ouvriers est proposé.

Le 8 juillet, un blitz conjugué des polices française et italienne est opéré contre *Prima linea*. Vingt-et-un militants sont arrêtés dans le Piémont, tandis que sept autres le sont à Paris. Cependant que, le 15 juillet, le SS Reder, criminel de guerre nazi, est libéré par les autorités italiennes : il était l'organisateur du massacre de Marzabotto où périrent 1 836 personnes.

Le 17 juillet, les métallos sont en grève générale contre les nouvelles augmentations.

Le 2 août, une bombe fasciste explose à la gare de Bologne, faisant 86 morts et 200 blessés. Cette affaire éclaire les liaisons étroites qui existent entre les bandes noires, la loge massonique P2 et les services secrets. L'enquête sera d'ailleurs rapidement enterrée. Le 6 août néanmoins, une gigantesque manifestation antifasciste regroupe 300 000 personnes à Bologne.

Mais, si les fascistes n'ont rien à craindre, les carabinieri n'en continuent pas moins de s'attaquer au mouvement antagoniste : le 10 août, à Bergame, 5 militants sont arrêtés et 13 mandats d'arrêt sont lancés...

« *il caso Fiat* »

En septembre, l'« *affaire Fiat* » éclate : le 5 la direction annonce le licenciement de plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers. Elle réclame 23 000 mises en cassa *integrazione*, dont 14 469 définitives. Le syndicat réagit mollement, acceptant un programme de mobilité externe, nouvel instrument pour camoufler les licenciements, alors que 78 000 ouvriers sont déjà en cassa *integrazione*.

Le 25 septembre, 100 000 ouvriers participent à une manifestation nationale à Turin à l'occasion de la grève nationale des métallos. Deux jours plus tard, la Fiat suspend les 14 469 licenciements définitifs, mais maintient les 23 000 mises en cassa *integrazione*. Le 30, malgré que le syndicat continue de s'y opposer, la direction annonce que celles-ci deviendront effectives du 6 octobre au 2 janvier suivants. Toutes les usines Fiat sont alors occupées et une nouvelle grève générale est préparée pour le 10 octobre. Le 14, le gouvernement et la



La section *Fornelli* de la superprison de l'Asinara.

direction passent à la contre-offensive et organisent à Turin une manifestation de chefs, fascistes et dirigeants qui regroupe 20 000 cols blancs. Les syndicats et la presse bourgeoise qualifient cette manifestation de « *manifestation des 40 000 employés, cadres et techniciens* ». Le syndicat, sous prétexte de chercher « à *gagner cette frange* », sème la confusion et le désarroi parmi les ouvriers, et justifie ainsi sa reculade face à la direction. Le 16 octobre, il signe un accord avec la Fiat qui recule sur toutes les revendications. Les travailleurs expriment alors leur colère en interdisant aux trois principaux dirigeants syndicaux italiens, Lama, Benvenuto et Carniti, de parler et en malmenant leur meeting. Lama, qui avait déjà été chassé de l'Université de Rome par les étudiants en lutte en 1977, commence maintenant à courir dans les usines aussi...

Cependant, le 3 septembre, éclate le scandale de la viande aux œstrogènes, peu après un autre scandale sur les manipulations de nourriture pour enfants, appelé « *scandalo degli omogeneizzati* ». Le 27, n'ayant pu faire passer un énième « *decretone* », le gouvernement est contraint de démissionner.

Le 1^{er} octobre, la magistrature concède la liberté provisoire à l'un des frères Caltagirone, seul emprisonné de toutes les personnes impliquées dans le scandale de janvier, cependant que les blitz continuent. Le 7, à Gênes, 13 militants des Br sont arrêtés et cinq caches découvertes, recelant d'importantes archives. Le 9, ce sont les six militants de la *Brigade 28 Mars* qui sont arrêtés sur dénonciation de l'un d'entre

eux, Marco Barbone, arrêté quelques jours plus tôt. Dans la foulée, il fait aussi arrêter 17 militants d'*Autonomia operaia* à Milan. Le 10, deux militants de PI, Maria Teresa Conti et Michele Viscardi, sont arrêtés à Sorrento.

Quelques jours plus tard, lors d'un blitz à Bergame 20 mandats d'arrêt sont lancés. Pour cette seule ville d'une population de 180.000 habitants, plus de 100 militants ont été arrêtés depuis mai... Le 12 octobre, le procès contre 12 militants accusés d'appartenir à la colonne Walter Alasia des Br se conclut, à Milan, par des condamnations d'un total de 102 années de prison.

Forlani forme un nouveau gouvernement le 18 octobre, cependant que le Pci déclare close la phase du « *compromis historique* » et de la coopération gouvernementale avec la Dc.

fermer l'Asinara

Quelques jours plus tard, un commando fait évader 3 personnes, dont Diego Forastieri, dirigeant de PI, de la prison, réputée « *sûre* », de Piacenza. Le 20, à Milan, s'ouvre le procès contre les 16 prisonniers qui avaient tenté de s'évader de la prison de San Vittore, qui se conclura par 158 années de prison. Le 21, une révolte éclate à la prison de *Badde'e Carros* à Nuoro, en Sardaigne. Dirigés par un *Comité de lutte* animé par des militants des Br, les mutins, armés de bombes artisanales, détruisent la section spéciale. Exigeant leur transfert sur le continent, ils lancent le mot d'ordre « *fermer l'Asinara et tous les camps spéciaux* ».

Fin octobre, alors que des généraux de la Garde financière sont de nouveau impliqués dans un scandale pour des évasions fiscales de milliers de milliards de lire, la magistrature concède, le 28 octobre, la liberté provisoire à un grand banqueroutier du « *crack Sindona* ».

Le même jour, 8 000 ouvriers de l'usine Zanussi sont mis en *cassa integrazione*.

Le 1^{er} novembre, les charges fiscales sur les petits commerçants sont alourdies, alors que quelques jours plus tard, de nombreuses grosses sociétés seront éclaboussées par un nouveau scandale concernant d'importantes falsifications des déclarations de TVA.

Le 12 novembre, un noyau de la colonne Walter Alasia exécute Renato Briano, chef du personnel de l'Ercole-Marelli, ouvrant ainsi une campagne contre le personnel dirigeant des usines milanaises. Le lendemain, la Digos et les carabinieri déclenchent un important blitz à Milan, arrêtant 33 personnes, parmi lesquelles Enrico Baglioni, militant d'avant-garde de longue date à la Magneti-Marelli, et Rosella Simone, épouse de Giuliano Naria, en détention préventive depuis 1976 pour l'exécution du juge Coco à Gênes. Quinze autres personnes échappent à l'arrestation. Un meeting de riposte à ce blitz rassemblera 1 000 participants à Milan, le 18 novembre.

Les 22 et 25 novembre, la brigade de l'Alfa Romeo de la colonne Walter Alasia fait sauter des voitures de chefs de département dans l'usine. Le 22, à Rome, Maurizio Ianelli, l'un des dirigeants de la colonne romaine des Br, est arrêté et torturé par la Digos. Le 28, Manfredi Mazzanti, dirigeant des usines sidérurgiques Falk, est abattu à Milan par la colonne Walter Alasia. Est alors rendue publique, à travers la publication de divers documents, une vive polémique à l'intérieur des Brigades rouges. La colonne milanaise, qui avait été qualifiée d'« *aventuriste* » par un autre courant des Br, réplique en affirmant que « *peu à peu se sont affirmées des tendances économistes et militaristes qui mènent inévitablement à un abandon de la centralité de classe de notre organisation, à un style groupusculaire dans la gestion de l'organisation et, en conséquence, de manière souvent tragique, à l'abaissement du niveau politique global de nos cadres et militants* ».

Le 1^{er} décembre, c'est d'ailleurs — étrangement — la colonne Walter Alasia qui revendique l'exécution du directeur sanitaire de la prison de Regina Coeli, Giuseppe Furci, à Rome. Dans les jours qui suivent, un maxi-blitz est déclenché dans une dizaine de villes d'Italie sur la base des indications du nouveau mais extrêmement zélé repent Michele Viscardi, qui conduit les carabinieri dans un nombre invraisemblable de bases de PI: Suzanna Ronconi, dirigeante de PI, est arrêtée à Florence. Roberto Rosso, lui aussi dirigeant de PI, est arrêté à Ostie. A Turin, une vingtaine de militants sont pris. Onze autres à Milan. Trois ouvriers sont arrêtés à la Fiat Cassino, deux autres le sont à l'Alfa de Naples. Rome, Bologne, Bergame et Gênes sont aussi touchées...



Le tremblement de terre: une occasion trop belle pour les spéculateurs...

Cependant, un gigantesque tremblement de terre avait éventré le sud de l'Italie, le 23 novembre, faisant 4 000 morts. Les spéculateurs, liés à tous les partis, se précipitent alors dans la région: l'occasion est trop belle de voler quelques milliards destinés aux secours et à la reconstruction. Mais, face à cela, le mouvement des chômeurs et le mouvement des occupations de maisons et d'écoles se développent et s'organisent. Le gouvernement répond alors par la répression: les manifestations sont interdites à Naples et dans toute la zone touchée par le tremblement de terre. Ainsi, le 1^{er} décembre, la manifestation appelée par le Comité des chômeurs organisés « 25 juin » de Naples est interdite. Il en est de même le 22, de l'Assemblée nationale des chômeurs. Cependant, des luttes importantes ont lieu dans toute la zone sinistrée, appuyées par des occupations massives de maisons, ponctuées de violents affrontements avec la police à un rythme quasiment quotidien...

La campagne contre les directions d'entreprises milanaises continue: le 11 décembre, la colonne Walter Alasia jambise Maurizio Caramello, chef de service à TItaltrafo, usine sous-traitante du groupe Ansaldo. Le lendemain, la Digos fait payer les coups qui lui sont portés à Milan en assassinant, en pleine rue, deux militants de la colonne Walter Alasia, Roberto Serafini et Walter Pezzoli. Le même jour, à Rome, les Brigades rouges enlèvent et séquestrent un haut fonctionnaire du ministère de la Justice, le juge Giovanni D'Urso (voir annexes 3, 4 et 5 pages 43 à 51).

ANNEXE 3

Chronique
du 12 décembre 1980
au 15 janvier 1981

Les trente-trois jours de la campagne d'Urso

L E 12 décembre, le juge Giovanni D'Urso, haut fonctionnaire au ministère de la Justice, où il est responsable des conditions de détention, est enlevé à Rome par un noyau des Br. Ce n'est qu'après le coup de téléphone de revendication de cette action que l'on s'aperçoit de sa disparition.

Le lendemain, les rédactions de plusieurs quotidiens romains reçoivent le communiqué numéro un et une photographie du prisonnier. Les mots d'ordre mis en avant par les Brigades rouges sont : « Organiser la libération des prolétaires prisonniers, démanteler le circuit de la différenciation, construire et renforcer les Comités de lutte, fermer immédiatement l'Asinara ». Ce dernier objectif a jusqu'alors été constamment avancé dans les luttes des prisonniers de la dernière période, et tout particulièrement depuis les révoltes de Fossombrone et Volterra, en octobre. Celles-ci avaient justement éclaté pour lutter contre des menaces de transfert à l'Asinara. Cette prison spéciale, située dans une île au nord-est de la Sardaigne, est la plus dure de tout le circuit carcéral italien. Elle est aussi un symbole : on ne s'en est jamais évadé.

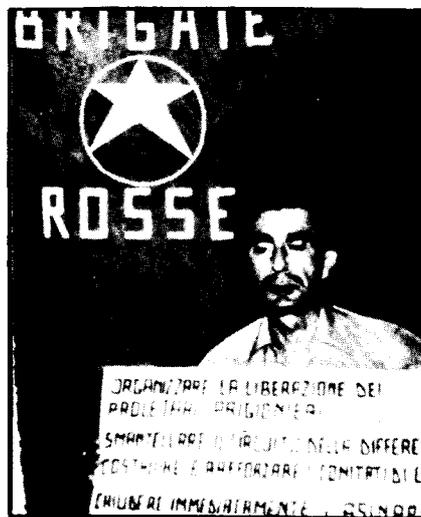
Face à cette nouvelle initiative des Brigades rouges, les partis constitutionnels connaissent de nouveau le dilemme qui les avait mis en crise lors de l'enlèvement d'Aldo Moro : traiter ou ne pas traiter ? L'habituel « camp de la fermeté » regroupe la Dc, le Pci, les sociaux-démocrates, les libéraux et le Pdup, alors que le Psi et les Radicaux penchent en faveur d'une « solution humanitaire ».

«Le prisonnier d'Urso collabore»

Le communiqué n°2 arrive le 15 décembre. Il indique que « le prisonnier D'Urso va bien et est en mesure de découvrir par son expérience directe l'abîme qui sépare les communistes des tortionnaires dont il fait partie. L'interrogatoire auquel il est soumis se déroule avec sa pleine collaboration et éclaire ses responsabilités directes.

Le rôle qu'il a joué jusqu'ici dans les prisons ne laisse aucun doute, tous les prolétaires prisonniers le connaissent bien : bourreau et geôlier ». De plus, le communiqué dénonce les tortures auxquelles sont soumis Maurizio Janelli et Michele Galati, deux militants des Br arrêtés peu avant.

Le lendemain, les dirigeants de tous les partis gouvernementaux se réunissent dans le plus grand secret, sous la direction du président du Conseil Forlani, afin d'adopter une attitude unifiée face à l'initiative des Br. Les dissensions internes et la polémique s'amplifient.



Le prisonnier D'Urso collabore avec la justice prolétaire...

Le communiqué n°3 est connu le 18 décembre. Il insiste particulièrement sur la question des Comités de lutte à l'intérieur des prisons : « Ceux qui réclament la libération du chef des geôliers D'Urso savent que nous ne renoncerons jamais à soutenir la poursuite du programme du prolétariat prisonnier. Ils savent que la censure et la répression des Comités de lutte au prolétariat prisonnier doivent immédiatement cesser ». Il s'agit en effet de combattre « la censure du régime sur les Comités de lutte et la répression sur le programme des prolétaires prisonniers ». L'exigence de la fermeture de l'Asinara est répétée avec force,

d'autant qu'« après la capture de D'Urso, nous sommes en train de découvrir que l'Asinara n'est du goût de personne. Nous ne parvenons pas à comprendre pourquoi, jusqu'à vendredi 12 décembre, ce camp était au contraire celui qu'on préférerait. A tel point qu'on y a concentré les gardiens les plus sadiques et qu'on y a mis comme directeur cette espèce de bête féroce au nom de Massida, qui a fait son expérience de tortionnaire à Nuoro. Les ridicules mises en scène des démocrates de foire au service du régime Dc ne nous intéressent pas : sur ce plan, nous n'avons qu'à répéter ce que le mouvement des prolétaires prisonniers dit dans sa lutte depuis des années : fermer immédiatement et définitivement l'Asinara ». Le document se conclut en précisant qu'« aux tentatives de provocations criminelles et aux tortures, nous répondrons par des représailles ».

Cependant, le soir même, à Paris, les services spéciaux français et italien arrêtent Marco Donat Cattin, ancien militant de Prima linea devenu « déserteur ». Le 20 décembre, ce sont Marco Fagiano et Frederica Meroni, eux aussi militants de PI, qui sont arrêtés à Naples après une violente fusillade. Les parents de Marco Fagiano sont eux aussi arrêtés pour avoir aidé leur fils. Le lendemain 21 décembre, Vincenzo Guagliardo, ancien ouvrier à la Fiat et un des fondateurs des Br, et Nadia Ponti, elle aussi dirigeante de la colonne vénitienne, sont arrêtés dans un bar de Turin.

l'Asinara démantelée

Le 23 décembre, le communiqué n°4 précise que puisque les Br sont contre toutes les prisons, y compris les prisons du peuple, la détention de D'Urso ne durera pas plus que nécessaire et que la justice prolétaire suivra rapidement son cours si l'Asinara n'est pas immédiatement fermée.

Le 25 décembre, le Parti socialiste demande officiellement la fermeture de la prison spéciale sarde, précisant hypocritement que l'exigence des Br « ne change rien au fond du problème, mais ajoute une motivation de plus à celles qui existaient déjà ». Le lendemain, le ministère de la Jus

tice annonce le démantèlement progressif de la section spéciale de l'Asinara, « prévu depuis un an et demi... ». Au cours d'une conférence de presse, le président du Conseil Forlani nie que cette mesure constitue un recul face aux Brigades rouges. L'émotion est à son comble dans les partis constitutionnels et les polémiques atteignent leurs sommets.

L'affaire s'aggrave avec la publication d'une lettre de D'Urso qui accompagne le communiqué n° 5, le 28 décembre. Celui-ci demande la fermeture définitive de l'Asinara et ajoute : « Quant à la demande exprimée par les Brigades rouges de créer des Comités de lutte formés par les détenus, je crois qu'il serait souhaitable de favoriser de fréquentes visites de journalistes dans les prisons ou de permettre que les détenus reçoivent des communiqués qui ne portent pas atteinte à la sécurité. » Cependant, l'évacuation des prisonniers politiques concentrés dans la section Fornelli de la superprison sarde est effectuée dans le plus grand secret à l'aide d'hélicoptères militaires.

Trani se révolte

Au même moment, une importante révolte éclate à Trani, une autre prison spéciale du sud-est de l'Italie, où 19 gardiens sont pris en otages. Le communiqué n° 1 du Comité de lutte des prolétaires prisonniers de Trani, après avoir constaté que, par cette révolte, les détenus du camp « se dialectisent avec les Brigades rouges en transformant le geôlier D'Urso en l'un de leurs prisonniers », affirme : « L'ensemble de cette opération politico-militaire rassemble, synthétise et développe la campagne que l'ensemble du mouvement des prolétaires prisonniers a ouvert sur le front des prisons. La bataille du 2 octobre 1979 à l'Asinara, les actions de libération de San Vittore et Volterra, la bataille de Nuoro, de Fossombrone, l'anéantissement du directeur sanitaire Furci, et les initiatives armées de Cuneo et de Florence sont les moments les plus significatifs de la lutte de classe sur le front des prisons qui l'ont précédée. Ainsi, sur ce front, s'est concrètement réalisé, et de manière correcte, le rapport entre Organisations communistes combattantes et mouvement de masse, entre programme politique général et programme immédiat d'un strate de classe du prolétariat métropolitain : le prolétariat prisonnier. »

Les conditions qui sont posées pour libérer D'Urso et les gardiens qui sont nos prisonniers, et pour laisser intactes les structures de cette prison spéciale sont les suivantes : 1) Fermeture immédiate et définitive du camp de concentration de l'Asinara et transfert immédiat dans d'autres prisons de tous les prisonniers qui sont détenus dans la section spéciale. 2) Non prorogation et abandon définitif du décret-loi sur les prisons spéciales qui échoit le 31

décembre 1980. 3) Modification substantielle du règlement carcéral en vigueur : augmentation de la socialité interne (augmentation des heures de promenade et des espaces de vie collective entre les prisonniers, abolition des cellules d'isolement, etc.) et avec l'extérieur (abolition de la censure et du blocage des colis, suppression des parloirs avec vitres, augmentation de la durée et du nombre de parloirs hebdomadaires, etc.). 4) Réduction substantielle de la détention provisoire, abolition de la garde à vue et de toutes formes de torture dans les prisons et les casernes. 5) Publication intégrale de ce communiqué dans les journaux suivants : La Stampa, Il Corriere della Sera, Il Messaggero, La Nuova Sardegna, Il Tempo, Lotta Continua. »

Le lendemain, le communiqué n° 6 des Brigades rouges, daté du 29 décembre, souligne que « la dernière initiative du Kamp de Trani nous donne la mesure de la grande unité et mobilisation que le mouvement des prolétaires prisonniers a atteint, et démontre aussi sa capacité organisationnelle et offensive... A partir de maintenant, notre bataille et celle des prisonniers de Trani sont indissolublement unies. Quoique le gouvernement soit en train de tramer pour réprimer les luttes des prolétaires prisonniers à Trani, il sait qu'il trouvera une riposte immédiate des Brigades rouges aussi ». Les Brigades rouges joignent donc à leur communiqué la déclaration des mutins de Trani et exigent : « Les communiqués émis à Trani et à Palmi doivent être immédiatement et intégralement publiés. Si cela n'était pas accepté, totalement ou partiellement, nous tirerions la conclusion de votre politique criminelle, qui n'admet de la part des forces révolutionnaires aucune hésitation : nous agirons en conséquence. »

Au même moment, à l'aide d'hélicoptères, d'explosifs, de gaz de combat et de rafales de mitraillettes, les troupes d'assaut des groupes d'intervention spéciale des carabinieri investissent la prison de Trani après deux heures de violents combats. Les prisonniers sont alors soumis à un tabassage en règle, à la suite duquel plusieurs d'entre eux resteront marqués à vie. On apprend alors que Toni Negri s'est entièrement dissocié de la révolte...

Le gouvernement peut exulter de joie : « Le succès de Trani démontre que, sur le terrain de la défense de la démocratie, aucun terroriste ne doit se faire d'illusions : déclare le président du Conseil au Corriere della Serra.

Mais cet enthousiasme sera de courte durée : le 31 décembre, en plein réveil, un noyau des Brigades rouges exécuté à son domicile, à Rome, le général Enrico Galvaligi, bras droit de Dalla Chiesa, chargé des services de sécurité des prisons de haute sécurité italiennes, en représailles à l'assaut de Trani. Les informations le concernant ont été fournies aux Br par le prisonnier Giovanni D'Urso...

Ce même jour, les magistrats font saisir le manuscrit d'un document que l'hebdomadaire *L'Espresso* s'appête à publier. Il s'agit purement et simplement des réponses faites par les Brigades rouges à 54 questions posées par l'hebdomadaire (voir annexe 4 page 46). A ces treize pages d'interview sont jointes 33 pages de « procès-verbaux » des premiers interrogatoires du juge D'Urso. Le journaliste Mario Scialoja, responsable de la rubrique « terrorisme » à *L'Espresso* est immédiatement arrêté. Il est peu après rejoint en prison par son collègue Giampaolo Bultrini, accusé d'avoir servi d'intermédiaire.

Le 4 janvier, le communiqué n° 8 annonce la conclusion du procès contre D'Urso : « Pour nous et pour le mouvement révolutionnaire, le procès D'Urso se clôt ici. Face à la mort physique et politique de centaines de prolétaires prisonniers que D'Urso a cyniquement poursuivis ces dernières années et à la pleine conscience qu'il avait de son rôle, la sentence ne peut être que la condamnation à mort. La condamnation à mort du bourreau D'Urso est un acte nécessaire de justice prolétaire, et est aussi l'acte d'humanité le plus élevé que nous permette ce régime. » Cependant, « l'opportunité d'exécuter ou de suspendre » cette sentence « doit être évaluée politiquement. Ceci revient, en plus des Br, exclusivement aux organismes de masse dans les prisons ». En conséquence, le communiqué souligne qu'il « ne doit pas être interdit au Comité de lutte de Trani et au Comité de Kamp des prisonniers de Palmi d'exprimer intégralement, sans en censurer même une virgule, leurs évaluations politiques et leur jugement », qui doivent être publiés dans les principaux quotidiens et lus à la télévision.

le black out

Les partis du « front de la fermeté » imposent alors le black-out dans tous les médias : c'est ce que l'on appelle le parti du silence de presse et de l'autocensure. La plupart des grands quotidiens, *Corriere della Serra* en tête, décident de ne plus publier aucune information sur les exigences des Br. Le Pci et son quotidien *L'Unità* se portent au premier rang de l'hystérie de la « forte réaction démocratique ». Seuls quelques journaux ne se plient pas à la règle : *Il Messaggero* de Rome, le journal du Parti socialiste *Avanti*, *Lotta continua* et *Il Manifesto*. Néanmoins, dans une lettre à sa femme arrivée le 5 janvier, le juge D'Urso demande que la *Résolution de la Direction stratégique des Br* d'octobre 1980 soit publiée dans neuf quotidiens nationaux.

Le 6, la Fédération nationale de la presse italienne, qui regroupe les syndicats de journalistes, annonce qu'elle est opposée au black-out qui « ne fait qu'am-

plifier le climat de terreur» et s'inquiète du fait que la Chambre des Députés s'apprête à ratifier un décret-loi adopté treize mois plus tôt par le gouvernement, qui rend passible de quatre à douze ans d'emprisonnement quiconque publie un document «faisant l'apologie du terrorisme». Le Conseil de l'Ordre des journalistes n'en suspend pas moins les deux journalistes de *L'Espresso* et entame contre eux une procédure disciplinaire.

la parole à Trani et Palmi

Le même jour, une délégation constituée de députés et sénateurs du Parti radical se rend à la prison de Trani afin d'y rencontrer les détenus et de s'informer sur les circonstances de la révolte du 28 décembre. Cependant que cette rencontre, qui dure quarante-huit heures, se poursuit, Edoardo Di Giovanni, avocat du *Secours rouge*, rend public un document du Comité des prisonniers du camp de Palmi, où sont détenus de nombreux dirigeants historiques des Brigades rouges. Le communiqué, après avoir exprimé son accord avec la condamnation à mort décidée par les Br contre Giovanni D'Urso, précise : «*Toutefois, puisque la force du mouvement révolutionnaire est telle qu'elle permet des actes de magnanimité, nous approuvons la décision prise par les Brigades rouges de relâcher le bourreau D'Urso à condition que ce communiqué, comme celui des camarades de Trani, expressions du mouvement plus général des prolétaires prisonniers dans les divers Organismes de masse révolutionnaires, soient rendus publics par les canaux de la communication sociale*». Il ajoute plus loin que : «*L'ultime décision sur le sort de D'Urso revient donc aux «amis» de ce bourreau : ou bien ce qui nous est historiquement dû, et dont nous nous emparons de toute manière, c'est-à-dire un espace sur les canaux de la communication sociale, ou bien des funérailles d'Etat qu'il vaudrait mieux, à ce point, nommer «funérailles de l'Etat»*».

A leur tour, les Radicaux rendent compte des conditions posées par le Comité de lutte de Trani à la suspension de la sentence contre D'Urso : publication intégrale dans les grands médias d'un document qui trace le «*bilan d'une semaine de luttés dans le camp de Trani*» (voir annexe 5, p. 50), la diffusion du premier communiqué du Comité de lutte, et la libération immédiate de Gianfranco Faina, militant de première heure et dirigeant d'*Azione rivoluzionaria*, gravement atteint d'un cancer. Celui-ci sera effectivement relâché le lendemain, sur décision du tribunal de Florence.

Les journaux qui ne sont pas soumis au black-out publient alors la plupart de

BRIGATE ROSSE

ORGANIZZARE LA LIBERAZIONE DEI PROLETARI PRIGIONIERI

SMAZZARE IL CIRCUITO DELLA DIFFERENZIAZIONE

CONSTRUIRE E RAFFORZARE I COMITATI DI LOTTA

ESCLUDERE DOMESTICAMENTE L'ASTIVARA

Il proletariato prigioniero continua la sua lotta. L'ultima iniziativa al campo di Trani ci dà la misura della grande unità e nobilitazione che il movimento dei proletari prigionieri ha raggiunto, e dimostra anche la sua capacità organizzativa ed offensiva. I contenuti espressi nel comunicato che il Comitato di lotta di Trani, ha emesso, sono una chiara indicazione del programma su cui continuare a combattere. Le Brigate Rosse sono incondizionatamente al fianco dei proletari prigionieri in lotta, e nella valutazione del proseguimento della battaglia iniziata con la cattura del boia D'Urso, si attengono strettamente ai termini politici con cui i proletari prigionieri esprimono i loro bisogni. In questo momento in noi la nostra battaglia è...

Le communiqué numéro six des Br.

ces documents et communiqués. Une grave polémique s'engage entre le gouvernement et le Psi, après que le quotidien de ce dernier ait publié la déclaration de Trani. Encore une fois, le Pci se trouve parmi les plus féroces défenseurs de la «fermeté».

Le 11 janvier, 80 mandats d'arrêt sont émis contre les prisonniers de Trani et de Palmi pour «participation à la séquestration de Giovanni D'Urso». Le militant des Br qui avait remis l'interview à *L'Espresso* est identifié et activement recherché dans toute l'Italie : il s'agit de Giovanni Senzani, criminologue de renom et... dirigeant du Front des prisons des Brigades rouges.

les Br à la télévision

Le communiqué n°9 renouvelle les exigences des Br et précise que celles-ci n'ont pas «l'intention de prolonger la détention de D'Urso au-delà du nécessaire». Il ajoute que si les documents ne sont pas publiés sous quarante-huit heures, la sentence émise contre D'Urso sera exécutée.

De nouveaux journaux décident de publier les documents des Comités de prisonniers : *Il Secolo XIX* de Gênes, *Il Diario*, petit quotidien national, *La Gazzetta del Popolo* de Turin, *La Nazione* de Florence, et même *Il Lavoro* de Gênes, qui publie certains documents contre l'avis de son éditeur, le puissant groupe Rizzoli, qui ferme le journal le lendemain... Les Br repoussent alors de nouveau leur ultimatum de vingt-quatre heures, afin que Lorenza D'Urso, fille du juge, puisse lire leur communiqué à la télévision, rompant ainsi le black-out, au cours de quatre minutes d'émission

louées par le Parti radical. Celui-ci est accusé par les partis constitutionnels d'avoir «trahi la République»...

Le 13 janvier, alors que les doutes sont au plus fort sur le sort du magistrat, une lettre adressée par ce dernier à *L'Avanti!* est rendue publique. Le lendemain, les Br font trouver leur communiqué n°10 à Rome. Intitulé : «*Nous restituons le bourreau D'Urso*», il explique que le juge «a collaboré avec la justice prolétaire, nous a révélé jusque dans les moindres détails les projets, la structure et les hommes qui, du ministère de la Justice jusqu'aux articulations périphériques, dirigent la stratégie de l'anéantissement... Dans ce comportement, nous ne voyons certainement pas un repentir moral dont nous le croyons incapable, mais un choix politique dont nous savons tenir compte. Durant des années, la presse de régime s'est épuisée à chercher une «taupé» au ministère. Aujourd'hui, nous lui en fournissons une, avec ses nom et prénom, Giovanni D'Urso». Pour conclure, les Br expliquent ainsi leur décision : «*Nous avons dû que l'opportunité d'exécuter ou de suspendre la condamnation à mort devrait être évaluée politiquement par les Br et les Organismes de masse révolutionnaires dans les prisons. Les évaluations qui, globalement et de manière homogène, ont été faites confirment la grande force du mouvement révolutionnaire. Les objectifs politiques et matériels que la campagne d'attaque, commencée avec D'Urso se fixait ont été amplement atteints*». En conséquence, «*la justice prolétaire se permet un acte de magnanimité. La sentence est suspendue et le prisonnier D'Urso est remis en liberté*».

Le 15 janvier, au petit matin, le juge D'Urso est retrouvé vivant dans la coffre d'une voiture garée en plein centre de Rome, quadrillée par la police, à quelques pas du ministère de la Justice. ■

ANNEXE

4

Parue dans *L'Espresso*,
5 janvier 1981

Interview des Brigades rouges

● *Après Aldo Moro, le juge D'Urso, s'agit-il d'un pas en arrière au niveau stratégique ? Comment expliquez-vous cette différence ?*

Br.: Et pourquoi ? L'opération Moro faisait partie d'une campagne contre l'Etat impérialiste survenant dans une période très différente. L'opération Moro marquait alors le point le plus élevé de la phase de propagande armée. Il s'agissait alors d'enraciner dans la conscience prolétaire la nécessité de la lutte armée. L'enlèvement de D'Urso par contre se situe dans une phase d'affrontement plus avancée dans laquelle le mot d'ordre de la guérilla est : conquérir et organiser les masses sur le terrain de la lutte armée pour le communisme.

● *Pourquoi dites-vous que la phase actuelle est plus avancée ?*

La profondeur de la crise impérialiste a mis en évidence, pour les prolétaires, le caractère totalement étranger des exigences capitalistes. La restructuration en Italie, à tous les niveaux, pousse des couches sociales entières sur le terrain de la lutte révolutionnaire. Cet Etat n'est pas en mesure d'assurer autre chose que la sur-exploitation, le chômage, la misère et la prison. Les besoins, non seulement stratégiques, mais immédiats, des masses ouvrières et prolétaires sont inexorablement et violemment niés par un type de pouvoir qui n'a pas d'autre préoccupation que sa survie. La lutte que développent les masses ouvrières et prolétaires pour satisfaire des besoins immédiats se transforme en affrontement de pouvoir. Et cela change tout (...).

● *Bref, selon vous, les masses seraient prêtes à faire la révolution ?*

Nous ne sommes pas des naïfs. Nous disons qu'il existe aujourd'hui des conditions objectives et subjectives pour que s'opère le passage décisif vers la guerre civile pour le communisme. C'est-à-dire qu'il existe des conditions pour que naisse du mouvement de masse qui lutte contre la restructuration, des Organismes de Masse Révolutionnaires qui, avec le Parti Communiste Combattant, constituent l'élément essentiel du pouvoir prolétaire

armé. C'est cela qui définit le changement de phase dont nous parlions. Notre ligne politique doit donc se développer dans cette direction et prendre en charge tous les problèmes posés par la construction du pouvoir prolétaire armé.

● *Cela signifie-t-il que vous allez -chevaucher le tigre- des mouvements spontanés ?*

Non, c'est exactement le contraire. Il ne s'agit de courir après chaque explosion de rage prolétaire, mais de comprendre qu'elle est le produit de causes objectives, qu'elle découle du fait que le capitalisme est historiquement dépassé. Il s'agit donc de construire dès aujourd'hui son alternative. Et, à partir des tensions qui traversent les différentes couches prolétaires, à partir des contenus de leurs luttes, il faut favoriser la définition de -Programmes Immédiats- autour desquels il sera possible d'élargir la mobilisation, de contribuer à l'affirmation et à la consolidation des organismes révolutionnaires qui sont à leur origine.

● *Mais qu'est-ce que cela a à voir avec l'enlèvement du juge D'Urso ?*

Les prolétaires emprisonnés pourraient très bien vous l'expliquer. Il y a une réalité que la propagande de régime mystifie ou cache. La crise actuelle a grossi les rangs des prolétaires qui ne participent pas à la production, qui sont définitivement en marge de la société, qui n'ont plus de salaire et qui ne peuvent survivre qu'en dehors de la légalité. La décomposition de classe mise en œuvre par la bourgeoisie aux dépens de centaines de milliers de prolétaires s'appuie sur la prison impérialiste: l'attaque mortelle lancée par Agnelli et consorts contre la classe ouvrière passe par l'incarcération et la destruction des avantgardes ouvrières et prolétaires (...).

● *Est-ce à dire qu'il n'y a plus de distinction entre droit commun et politique ?*

Dans cette société, les seuls criminels que nous connaissons sont la bande démocrate-chrétienne et les différents fauves du régime. Les prolétaires emprisonnés sont partie intégrante du prolé-

riat métropolitain et, pour la plupart, ils ont identifié leurs intérêts de classe avec lutte pour le communisme. C'est d'ailleurs pourquoi la politique pénitentiaire du régime a complètement échoué. La prison impérialiste est certes un élément important du dispositif militaire de la bourgeoisie, mais c'est aussi un lieu de recomposition politique du prolétariat. Et cela est d'une grande importance dans le rapport de force entre révolution et contre-révolution.

● *Vous ne nous avez toujours expliqué quel est le rapport avec le juge D'Urso ?*

En ce moment, la prison est l'instrument principal de la contre-révolution préventive et s'attaque aux sommets du ministère de la Justice, aux hommes qui dirigent cet instrument, signifie attaquer -le cœur de l'Etat-. Le fait d'avoir réussi à enlever le juge D'Urso est déjà un grand succès politique qui désarticule le projet de l'ennemi. Mais l'important n'est pas là. Il est dans le fait que cette action de guérilla est dialectiquement liée au mouvement des prolétaires prisonniers et en accord avec les objectifs du Programme Immédiat des Comités de lutte.

● *Quels sont vos objectifs avec l'opération D'Urso ?*

Il y en a essentiellement deux. D'abord, porter un coup à la stratégie qui vise à anéantir les prolétaires et faire payer le porc qui, du ministère de la Justice, donnait des ordres aux matons italiens. Ensuite, mais c'est aussi important, c'est une initiative de Parti qui vise à ouvrir des espaces politiques nouveaux au mouvement des prolétaires prisonniers et à ses organismes, à lui donner les moyens de s'exprimer, comme il en a acquis la légitimité à travers mille initiatives. Enfin, cette action doit contribuer à la réalisation des objectifs du mouvement (...).

● *Que cherchez-vous à obtenir en échange du juge D'Urso ?*

Nous ne demandons rien. Nous n'avons rien à demander à ce régime. Nos objectifs stratégiques sont clairs depuis longtemps: détruire toutes les prisons et libérer tous les prolétaires prisonniers. A la différence du régime nous savons par-

faitement évaluer les rapports de force. C'est d'ailleurs l'un des signes les plus patents de la crise dans laquelle se débat la bourgeoisie, qui n'arrive pas à comprendre que toute guerre est faite de batailles gagnées et de batailles perdues. Et, celle-ci, la bourgeoisie l'a déjà perdue (...).

● *Cette opération va-t-elle durer encore longtemps ?*

Nous sommes opposés à toutes prisons, même celle dans laquelle nous sommes contraints d'enfermer les ennemis du peuple. D'Urso y restera le temps nécessaire à son procès, à l'établissement de ses reponsabilités exactes, afin de pouvoir émettre un jugement selon les critères de la justice prolétaire (...).

● *Pourquoi des militants comme Fioroni, Peci, Viscardi et, semble-t-il, divers brigadistes de Gênes, ont-ils -vidé leur sac- après plusieurs années de clandestinité ?*

Il faut être extrêmement précis dans les termes parce que la contreguérilla psychologique a délibérément tout embrouillé. Elle a d'abord créé un personnage inexistant: *le terroriste repent*. Il n'y a pas vraiment eu de repent. En réalité, certains individus qui, pendant des années, avaient vécu de manière parasitaire sur le mouvement révolutionnaire ont crû que leur intérêt était de s'enrôler dans les carabinieri. Dans ce nouveau rôle, leur seul mérite aux yeux de leurs employeurs a été de faire tuer de nombreux camarades et d'en faire arrêter beaucoup d'autres. Ces vers de terre n'ont rien fait d'autre que de *-confesser-* ce qui était utile à ce régime pour envoyer en prison des centaines de camarades. Ces gens-là sont des marionnettes tragiques auxquelles même la justice prolétaire ne parviendra pas à donner un minimum de dignité humaine. Ils sont peu nombreux, mais le prix payé par le mouvement révolutionnaire est élevé pour n'avoir pas su les reconnaître à temps. Une analyse critique a déjà été faite en ce sens et, en ce qui nous concerne, nous avons fait les rectifications nécessaires et nous avons adapté nos critères politiques de sélection de nos militants au niveau d'affrontement.

Il faut distinguer le soi-disant terroriste repent du cas de certains camarades qui, soumis à la torture, ont reconnu leur participation à des actions de guérilla. Ce comportement erroné a eu pour conséquence d'impliquer d'autres camarades. Même dans ce cas, on ne peut pas parler de repentir, mais de l'incapacité de certains à comprendre les conditions nouvelles de l'affrontement de classe et les formes de répression de l'Etat impérialiste. Il appartient au mouvement révolutionnaire de faire la lumière sur ces différents cas, en distinguant les faiblesses qui font partie de la croissance d'une part, et l'action de nos ennemis d'autre part.



Dans les kiosques, l'interview des Br...

● *Mais il ne suffit plus de parler de crises individuelles: comment pouvez-vous, dans ces conditions, exclure l'hypothèse de la faillite de votre ligne politique ?*

Les hypothèses spontanéistes et militaristes sont entrées en crise et, avec elles, ces franges qui faisaient référence à la lutte armée, mais qui n'ont pas été capables de comprendre les changements intervenus dans l'affrontement avec la bourgeoisie. En effet, ceux qui avaient considéré la lutte armée comme une forme simplement plus radicale que d'autres, plutôt que comme une stratégie de longue durée, ceux-là, face à la virulence de la contreoïensive du régime, sont restés politiquement désarmés. Ils ont fini par confondre leur propre échec avec celui du mouvement révolutionnaire. Cela s'est produit au moment même où la lutte armée étendait sa propre influence sur de larges couches du prolétariat et ouvrait historiquement la possibilité de faire un grand bond en avant dans l'organisation du pouvoir prolétaire.

Enfin, il est nécessaire et utile à la guérilla de se mesurer aux problèmes soulevés par l'organisation des masses sur le terrain de la lutte armée. C'est dans sa capacité à s'acquitter de cette tâche que le Parti Communiste Combattant démontrera qu'il est effectivement communiste et

combattant. Et, aujourd'hui, qui n'est pas capable de voir ce problème est acculé à une crise profonde (...).

● *Vous niez donc qu'il existe une crise dans les Brigades rouges ?*

Déjà dans notre résolution de la Direction stratégique de 1978, nous avons défini les traits essentiels de la phase actuelle. Mais, nous devons avouer un certain retard dans la conduite de la critique et dans notre capacité à assumer pleinement les nouvelles tâches que le mouvement de classe nous imposait. Par exemple, c'est avec retard qu'au lendemain de la *-Campagne de Printemps-*, (de 1978, NDT), nous avons compris dans les faits ce que signifiait le dépassement de la phase de la propagande armée pure et simple. C'est-à-dire la nécessité d'agir dans les différentes couches pour donner un programme concret aux poussées révolutionnaires existantes en leur sein; et, sur ce programme, de déterminer la nature du saut à opérer dans l'organisation des masses (...).

● *Comment se fait-il que les divergences entre la Direction stratégique et la colonne Walter Alasia aient-été rendues publiques ? Ces divergences existent-elles toujours et la colonne Walter Alasia a-t-elle participé à l'enlèvement du juge D'Urso ?*

● **Nos objectifs stratégiques sont clairs depuis longtemps: détruire toutes les prisons et libérer tous les prolétaires prisonniers.**

Le débat politique au sein des Br n'a jamais été secret. Il a été public et il a impliqué non seulement les structures de notre organisation, mais le mouvement révolutionnaire tout entier. Le pire ennemi auquel nous avons été confrontés durant cette période a été une tendance opportuniste qui a parcouru tout le mouvement de la lutte armée et qui avait trouvé quelques partisans dans nos rangs. Défaire cet ennemi était indispensable pour parvenir à une nouvelle unité, pour donner une nouvelle impulsion à l'ensemble du mouvement.

La colonne Walter Alasia, par son histoire et ses traditions de lutte, est parmi les plus valeureuses de notre organisation. Parmi ses membres, quelques camarades ont voulu persister dans des pratiques militaristes et dans une conception erronée de la lutte armée. Ces camarades ont donc suivi leur propre chemin, mais n'ont plus rien à voir ni avec notre organisation, ni avec la colonne Walter Alasia, même si la confusion qui les anime les conduit à assumer des comportements sottement provocateurs (...).

● *Avec le recul, la décision d'exécuter d'Aldo Moro, a-t-elle été, selon vous, un erreur ?*

Le fait même que trois ans après cette bataille la question se pose encore est déjà un élément de réponse. Si, après tant de temps, les brèches ouvertes par cette action dans le pouvoir impérialiste ne sont pas encore refermées, c'est la preuve que cette action a été couronnée de succès (...).

● *Comment jugez-vous les -repentis- ? et pourquoi ne semblez-vous pas porter beaucoup d'attention à ce problème ?*

Il n'est pas vrai que nous n'ayons pas accordé beaucoup d'importance à ce problème. Nous avons déjà dit que *le terroriste repentis* n'existe pas, qu'il s'agit d'une pure invention du régime. L'attention que nous portons aux espions et aux vendus est celle que l'on accorde en général aux poux: quand on les trouve, on les écrase. Le sort auquel ils sont promis a été indiqué sans équivoque dans les prisons de Nuoro, des Nuove, etc.

● *Est-il vrai que les défaites subies par Prima linea et les autres formations mineures du terrorisme ont provoqué un afflux de militants dans vos rangs ?*

L'expérience du mouvement révolutionnaire ces dernières années s'est concrétisée dans différentes formes organisées. Chacune exprimait, certes de manières partielles, les aspirations, les besoins et les exigences qui provenaient des différentes composantes du prolétariat métropolitain. Il suffit de se souvenir de l'expérience des Nap et de ce qu'elle a représenté pour le prolétariat prisonnier. Qui travaille pour construire le Parti doit

● **Nous sommes opposés à toutes les prisons, même celle dans laquelle nous sommes contraints d'enfermer les ennemis du peuple.**

savoir rassembler toutes ces expériences dans un grand projet unitaire. C'est ce que les Br ont toujours fait.

● *Que pensez-vous des appels à la désertion lancés de l'intérieur du Parti armé ?*

Quelques jeunes rejetons de la bourgeoisie se sont offert des vacances et ont crû pouvoir jouer à la guerre de classe. Aujourd'hui, l'affrontement avec la bourgeoisie est devenu particulièrement âpre — précisément parce que les conditions sont réunies d'une grande avancée révolutionnaire — la bourgeoisie retrouve ses fils. Nous aimerions bien désertier la chaîne de montage, les travaux nocifs et parfois mortels, en finir avec le chômage et les quartiers-ghettos, échapper à la férocité de l'aliénation de cette société. Mais, ce n'est pas faisable en pleurnichant avec nos papas. Pour se libérer de cette misère, nous devons combattre, liquider ce régime et construire une société communiste. Désertier? Ne plaisantons pas, nous venons à peine de commencer.

● *Certain ont évoqué une amnistie. Celle-ci pourrait-elle, selon vous, enrayer la spirale de la violence et rendre l'affrontement moins -barbare- ?*

L'impérialisme compte sur l'extermination et les camps de concentration pour avoir une quelconque chance de survie. C'est ce régime qui est barbare et violent, c'est la bande démocrate-chrétienne et ses laquais qui sont sanguinaires. Il est impossible de parvenir à imaginer une société pacifique tant que ces gens-là existeront sur la surface de la terre (...).

● *Dans certains de vos documents, vous dénoncez le fait que certains de vos militants aient été torturés. Avez-vous des preuves ?*

C'est une méthode courante adoptée par les sbires du régime. Pratiquement chaque camarade capturé est emmené sous une cagoule dans un lieu secret et soumis à des sévices. Il n'y a pas de quoi s'en étonner puisque les lois spéciales de

Cossiga entérinent justement ces pratiques: la liberté pour les carabinieri et les flics de la Digos d'avoir des militants révolutionnaires à leur merci durant quatre jours. C'est cette situation qui implique la torture (...).

● *Les Palestiniens de l'Olp vous fournissent-ils des armes ? En échange de quoi ?*

Nous croyons qu'à l'époque de la guerre prolétaire antiimpérialiste, un nouvel internationalisme prolétarien doit renaître. Fait de solidarité concrète, d'aide militante, de soutien politique entre les forces qui, dans la lutte de libération des peuples contre l'oppression impérialiste, combattent pour le communisme. La rhétorique révisionniste ne peut concevoir que des rapports d'intérêts et d'instrumentalisation. Ce n'est pas notre conception: notre solidarité avec le peuple palestinien en lutte contre l'impérialisme sioniste est entière et inconditionnelle (...).

● *Avez-vous des rapports avec des cadres de base du Pci qui ne partageraient pas la ligne du Parti ?*

De manière irrésistible, le Pci achève de s'identifier avec les intérêts de la bourgeoisie. Celle-ci lui a confié le rôle d'être l'Etat au sein de la classe ouvrière. Dans ce rôle, les berlingueriens sont parfaitement à leur aise. Et il est tout aussi évident que cette fusion contrerévolutionnaire ne va pas sans contradictions. Mais la conscience erronée de ces prolétaires qui ont encore en poche la carte du Parti de Berlinguer ne peut se transformer que s'ils prennent conscience de la nécessité d'en sortir. Notre stratégie est de conquérir chaque prolétaire à la ligne révolutionnaire de la lutte armée pour le communisme et de l'organiser dans les organisations qui constituent le système du pouvoir prolétaire armé. Au cours de ce long processus, les franges les plus arriérées du mouvement ouvrier sauront aussi, tôt ou tard, reconnaître leurs intérêts de classe.

● **Pour se libérer de la misère, nous devons combattre, liquider ce régime et construire une société communiste. Désertier? Ne plaisantons pas, nous venons à peine de commencer...**

● Quelle est l'origine sociale et politique de la plupart des militants des Br ?

Celle de toujours. Nos racines se trouvent dans le prolétariat métropolitain et nos cadres proviennent de son avant-garde. Le problème de la centralité ouvrière n'est pas sociologique, mais politique. Cela veut dire que c'est autour des intérêts de la classe ouvrière que s'organisent toutes les autres couches du prolétariat. Ce n'est pas non plus un problème métaphysique ou idéaliste. Mais, il est exact que les camarades des Br sont principalement des ouvriers (...).

● Que pensez-vous du communisme en Urss et en Chine ? Avez-vous à l'esprit un modèle de société communiste déjà réalisé et pouvez-vous préciser la nature de la société future pour laquelle vous vous battez

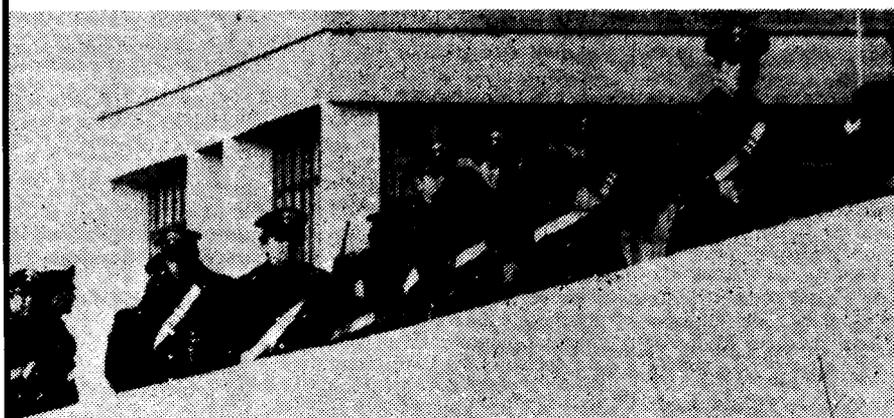
Les problèmes de l'édification d'une société communiste ne sont pas des expériences de laboratoire sur lesquelles on pourrait pontifier. Ce sont des mouvements qui concernent des milliards d'individus dans le monde.

Nos références sont et restent le marxisme-léninisme et la Révolution culturelle chinoise. Nous ne considérons pas le communisme comme un modèle, mais comme un long processus à l'échelle planétaire qui requiert des réponses historiques et non des élucubrations. Cela ne nous empêche pas de dire que ceux qui pratiquent une politique expansionniste et d'oppression de la liberté des peuples, quelques soient les noms dont ils s'affublent, appartiennent au camp impérialiste.

● Pensez-vous pouvoir déclencher un mouvement insurrectionnel en Italie ?

Nous ne pensons pas en termes d'insurrection. Nous croyons au contraire à la possibilité historique de construire un système de pouvoir prolétaire armé à travers un processus de longue durée. L'accumulation de la force prolétaire, à travers l'organisation politico-militaire du Parti Communiste Combattant et des Organismes de Masse Révolutionnaires, prendra une phase historique entière. Sans doute, cela ne se fera pas de manière linéaire, mais par sauts dialectiques. Et, en définitive, le plein déploiement de la guerre révolutionnaire détruira l'Etat bourgeois et construira la société communiste. Il ne s'agit pas simplement d'une espérance, mais d'une certitude alimentée par les aspirations du prolétariat (...). ■

*Extraits
de l'interview parue
dans L'Espresso
du 5 janvier 1981.*



L'assaut des forces spéciales contre les révoltés de la superprison de Trani.

● L'attention que nous portons aux espions et aux vendus est celle que l'on accorde en général aux poux: quand on les trouve on les écrase...

**ANNEXE
5**

Communiqué
de Trani,
5 janvier 1981

Bilan d'une semaine de luttes dans le camp de Trani

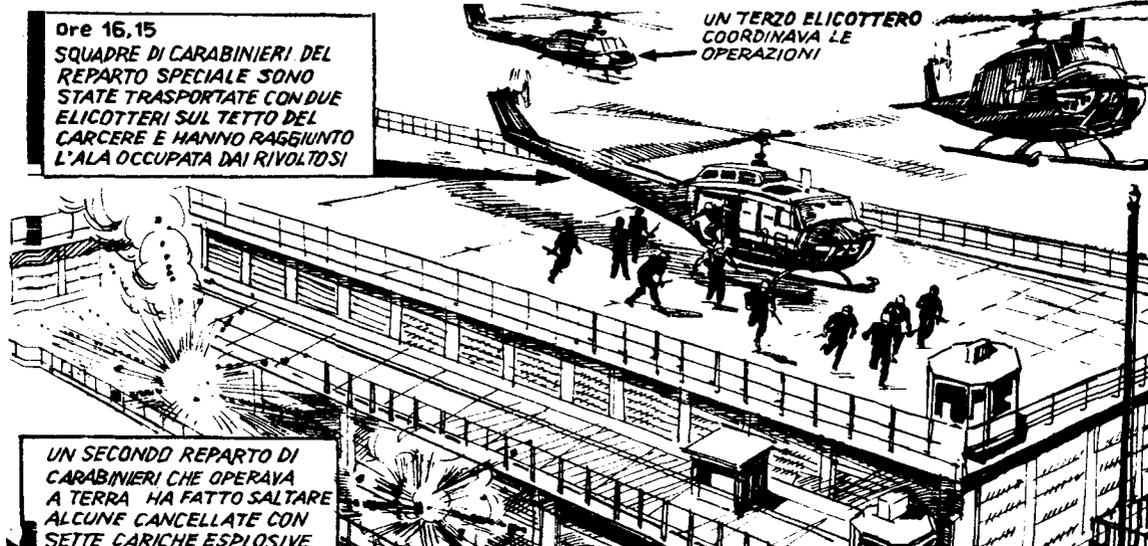
A tout le mouvement
des prolétaires prisonniers
à toutes les organisations
communistes combattantes
à tout le mouvement
révolutionnaire

1.

LE bilan de la bataille de Trani ne peut être que partiel. Nous cherchons à en établir un bilan plus précis lors que tous les éléments nouveaux seront pleinement visibles et lorsque tous les caractères déjà naissants se seront pleinement développés.

La bataille de Trani doit être vue et située à l'intérieur d'une longue campagne qui s'est développée sur le front Prisons et qui, à partir de l'Asinara, de Milan, de Volterra, de Nuoro, etc., a trouvé dans l'action D'Urso un moment de soudure et de rapport dialectique non seulement avec les Organisations communistes combattantes (Occ), mais avec l'ensemble du Proletariat Métropolitain.

L'assaut des forces spéciales contre les révoltés de Trani, vu par un quotidien italien.



Cette campagne, de caractère global et de longue durée, dans laquelle notre bataille s'est insérée comme moment le plus élevé d'initiative du Proletariat Prisonnier, pose avec force le programme de libération de ce secteur de classe comme libération de tous les prolétaires prisonniers et destruction de toutes les prisons.

La libération n'est pas une condition, mais un objectif. Ce n'est jamais l'ennemi qui l'offre, et il n'est atteint qu'au cours d'une lutte de longue durée et par l'organisation de tous les prolétaires prisonniers, à travers la conquête de rapports de force et de pouvoir et la création d'un réseau prolétarien organisé dans tout le circuit carcéral.

Pour cela, la bataille de Trani doit être perçue comme un moment d'une plus vaste campagne qui est encore en cours, comme l'exécution de Galvaligi le démontre.

2.

Organiser les masses sur le terrain de la lutte armée est aujourd'hui possible!

La bataille de Trani démontre qu'il est possible de parcourir le chemin qui va de la satisfaction des besoins prolétaires à la lutte armée pour le Communisme, que la lutte sur les besoins est déjà lutte armée, guerre civile en tendance, que la construction d'Organismes de Masse Révolutionnaires est déjà construction de pouvoir prolétaire armé.

3.

Cette bataille a représenté le point le plus élevé d'affrontement assumé par le mouvement des prolétaires prisonniers au cours de sa longue lutte, en stricte unité et relation avec les Occ.

Ceci dit, nous disons qu'il faut encore avancer. Le fait principal a été que les prolétaires prisonniers ont combattu pour leur programme: libération de tous les prolétaires prisonniers, destruction de toutes les prisons, lutte contre la différenciation, fermeture de l'Asinara et de tout le circuit spécial. Ils ont su le faire vivre tant dans le spécifique immédiat que comme proposition et projet pour le sec-

teur de classe dans son ensemble, tant dans les contenus politiques que dans la forme militaire. Se donner un programme et lutter pour lui signifie pour le prolétariat prisonnier sortir de sa propre partialité, se reconnaître et se faire reconnaître par tout le prolétariat métropolitain comme partie intégrante de celui-ci. Ce programme et cette bataille sont déjà devenus patrimoine de tout le secteur de classe, dans tous les anneaux du circuit carcéral, en démontrant comment les prolétaires prisonniers ont su se relier aux luttes du prolétariat en général et aux initiatives des Occ, en s'opposant en termes de pouvoir à l'un des instruments fondamentaux de l'Etat : la prison impérialiste.

4.

L'objectif de la campagne a été : lancer le programme des prolétaires prisonniers, en s'insérant dans la *- campagne D'Urso -* pour concrétiser quelques-uns des points fondamentaux de ce programme ; ouvrir un débat politique entre toutes les composantes du prolétariat prisonnier et entre tous les militants communistes ; construire et contribuer à l'intensification et à l'extension de la lutte dans tous les anneaux du carcéral.

Pour atteindre ces objectifs, il a été nécessaire de mobiliser pour concentrer au maximum toute la force et l'intelligence des prolétaires prisonniers enfermés dans le camp, il a été nécessaire de conduire un procès politique et organisationnel qui a mené à la construction d'un Comité de lutte (CdL), il a été nécessaire de se doter de l'armement adéquat.

5.

Déroulement de la bataille.

La justesse d'une ligne politique qui a dû affirmer la nécessité de la construction de l'organisation révolutionnaire des masses en termes politico-militaires a fait se consolider l'unité, la solidarité et la discipline de tous les prolétaires conscients. Ces caractéristiques ont imprégné une structure organisationnelle absolument inconnue du pouvoir, en mesure d'occuper toute la section spéciale, de capturer rapidement 18 gardiens, de construire et d'utiliser un certain nombre de bombes au plastique et un armement de masse adéquat à son objectif, et de repousser les premiers assauts massifs que les gardiens lancèrent dès les premiers moments, alors que le travail pour barricader les sections n'était pas encore terminé.

Au cours de l'occupation elle-même, cette unité s'est consolidée à travers un débat politique riche et serré, immédiatement concret, qui a impliqué toutes les composantes prolétaires et politiques. C'est sur cette clarté de programme qu'a pu être atteinte l'unité politico-militaire, même avec les camarades du *- Collectif autonome -* qui, à partir de ce moment, se reconnurent dans la bataille comme moment de la guerre contre la différenciation, en se situant sur le terrain de la coopération dans la gestion de cette bataille.

Le point auquel était élevé le niveau d'affrontement politique inhérent à ce moment de lutte devint clair aux yeux de tous au moment de l'assaut des hommes de main des corps spéciaux, c'est-à-dire lorsque l'Etat déploya le maximum de sa puissance militaire dans la tentative d'éteindre l'étincelle qui pouvait mettre le feu à toute la plaine.

L'Etat a en effet déployé dans cette bataille la plus grosse puissance de feu jamais vue en dix ans de guérilla. La bataille, qui a duré plus de deux heures, a été menée à coups de pains d'explosif, de grenades, de rafales de mitraillettes, couloir par couloir, cellule par cellule, escalier par escalier. Face à ce déploiement de forces, où les hélicoptères d'assaut étaient utilisés pour la première fois, les prolétaires prisonniers ont riposté comme ils le pouvaient par l'envoi de cocktails Molotov et de bombes au plastic.

Les versions propagées par les scribes de régime ne méritent même pas l'effort d'un démenti : ils transcrivent, avec leur diligente gaucherie, les consignes de carabiniers, nous inventant des *- balles de plastique -* jamais vues qui aurait traversé de part en part un gardien, deux prolétaires, tous les murs et les portes du camp. Sur le caractère et sur la durée de la bataille, il aurait suffi d'interviewer un quelconque prolétaire de Trani pour obtenir des informations plus précises. Du reste, nous comprenons parfaitement que la gestion journalistique de la bataille ait eu pour objectif le raccomodage des contradictions internes à l'ennemi et que celles-ci aient été au contraire encore plus aggravées par la mobilisation rapide et déterminée des prolétaires de Trani, malgré les sanguinaires et *- féroces - tabassages -* consécutifs à la bataille, ainsi que par l'opportune et précise repréaille effectuée par les Br de Rome, qui a encore plus renforcé l'unité dialectique entre les prolétaires prisonniers et les organisations révolutionnaires. En effet, le moral des prolétaires prisonniers de Trani est extrêmement haut et l'unité de ceux-ci avec quelques autres composantes a pu se cimenter dans la lutte que tous les prisonniers mènent pour le rétablissement total des espaces de socialité interne et externe

qui existaient avant la bataille. Cette lutte immédiate porte déjà en soi les éléments de son dépassement en ce qu'elle vise à renverser le rapport de forces à notre avantage, pour la reprise et la réalisation des mots d'ordre inscrits sur la *- pancarte D'Urso -*.

Pour ceux qui s'étaient fait l'illusion qu'une intervention armée, les tabassages meurtriers, la nuit que l'on a fait passer dehors aux prisonniers après le massacre le pillage effectué par les mercenaires après la bataille ou le bûcher de livres (qui n'est pas sans rappeler le nazisme, pouvaient briser l'antagonisme irréductible et la combattivité des prolétaires en lutte, nous avons déjà démontré, par les initiatives de cette semaine, que nous étions capables d'annuler dans les faits la direction du camp, en obligeant le ministère à diriger directement un camp comme celui de Trani, même pour résoudre des questions d'administration ordinaire.

La portée politique d'une bataille comme celle-ci ne se conclut pas aujourd'hui et ne peut être limitée aux murs de ce camp. Au contraire, elle vit déjà dans la conscience de tous les prolétaires prisonniers et voyagera et vivra en tout point du circuit carcéral.

Faire vivre l'expérience de Trani dans tout le circuit signifie relancer les contenus rassemblés dans la *- pancarte D'Urso -* et articuler selon ceux-ci ce que sont les exigences, les besoins et les tensions de chaque situation particulière, cela signifie se charger de faire émerger les tensions réelles et de les poser en relation aux contenus du Programme Immédiat dans le Carcéral, de manière à en ancrer le caractère antagoniste et à contribuer au renforcement politique et organisationnel du mouvement des prolétaires prisonniers ■

Organiser la libération des prolétaires prisonniers.

Démanteler le circuit de la différenciation.

Construire et renforcer les organismes de masse révolutionnaires du prolétariat prisonnier.

Occuper les espaces politiques ouverts dans le carcéral par cette dernière campagne.

5 janvier 1981,
Comité de lutte
des prolétaires prisonniers
de Trani

DIX ANS DE LUTTES DE CLASSE

(Suite
de la page 42)

A PRES que le juge Giovanni D'Urso ait été libéré et que l'essentiel des exigences des Br ait été satisfait, une polémique éclate parmi les médias et partis institutionnels à la suite d'une déclaration du Président Pertini accusant l'URSS d'être à l'origine du rapt. L'affaire se terminera sur une intervention d'Alexander Haig...

A Naples, le 17, une gigantesque manifestation de chômeurs et de sinistrés se termine par de très violents affrontements avec la police. Le 23, ce sont les aéroports et les chemins de fer qui sont touchés par une forte agitation. Le 27, les ouvriers agricoles sont en grève générale pour l'embauche et les retraites. Et, alors qu'éclate un nouveau scandale pétrolier pour exportation illégale de capitaux et escroquerie, la Montedison est, elle aussi, en grève générale le 30 janvier. C'est le début d'une longue période de luttes dures, hors de tout contrôle syndical, à Porto-Marghera et dans les autres centres du groupe pétrochimique.

l'offensive de la colonne «Walter Alasia»

Le 3 février, les Br occupent une église à Rome et diffusent un message en direction de la prison de Rebibbia. Le même jour, les syndicats donnent leur accord à un code d'autoréglementation des grèves dans les transports, espérant par là freiner le développement des grèves spontanées et autonomes. Le lendemain, après une fusillade lors d'un cambriolage de bijouterie à Turin, Maurice Bignami, dirigeant de PI, est arrêté. Le 5, Salvatore Compare, chef de secteur à la Breda-Fucine, est attaqué par un commando de la colonne Walter Alasia à Milan. Le 7, Daniele Pifano, au cours de son procès à Rome, dénonce le tabassage dont il a été victime en compagnie d'autres détenus de Rebibbia, sous prétexte d'une révolte inventée par les matons.

Le 13 février, Edoardo Di Giovanni et Giovanna Lombardi, avocats de confiance des militants des Br, sont arrêtés pour «apologie et instigation à commettre des délits contre l'Etat» pour avoir publié, dans un numéro de leur revue Corrispondenza internazionale, un ouvrage des prisonniers de Palmi des Br, «L'Ape e il comunista». Ils seront relâchés le 5 mars, pour être de nouveau poursuivis et arrêtés en 1982. A Milan, le même jour, s'ouvre le procès contre 23 militants des Proletari armati per il comunismo accusés du meurtre du citoyen de l'ordre Torregiani. Ce procès se conclura, le 27 mai, par de lourdes condamnations: 108 ans de prison pour les 4 principaux accusés.

Le 13 toujours, sous prétexte de solidarité avec les zones sinistrées par le tremblement de terre, le gouvernement décrète une retenue de 5% sur les salaires: ce genre de prétexte a déjà maintes fois été utilisé pour rogner sur les salaires ouvriers.

Le 17, à Milan, la colonne Walter Alasia des Br exécute Luigi Marangoni, directeur de la Polyclinique qui avait fait intervenir les carabinieri dans l'établissement lors des luttes des infirmiers.

1981

Le même jour, le gouvernement réquisitionne les contrôleurs aériens. Les aéroports seront totalement bloqués du 24 au 27 février en riposte à ces réquisitions.

Le 23, des révoltes éclatent à Fossombrone, où elle est dirigée par un Comité de lutte animé par des militants des Br, et à Ferrara, contre des transferts à l'Asinara et dans d'autres camps d'anéantissement. Les carabinieri interviennent et blessent trois mutins à Ferrara. Le 24, six militants du Centre d'initiative marxiste sont arrêtés à Naples. C'est l'une de ces opérations policières qui seront désormais quotidiennes dans toute l'Italie.

Le 27 février, Marco Donat-Cattin, ex-dirigeant de Prima linea, est extradé de France vers l'Italie. Il se met immédiatement à parler, durant 40 heures, aux magistrats de Turin, reconnaissant d'abord ses propres responsabilités pour finir par vendre ses anciens camarades.

du tremblement de terre au logement: des luttes

Le lendemain, plus de 10 000 personnes participent, à Naples, à la manifestation contre le gouvernement organisée par la Coordination des mouvements de lutte. Une nouvelle fois, de violentes charges de police ont lieu et 108 personnes sont arrêtées. Toute lutte de masse se voit criminalisée, de même que toute forme d'opposition qui n'est pas d'attente démocratique. Le mot d'ordre qui domine dès lors toutes les manifestations est: «Siamo tutti sovversivi!»... Les 16 et 17 mars, dans le cadre d'une dure lutte menée par les occupants et chômeurs de Naples, le siège central de la Cgil est occupé. Les dirigeants syndicaux font appel à la police afin de les évacuer: c'est alors le massacre. Au total, depuis le début du mouvement de lutte, après le tremblement de terre, ce sont plus de 200 personnes qui ont été arrêtées.

En effet, face aux luttes sur le logement et aux occupations de maisons, qui se sont désormais étendues à toute l'Italie, il est devenu systématique que la police intervienne brutalement et que la Digos opère des arrestations. A Venise, alors que des camarades s'opposent à une expulsion, une centaine de flics charge et arrête 4 militants du Comité pour le droit au logement. D'importantes manifestations ont immédiatement lieu et contraignent la commune à prendre position contre la criminalisation des luttes pour le logement et pour la libération immédiate des quatre emprisonnés.

Cependant, le 12 mars, Alberto Valenzasca, chef du département estampage à l'Alfa Romeo d'Arese, est jambisé par la colonne Walter Alasia des Br, à Milan. Deux jours après, la Digos arrête, à Rome, 6 militants de la colonne Fabrizio Pelli des Br, qu'elle prétend être certains des auteurs du rapt d'Aldo Moro, parmi lesquels Claudio Daguanno, ingénieur du Cnen de Rome.

La Confindustria-Intersind tient, le 18 mars, une importante réunion sur le coût du travail. Les mesures qui y sont

alors décidées sont : suppression de l'échelle mobile, réintroduction générale du quota de production et réglementation plus stricte des grèves. De même, la suppression de 5 des 7 jours fériés décrétés en 1979 ne sera pas compensée comme prévu par des jours de congés annuels. Le 20 mars, le gouvernement dévalue la lire de 6 %, porte le taux d'escompte à 19 % et gèle les conventions de la Fonction publique. Le 27, la loi des Finances est approuvée. Elle prévoit une augmentation des prélèvements fiscaux et une réduction des dépenses publiques. L'inflation dépasse les 20 %.

Le 22 mars, les Br font irruption dans les services d'inspection de l'hôpital San Camillo, à Rome. Elles y dérobent les fichiers du personnel et les registres de rotation des équipes, mettant en avant le mot d'ordre : « *Travailler tous, travailler moins* ». Le 27, elles revendiquent un hold-up à la *Banque Nationale du Travail*, toujours à Rome, de 130 millions de lires. Le 31, les sentences sont rendues au procès de Macerata contre le *Comité révolutionnaire des Marches* des Br : 85 années de prison sont ainsi distribuées à 10 militants.

Le 4 avril, après dix années de clandestinité, Mario Moretti, militant de la première heure et dirigeant des Br, est pris par la Digos à Milan, en compagnie d'Enrico Fenzi et de 3 autres militants. Trois jours plus tard, un maton de la prison de Rebibbia à Rome, Raffaele Cinotti, est exécuté par les Br.

Le 9 avril, les directions syndicales se mettent elles aussi à discuter du coût du travail et de la suppression de l'échelle mobile. Le 16, le gouvernement annonce une réduction de 5 000 milliards de lires des dépenses publiques, qui touche principalement les secteurs de la Santé, de l'Assistance et de la Prévention. Le 5 mai, c'est l'intention gouvernementale de reprivatiser le groupe pétrochimique Montedison qui est rendue publique.

un usage massif de la *cassa integrazione*

Au cours de cette année 1981, la restructuration capitaliste des grandes usines fait de grands pas en avant. Le patronat utilise massivement la *cassa integrazione* et la mobilité pour licencier et intensifier l'exploitation. La Fiat, qui a déjà obtenu, en 1980, 23 000 mises en *cassa integrazione* pour deux ans, a de nouveau recours à ce moyen pour 50 à 70 000 ouvriers pour quelques jours par mois. La productivité augmente ainsi de 20 %. A l'Alfa Romeo, alors que 17 000 ouvriers subissent le même sort, la direction signe avec le syndicat un accord qui prévoit une augmentation de la production de 70 autos par jour. Quant à la Montedison, après avoir conclu l'année 1980 sur un bilan largement actif, elle met 13 000 ouvriers en *cassa integrazione* pour deux ans. Les ouvriers, et parfois même des Conseils d'usine entiers, désertent plus que jamais les assemblées organisées par des syndicats qui signent régulièrement des accords avec les directions patronales dans lesquels toutes les mesures anti-ouvrières sont acceptées.

Les *Comités ouvriers autonomes* se multiplient alors. Dans la pétrochimie, une assemblée de 1 500 ouvriers accepte la plateforme proposée par le *Comité autonome*. Le 16 juillet, une grève échappant totalement au contrôle syndical a lieu dans la Pétrochimie. Les mots d'ordre sur lesquels elle est menée sont contre la *cassa integrazione*, pour la réduction générale de la journée de travail, pour l'arrêt de la production de mort. En effet, à la Montedison, couramment appelée « *Mortedison* », les accidents mortels sont devenus courants depuis des années, du fait des explosions, des empoisonnements, etc.

Ce phénomène de restructuration est général et touche de nombreux secteurs. Après avoir obtenu des milliers de

milliards de lires de l'Etat pour de nouveaux investissements, les capitalistes ferment les usines et licencient des dizaines de milliers d'ouvriers avec l'accord des syndicats. Le déroulement habituel de ce type d'opérations est désormais établi : le patron restructure, le syndicat rechigne un peu publiquement... et finit par signer l'accord. Les travailleurs, généralement, le refusent (comme à la Fiat, à la Montedison, à la Borletti, à l'Alfa Romeo, etc.), mais le syndicat continue d'affirmer qu'à part quelques « *extrémistes et terroristes* », la majorité des ouvriers l'a accepté.

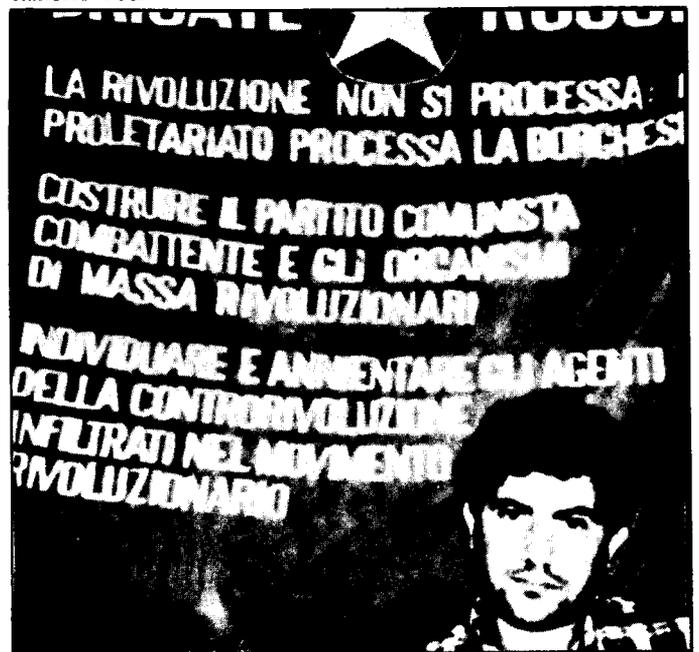
L'offensive patronale ne se limite d'ailleurs pas à l'usage massif des licenciements et de la mobilité, mais recourt aussi à des réductions considérables des salaires. C'est le cas de l'usine Ercole-Marelli, où seulement 50 % du salaire est payé ou à l'Italsider qui ne paye que 75 % des salaires, jusqu'à ce que l'Etat se décide finalement à lui offrir 6 000 milliards de lires...

la « *Campagne de Printemps-Eté* » des Brigades rouges

Cependant, le 27 avril, la colonne napolitaine des Brigades rouges avait enlevé et séquestré *Ciro Cirillo*, conseiller démocrate-chrétien pour la Campanie, après avoir liquidé son escorte. Il sera libéré, le 24 juillet, en échange de l'attribution de nombreux logements aux victimes du tremblement de terre et du versement d'une importante rançon. Le 4 mai, deux retentissants procès s'ouvrent simultanément à Turin : l'un contre 73 militants de la colonne *Francesco Berardi* des Br, dénoncés par le délateur *Patrizio Peci*, et l'autre contre 78 militants de *Prima linea*. De nombreux incidents émaillent les audiences de ces procès que les détenus entendent mener comme des « *procès guérilla* ». Les cellules des prisonniers des Br, dans la nouvelle prison des Nuove, sont détruites à 40 %. Au même moment, le procès contre d'autres militants des *Brigades rouges* à Milan se conclura par de lourdes condamnations.

Le 15 mai, à Naples, *Rosario Giovine*, conseiller municipal de la Dc, est jambisé par un noyau des Br, à l'occasion de la visite du ministre de l'Intérieur, *Rognoni*. Le 20 mai, à Mestre, c'est la colonne vénitienne qui séquestre le directeur de la Montedison, *Giuseppe Taliario*, qui sera abattu le 6 juillet. Le 22 mai, à Rome, le directeur de l'Office provincial des place-

L'un des objectifs de la « *Campagne Printemps-Eté* » des Br : *Roberto Peci*.



ments, Renzo Retrosi, est jambisé. Le 28, deux ouvriers de l'atelier de montage de l'Alfa Romeo de Milan sont arrêtés comme membres de la *Walter Alasia*. Le 29, c'est Giuseppe Masagna, professeur dans un Institut de Formation professionnelle, qui est jambisé par les Br romaines. Le 3 juin, la colonne milanaise enlève et séquestre Sandro Sandrucci, responsable de l'organisation du travail à l'Alfa Romeo. Il sera relâché après 51 jours de séquestration, après que les Br aient obtenu la suppression des mises en *cassa integrazione* dans les établissements Alfa. Le 6, Umberto Siola, conseiller pour la construction à la commune de Naples, est à son tour jambisé par les Br. Enfin, le 10 juin, le front des prisons des Brigades rouges enlève, à San Benedetto del Tronto, Roberto Peci, frère du délateur Patrizio. Responsable d'avoir collaboré avec les carabinieri pour négocier la reddition de son frère, il sera abattu le 3 août.

C'est ainsi que, pour la première fois, quatre prisonniers sont contemporanément aux mains des Br qui investissent divers terrains de lutte en développant ces campagnes conjointes sur tout le territoire italien : la lutte pour le droit au logement, la lutte contre la *cassa integrazione*, la lutte contre la production de mort et la lutte contre l'offensive de la contre-guérilla psychologique, axée sur le « *repentir* », se trouvent ainsi articulées en une même initiative politico-militaire.

Cependant, le 17 mai, les électeurs avaient repoussé par référendum plusieurs propositions d'abrogation de lois : la loi sur l'avortement, la loi Cossiga sur les « *repentis* », la peine de prison à perpétuité et le port d'arme.

Sur ces entrefaits, le scandale de la loge massonique P2 éclate le 20 mai. C'est le plus gros scandale qu'ait connu l'Italie : il implique, pêle-mêle, des ministres, les plus hauts responsables des partis politiques, de la magistrature, de la police et de l'armée, ainsi que d'importants financiers. Le 27, amplement éclaboussé par cette affaire, le gouvernement Forlani est contraint de démissionner.

C'est alors que se clôt enfin, à Catanzaro, le procès du massacre de Piazza Fontana à Milan, en décembre 1969. Là encore, fascistes, généraux, services secrets et démocrates-chrétiens se retrouvent absouts. Douze années d'enquête n'ont pas permis de trouver l'ombre d'une preuve. Il en sera de même pour les autres massacres d'Etat, de celui de Brescia à celui de Bologne...

le *Convegno* des 30/31 mai

Mais parallèlement, il ne se passe plus une semaine sans que Digos et carabinieri n'effectuent perquisitions et arrestations en un point ou un autre de la péninsule. Il y a désormais 3 500 prisonniers politiques dans les geôles d'Italie. Face à cela, des collectifs et regroupements contre la répression se constituent un peu partout, mettant souvent en place des coordinations avec les comités d'usine et de quartier. En plus de la riposte concrète, il s'agit d'organiser la dénonciation du dessein du gouvernement et de la bourgeoisie qui, par les licenciements, la vie chère, la répression et la prison, veulent porter en avant la restructuration capitaliste. Les 30 et 31 mai, la *Coordination des comités contre la répression* organise à Milan, un Congrès national sur les thèmes « *criminalisation des luttes ouvrières et sociales, répression d'Etat, lignes politiques dans le mouvement révolutionnaire* ». Ce Congrès, auquel participent des centaines de collectifs, comités et réalités de lutte, représente un important moment de débat dans la reprise de l'initiative révolutionnaire.

Le 17 juin, la direction de la Fiat, mettant en œuvre les décisions de la *Confindustria*, annonce sa décision d'abolir l'échelle mobile. Deux jours plus tard, les Br abattent le commissaire de police Sebastiano Vinci à Rome.

Les élections administratives du 21 juin voient le Pci progresser à Gênes et à Rome, mais reculer dans le Midi. La Dc

enregistre un recul général tandis que le Psi progresse sur tout le territoire.

Les syndicats décident alors une grève générale le 23 juin pour protester contre l'attaque de la Fiat contre l'échelle mobile. Cependant, malgré les projets syndicaux et la ligne du « *programme de l'Eur* », des luttes — même encore dispersées et cloisonnées — se développent du nord au sud sur les conditions de travail, les horaires et les salaires. Les directions syndicales ont de plus en plus de mal à contrôler les contradictions qui se développent en leur sein. A l'Orto Mercato de Milan (équivalent des Halles parisiennes), dont le « *patron* » est la junte Pci, une lutte a lieu contre le non-respect par la direction, d'une promesse d'augmentation des salaires. Une manifestation à la préfecture de Milan est violemment chargée par la police.

Le président du Conseil Spadolini forme un nouveau gouvernement le 28 juin : pour la première fois depuis trente-six ans, il n'est pas présidé par un démocrate-chrétien. Le programme lui, reste inchangé : lutte contre le « *terrorisme* » et répression, lutte contre l'inflation et mise en œuvre de la restructuration capitaliste... Intervient alors, ô surprise !, un nouveau scandale autour de la Banque Ambrosiano, qui implique les habitués grands financiers et, cette fois, le Vatican. Le 8 juillet, après un effondrement des cotations, le gouvernement suspend la Bourse pour trois jours.

Tout au long de l'été, il n'est pas une prison italienne qui ne soit parcourue par un vent de révolte. Des luttes ont lieu jusque dans les plus petites maisons d'arrêt. Parmi elles, la lutte menée à San Vittore, à Milan, est exemplaire. Tous les secteurs y participent, hommes et femmes, politiques et « *droits communs* ». Face aux tentatives de disperser le mouvement par la différenciation et les transferts, les détenus ripostent en développant la lutte dans diverses divisions de la prison. Mais, après plusieurs mois de lutte, la direction et les carabinieri mettent un terme au mouvement en opérant un véritable massacre la nuit du 21 décembre. Durant trois jours, la prison est aux mains des militaires : personne n'y peut entrer, pas même l'administration pénitentiaire. Cent trente prisonniers sont transférés.

Au cours du même été, d'importantes manifestations et assemblées populaires ont lieu dans toute l'Italie contre l'Otan et la guerre, après que le gouvernement ait annoncé le 7 août, sa décision de laisser les Usa installer 112 missiles *Cruise* à Comiso, en Sicile.

Le 28 août, la *Confagricoltura* dénonce elle aussi l'accord sur l'échelle mobile.

Le 6 septembre, plusieurs ouvriers de l'Italsider sont arrêtés au cours d'un blitz contre la colonne gênoise. Le 18, alors que la lutte est encore en cours à la prison de San Vittore, un *Nucleo di comunisti* abat Francesco Rucci, vice-brigadier des surveillants et spécialistes des tabassages dans la section de haute sécurité.

Le 23 septembre, ce sont les hôpitaux romains qui sont atteints par le scandale des « *lits d'or* », qui implique de grands professeurs et les plus hauts responsables de la Santé.

Le 25, après diverses rencontres entre la *Confindustria* et les syndicats, le gouvernement Spadolini adopte la loi des Finances et les prévisions 1982 qui, sous prétexte de maintenir l'inflation au-dessous de 16 %, prévoient de nouvelles augmentations et une réduction des dépenses publiques. Le 4 octobre, la lire est dévaluée pour la seconde fois en une année. La *Confindustria* et les syndicats continuent de se rencontrer pour contenir l'augmentation du coût du travail à 16 %. Le 23 octobre, les syndicats organisent une grève générale contre la faillite de ces négociations...

Le 24 octobre, 300 000 personnes participent à Rome, à une manifestation contre la guerre, alors que le reste de

l'Europe est lui aussi parcouru de plusieurs manifestations regroupant des centaines de milliers de participants, contre l'Otan, ses missiles et les menaces de guerre.

arrestations en série

Le 26 octobre, les syndicats sont aux côtés de la *Confindustria* et du gouvernement pour décider du blocage des prix et des salaires. Ce qui n'empêche pas le gouvernement d'accepter, cinq jours plus tard, l'augmentation des prix pétroliers !

Le 29, Vittorio Alfieri, ouvrier et délégué du département assemblage à l'Alfa Romeo d'Arese, dirigeant de la colonne *Walter Alasia* des Br, est arrêté à Turin. Dans la nuit qui suit, les Br tracent des mots d'ordre dans l'usine. Le 13 novembre, ce sont deux militants de *Prima linea*, Giorgio Soldati et Fernando Della Corte, qui sont arrêtés à la gare centrale de Milan, après une fusillade qui coûte la vie à un agent de la Digos.

Le 10 novembre, les syndicats acceptent que le plafond de l'échelle mobile soit fixé à 45 points pour 1982.

Le 20, Fulvia Miglietta, fondatrice de la colonne gènoise des Br, recherchée depuis plusieurs années, est arrêtée. Le lendemain, au cours d'un blitz à Naples, 8 personnes sont arrêtées, 50 mandats d'arrêt sont lancés, un important stock d'armes est découvert ainsi que l'appartement où fut détenu *Ciro Cirillo*. Le 2 décembre, la colonne romaine des Br jambise *Antonino Mundo*, médecin de la prison de Vicenze. Le 9, un super-procès s'ouvre à Bergame contre 133 militants représentant tous les courants antagonistes italiens. Le bun-

ker où se déroule ce procès a coûté 4 milliards de liras. Le procès contre la colonne gènoise se clôt le même jour par de lourdes condamnations : 44 militants des Br se partagent 264 ans de prison. Le 10 décembre, *Giorgio Soldati*, militant de PI arrêté peu avant, est tué dans la prison de Cuneo par d'autres prisonniers : il est soupçonné d'avoir collaboré avec les carabinieri.

Le 1^{er} décembre, le gouvernement Spadolini connaît le début de la sempiternelle crise gouvernementale.

C'est au cours de cette période que commence à apparaître publiquement un important débat au sein des *Brigades rouges*. C'est ainsi qu'une scission au sein de la colonne vénitienne est rendue publique. Alors qu'une «*Résolution de la Direction stratégique*» des Br est publiée, un autre courant de la même organisation publie, lui aussi le 16 décembre, un volumineux document intitulé «*Lotta armata per il comunismo n° 4 — Risoluzione strategica, dicembre '81*», dans lequel est annoncée «*le saut d'époque au parti combattant du prolétariat métropolitain : le parti-guérilla*».

Mais, le lendemain, c'est la colonne vénitienne de l'autre filon des Br qui enlève et séquestre le général américain *James Lee Dozier*, commandant en chef adjoint des forces militaires terrestres de l'Otan pour l'Europe du Sud. Le communiqué de revendication du rapt lance un appel à la «*constitution d'un front combattant anti-impérialiste dans toute la zone européenne et méditerranéenne*».

Le 24 décembre, deux dirigeants de la colonne *Walter Alasia*, *Pasqua Aurora Betti* et *Flavio Amico*, sont arrêtés à Milan.

DANS toutes les usines, les assemblées syndicales de consultation sur le coût du travail et le maintien en conséquence des salaires au-dessous des 16% fixés par le gouvernement se réunissent en janvier. Les syndicats ont beau prétendre que le gain ainsi réalisé sera reversé à la *cassa integrazione* et aux retraites, la majorité des assemblées refuse l'accord. Les syndicalistes, de nouveau battus, cherchent de nouveau à minimiser leur défaite. Non seulement la fracture entre ouvriers et syndicats s'approfondit, mais c'est aussi au sein du syndicat lui-même que les contradictions explosent.

De son côté, la magistrature commence à intervenir lourdement dans la campagne contre l'«*absentéisme*». A Rome, le juge *Infelisi* va jusqu'à condamner un «*absentéiste*» à trois mois de prison. Le même juge sera d'ailleurs, peu après, dénoncé comme l'un des plus grands absentéistes lors d'une enquête à ce propos dans la fonction publique...

quatre libérations à Rovigo

Cependant, le 3 janvier, un noyau des *Comunisti organizzati per la liberazione proletaria* attaque la section féminine de la prison de Rovigo et libère quatre militantes : *Suzanna Ronconi*, *Loredana Biancamano*, *Marina Premoli* et *Federica Meroni*. Deux jours plus tard, le gouvernement adopte de nouvelles mesures d'urgence sur les prisons et — moins officiellement — décide de donner carte blanche à la systématisation de la torture contre les combattants communistes. Ces mesures sont : emploi de l'armée contre les révoltes dans les prisons, dispositif contre d'éventuelles attaques aériennes et application massive de l'article 90.

1982

Ce tristement fameux article 90 signifie concrètement : vitres de séparation lors des parloirs avec la famille et les avocats, d'importantes restrictions et même l'interdiction de faire entrer des livres, des journaux et des vêtements dans la prison, de continuelles perquisitions provocatrices dans les cellules, des perquisitions corporelles plusieurs fois par jour, accompagnées de fouilles anales et vaginales imposées par la force, et enfin l'institution de divisions spéciales de «*long contrôle*», dans lesquelles l'isolement est total vingt-quatre heures sur vingt-quatre. A partir de cette date, les tabassages se généralisent dans les superprisons où sont enfermées les avant-gardes les plus combattives : à Palmi, Nuoro, Cuneo, etc.

Le 4 janvier, à Rome, *Stefano Petrella* et *Ennio Di Rocco*, militants des Br, sont arrêtés alors qu'ils préparaient le rapt d'un dirigeant de la Fiat, *Cesare Romiti*, et sont immédiatement soumis à des tortures. Ce qui n'empêche pas, deux jours plus tard, *Nicola Simone*, numéro deux de la Digos, d'être grièvement blessé à Rome par un noyau des Br qui tentait de l'enlever.

Le même jour, à l'Alfa Romeo d'Arese, une lettre de deux ouvriers, arrêtés en 1981 et accusés d'être membres des Br, est affichée sur le panneau syndical. C'est le scandale. Le Pci réunit une assemblée pour condamner ce document comme «*mafioso et criminel*». Le syndicat veut se constituer partie civile parce que les deux camarades «*parlent de tout mais n'ont pas un mot contre le terrorisme*». Tout cela alors même que tous les ouvriers de l'Alfa sont mis en *cassa integrazione* pour trois semaines afin de résorber le stock d'autos que la direction juge trop important...

Le lendemain, la colonne *Walter Alasia* mène une journée de propagande à Milan : bombages à l'intérieur de l'usine

Breda, diffusion de tracts à l'O.M., diffusion d'un message enregistré dans le métro. Le 9, au cours d'une importante opération policière à Rome, quatorze militants des Br, parmi lesquels Giovanni Senzani, dirigeant du Front des prisons, sont arrêtés et cinq bases sont découvertes. Ces camarades, militants du courant «Pour la construction du parti-guérilla», préparaient d'importantes opérations, dont une évaison de masse à Trani et une irruption armée lors du conseil national de la Dc, qui doit se tenir le 22 janvier Piazza Sturzo et doit être retransmis en direct à la TV.

Le 21 janvier, une gigantesque chasse à l'homme, à laquelle participent l'armée, les carabinieri et la police, est déclenchée au nord de Rome, après un hold-up manqué à Siene. Après quatre jours de poursuite, quatre militants de *Prima linea* sont pris, dont Giulia Borelli, dirigeante de PI, et Pietro Mutti, ouvrier à l'Alfa Romeo, un autre militant est tué et deux carabinieri sont abattus. Un maxi-blitz est alors opéré dans toute l'Italie contre PI: des arrestations ont lieu à Rome, Aoste, Turin et trois bases sont découvertes à Naples, Siene et Bologne. Giancarlo Fornoni, l'un des militants arrêtés après le hold-up, dénonce à son tour les tortures auxquelles il a été soumis.

la plus grande vague de répression

Le 28 janvier, un commando des Nocs, unité spéciale antiterroriste, fait irruption dans l'appartement où est détenu le général américain J.-L. Dozier, et arrête cinq militants des Br: Cesare Di Leonardo et Alberta Biliata se déclarent prisonniers communistes, tandis que les trois autres, Antonio Savasta, Emilia Libera et Giovanni Ciulli passent immédiatement aux aveux et se vendent aux carabinieri. C'est alors le début de la plus grosse vague d'arrestations qu'ait connu le mouvement révolutionnaire italien: en quelques mois, un millier de personnes finira en prison, la colonne vénitienne *Anna Maria Ludmann* est démantelée, la prison où fut détenu Aldo Moro, est semble-t-il découverte...

Cependant, le 1^{er} février, s'ouvre à Turin le procès contre la revue *Controinformazione* sur les premiers épisodes de l'histoire des Br, dans lequel vingt et une personnes sont inculpées. Le directeur — en fuite — de la revue sera condamné à neuf ans de prison, tandis que les autres inculpés seront eux condamnés à des peines de six à deux ans.

Le 4 février, au cours d'une seule et même journée, Luigi Scricciolo et sa femme, responsables des relations extérieures de l'Uiil, sont arrêtés sur dénonciation de Savasta comme membres des Br, et Carlo Fioroni, premier des



Face à la brutale répression de l'*après-Dozier*, Rovigo montre la voie: *-diffuser la libération...*

«repentis», est libéré en échange de ses bons et loyaux services, après avoir subi une opération de chirurgie esthétique muni d'un passeport et d'une importante somme d'argent gracieusement fournis par les carabinieri. Il se déclare sympathisant du Pci... Le même jour, à Turin, un blitz mène vingt-cinq militants des *Nuclei comunisti* en prison. Pour cette journée *«ordinaire»* de *l'après-Dozier*, on dénombre: neuf arrestations à Rome, sept en Toscane, vingt-six à Venise, vingt et une à Vérone, quatre à Catanzaro, huit à Milan, quatre à Perugia... Dix jours après la libération de Dozier, on atteint, pour la seule Vénétie, un total de soixante-dix arrestations, et, pour l'ensemble de l'Italie, un total de cent-cinquante arrestations et de trente bases découvertes (**voir annexe 6, page 57**).

(Suite page 59)

ANNEXE
6

De Il Bollettino
numéro quatre,
mars 1982

Plateforme de la coordination milanaise contre la répression

LA Coordination nationale contre la répression a désormais une année derrière elle. Depuis les premières assemblées à la «Palazzina Liberty» et au «Miele», animées de la volonté de relever la tête, on est passé à la volonté de retisser un réseau stable de rapports entre camarades, de se réorganiser. Un des résultats sûrement positifs de cet effort de s'organiser a été la publication d'un bulletin périodique, qui a eu une fonction fondamentale dans la reprise du débat politique, dans le rapport interne-externe à la prison, et qui contribue à la socialisation des expériences.

Une étape fondamentale a été représentée par le Convegno, (1) qui a joué un rôle, particulièrement dans sa phase préparatoire, de pôle catalyseur de tout le débat politique aujourd'hui existant dans et hors la prison. Le moment du Convegno a cependant aussi été le point d'arrivée d'une activité qui, pour évoluer par la suite, devait accomplir un saut de qualité. En cela, le Convegno, avec toutes ses limites devait aussi constituer un point de départ. Il existe aujourd'hui des luttes, des conditions externes, de nouvelles volontés subjectives, qui permettent de prospecter, de concrétiser ce saut.

la revendication de son propre antagonisme

Les luttes des maisons d'arrêt (2), et en particulier de San Vittore, (3) sont en train d'assumer une importance décisive. D'un côté, elles marquent une continuité

(1) Ce Convegno est le Congrès national contre la répression qui s'est tenu les 30 et 31 mai 1981. Il fut précédé et fut lui-même le lieu d'un débat extrêmement riche, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons.

(2) Il s'agit des giudiziari, qui sont les maisons d'arrêt du circuit «normal», par rapport au circuit spécial des superprisons (Palmi, Trani, Nuoro, etc.).

(3) Lutte qui s'est développée au cours de l'été 1981 pour finir par être brutalement réprimée le 22 septembre.

avec les luttes qui se sont développées dans les autres prisons, en particulier dans les prisons spéciales, de Trani à Pianosa, à l'Asinara. De l'autre, elles apportent des éléments nouveaux. Cette lutte, par la conformation même des grandes maisons d'arrêt, n'est pas revendicable par une force politique, elle a les caractéristiques d'un mouvement de masse et elle marque l'unité entre les communistes et tous les prolétaires. Elle est une indication à tout le mouvement, elle marque la volonté d'opérer un renversement par rapport à la défiance existante l'année passée sur la politique et sa propre identité, elle marque la nécessité de revendiquer sa propre histoire, les luttes, les initiatives de ces dernières années comme une partie inaliénable de soi-même. Elle indique surtout la recomposition d'un front de classe qui se pose en net antagonisme avec



Une répression tout azimuth...

l'Etat, même en admettant et en revendiquant des spécificités, des contradictions, des parcours différents. Le mur, nous le construisons entre nous et l'ennemi. La différenciation (4) n'est pas passée. Nous

(4) La différenciation est la méthode de division des prisonniers en «durs» et «mous», «repentis» et «irréductibles», et même en «repentis», «semi-repentis» et «repentis de s'être repenti»... Sa forme la plus spectaculaire est la division des prisonniers en différentes cages lors des procès. La question de la répartition dans ces cages est d'ailleurs l'objet de luttes.

Le procédé du «traitement différencié» joue sur un éventail de conditions de détention plus ou moins invivables selon les différents degrés de disponibilité à la révolte ou à la soumission. Mais on appelle aussi différenciation l'attitude de ceux qui se désolidarisent des organisations révolutionnaires italiennes. Les plus notoires de ceux-ci vont de Toni Negri à Lotta Continua per il comunismo, de Donat Cattin et sa bande de «déserteurs» aux groupes institutionnels (Lc, Dp, Pdup, etc.)...

verrons ensuite entre nous, mais nous sommes un front unique, même s'il est à multiples facettes. La revendication de sa propre identité politique est un élément fondamental de sa propre survie globale.

reouvrir une intervention de masse

A l'extérieur de la prison aussi, les choses sont en train de changer. De camarades qui avions comme premier objectif de se réaggréger, de reconstruire un réseau de rapports politiques, nous sommes passés à la volonté de réaliser un travail de masse effectif. On se sent emprisonnés dans les milieux restreints qui étaient d'une lutte défensive. Maintenant, nous pouvons et nous devons en sortir pour vérifier nos idées dans une pratique de masse et pour nous vérifier comme subjectivités; et, dans le même temps, pour observer l'objectif (*le réel*, NDT) qui nous entoure, pour se lier aux masses, à leurs tensions, à leurs besoins. Faire enquête sur une réalité qui change chaque jour, tant historiquement que sur le terrain idéologique, comme effet de la restructuration que la bourgeoisie met en œuvre.

Et dans le même temps, pour faire une telle enquête, il faut poser avec clarté ses propres idées, sa propre identité. Provoquer pour se dialectiser.

existence de nouvelles tensions subjectives parmi les camarades

Un autre élément qui est en train de changer profondément la situation est la composition même du mouvement. Quand nous avons formé la Coordination, celle-ci était la somme des collectifs qui la constituaient. Quelques-uns de ceux-ci étaient spécifiques sur la répression, d'autres, en développant un travail plus global, développaient déjà de manière autonome un minimum d'intervention sur la répression. Le rôle de la Coordination

était de coordonner les initiatives spécifiques que chaque comité décidait. Elle n'était pas elle-même sujet actif.

Cette année, on voit clairement que s'ajoute, à la présence des collectifs, la présence de nombreux camarades, parmi lesquels chacun a l'exigence d'exprimer et d'organiser son propre antagonisme de classe, même s'il ne trouve pas à agir au sein d'organismes déjà existants.

Pour ces raisons, l'exigence se pose aujourd'hui à Milan de construire un organisme sur la répression qui soit, plus que la coordination des comités déjà existants, un milieu politique en mesure d'organiser la pratique et le débat des camarades, qui permette l'adhésion même individuelle, et organise tous ceux qui veulent commencer à aller dans cette direction.

La base politique d'un tel organisme ne peut qu'avoir comme point de départ la revendication de sa propre histoire, avec toutes ses contradictions, le refus de la différenciation, et la construction d'une barrière infranchissable entre nous et notre ennemi.

Pour ce qui concerne directement la répression, ce n'est pas tant la solidarité qui doit nous animer que :

1) la constatation que la prison impérialiste aujourd'hui est un instrument de répression qui ne concerne plus seulement une minorité de camarades parmi les plus combattifs, mais qui se pose déjà (et est destiné à le devenir toujours plus) comme instrument de répression de masse, auquel la bourgeoisie recourt de manière toujours plus importante, au fur et à mesure que l'affrontement social se fait plus âpre et que les intérêts en jeu se manifestent pour ce qu'ils sont : irréductiblement opposés.

2) Trois mille camarades en prison, cela pose une question qui concerne chacun de nous : cela concerne le bilan d'années de militance, de lignes politiques. Leur libération dépendra du développement de l'offensive de classe.

3) La répression est fondamentalement l'organisation de l'Etat pour réprimer l'expression de l'antagonisme de classe, cet antagonisme qui met en cause les conditions mêmes d'existence du Capital. La lutte contre cette répression représente une contribution fondamentale au développement dans le mouvement d'une lutte en positif qui se situe sur le plan des besoins et des intérêts des masses.

4) La revendication de sa propre identité ne peut que passer par le refus des conditions d'existence imposées par le Capital, et de toutes ces chaînes avec lesquelles il cherche à bloquer notre initiative et qui sont : la prison, le contrôle policier, et la militarisation toujours croissante du territoire.

Deux autres éléments doivent être clarifiés. Le premier est que la tâche principale d'un tel organisme doit être d'organiser une pratique de masse. Déjà, lors de l'assemblée à la *- Palazzina Liberty -* sur le massacre de San Vittore, en septembre, l'exigence s'exprimait clairement de sortir de cette assemblée, non seulement avec les idées plus claires, mais aussi avec des indications sur quoi faire, sur lesquelles se mobiliser, sur lesquelles lutter et se confronter avec l'extérieur.

Le second élément consiste en ce qu'un tel organisme n'est pas, et ne veut pas s'arroger le rôle d'être l'unique moment organisé à Milan. Nous voulons être l'un parmi ceux-ci. Ceci indépendamment du fait que nous posons l'exigence que sur ce plan, le travail soit coordonné au maximum, et qu'il y ait donc une dialectique entre les différentes coordinations. Cette tâche ne peut être établie de manière volontariste et moraliste au nom d'une unité mythique. Si l'exigence d'unité existe, il existe aussi aujourd'hui le fait que des moments différents découlent d'histoires différentes, d'idéologies différentes, de pratiques et de référents sociaux différents. Et nous pensons que chacun doit se poser comme tâche centrale de réaliser la pratique de masse que lui permet le niveau d'unité aujourd'hui atteint.

Si une confrontation pour arriver à une pratique unitaire devait bloquer la pratique aujourd'hui possible, cette confrontation devrait être renvoyée. Aussi parce que c'est justement la pratique qui, maintenant, peut nous donner les éléments pour dépasser les contradictions existantes sur une base nouvelle.

Par rapport à la Coordination nationale, il faut développer l'organisation d'une pratique spécifique sur le territoire milanais qui soit une contribution au développement de la Coordination nationale, en même temps que l'investissement dans les échéances nationales qui seront décidées, et surtout dans la publication du bulletin.

Nous pensons aussi que les tensions des camarades vers un débat politique plus général, même si elles représentent un signe positif dans le sens d'une reprise du mouvement, ne doivent pas rompre la spécificité de l'intervention contre la répression, mais doivent plutôt enrichir cette intervention en la rendant toujours plus lointaine de toute conception solidariste, et toujours plus politique.

L'objectif premier du Comité devient donc le rôle de **contreinformation** contre les campagnes de criminalisation gérées par les patrons, par les partis soi-disant ouvriers qui collaborent au maintien de la paix sociale, par les syndicats, à travers les multiples canaux dont dispose l'idéologie

bourgeoise et le rôle de la **propagande** d'épisodes qui démontrent la fonction essentiellement antiprolétaire de la répression.

La simple dénonciation du fait répressif n'est toutefois pas suffisante, et il est nécessaire de montrer comment la répression, en éliminant et en divisant les avant-gardes, s'accompagne de la tentative de réintroduire dans les masses en lutte l'idée que la possibilité d'obtenir quelque chose de matériel soit dans l'abandon du terrain de la lutte, pour retourner à attendre la solution du problème par les politiciens, les institutions et les syndicats collaborationnistes.

L'activité de lutte et de dénonciation de la répression n'est donc pas un objectif en soi, mais un des moments sur lesquels convergent les efforts pour organiser et étendre la lutte prolétaire contre le pouvoir du Capital.

La présence aux procès et, plus généralement, l'intervention dans le concret de ce qui est exprimé par le prolétariat détenu dans la réalité milanaise, et sur le terrain du droit et de la défense, est un moment fondamental et unifiant de la lutte, une réponse visible à la tentative d'intimider et de diviser le mouvement, qui réaffirme notre présence.

La bourgeoisie doit réprimer les combattants prolétaires parce que ses intérêts sont opposés à ceux du prolétariat. Le mouvement prolétaire, s'il agit sur un terrain de classe, doit donc s'attendre à la répression bourgeoise et doit se disposer pour la combattre. L'ordre démocratique n'est que le cadre, éventuellement révoquable et remplaçable par un ordre dictatorial, dans lequel la bourgeoisie développe son action politique de répression. Pour cela, la bourgeoisie réprime, d'abord en divisant et en isolant les couches les plus combattives, et seulement ensuite en les frappant physiquement et juridiquement. Les masses ne peuvent se solidariser avec ceux qui sont frappés que si elles reconnaissent dans la répression mise en œuvre contre eux la répression de l'Etat bourgeois qui a comme objectif central le maintien de l'exploitation capitaliste contre tout antagonisme de classe.

Le Comité fait sien le présupposé que les détenus, incarcérés parce qu'ils s'opposent à l'organisation capitaliste du travail et à la société bourgeoise, dans les usines, les quartiers, les écoles, doivent être défendus en tant que nos camarades de classe, sans aucune discrimination par rapport à leur identité politique. Le Comité s'engage à lutter contre toute forme de différenciation entre les prolétaires détenus ■

*Novembre 1981,
Coordination milanaise
contre la répression*

DIX ANS DE LUTTES DE CLASSE

(Suite
de la page 56)

Le 8 février, les Br attaquent une caserne à Caserta près de Naples et s'emparent d'un important stock d'armes lourdes. Le 11, la sentence est rendue au procès en appel contre Corrado Alunni et vingt et un militants de PI à Milan: quatre cents années de prison. Le 15, toujours à Milan, s'ouvre le procès contre vingt-sept militants de la *Brigata Lo Muscio*, qui seront condamnés, le 6 mars, à soixante-huit ans de prison. Le 24, une rafle est effectuée à Milan contre la colonne *Walter Alasia*: les principales usines milanaises sont touchées par les arrestations de vingt militants, parmi lesquels une immense majorité d'ouvriers et de responsables syndicaux. Le 28, Marina Premoli, l'une des évadées de Rovigo, est arrêtée à Turin en compagnie de deux autres militants de PI.

Au début du mois de mars, un blitz mène quarante militants romains en prison. Un gardien de la prison de Rebibbia, membre des Br, réussit à s'enfuir... Le 3 mars s'ouvre à Turin un nouveau procès contre 72 militants des Br, qui se conclura par 393 années de prison pour 63 d'entre eux. Le même jour, une banderolle est déployée et des tracts des Br sont distribués à l'usine Fiat-Teksid dans la même ville.

Le 8 mars, à Vérone, s'ouvre le procès de l'« affaire Dozier » contre seize inculpés, dont huit détenus. Cesare Di Leonardo et Alberta Biliata, militants des Br qui ne se sont pas vendus, dénoncent immédiatement les tortures qu'ils ont eu à subir. Ce qui leur vaudra, le 25 mars, de lourdes condamnations: 27 ans à Di Leonardo alors que le repentini Savasta prend 16 ans et l'un de ses pareils deux ans et demi.

la lutte des *cassa integrati* de l'Alfa Romeo

Le 16 mars, la direction de l'Alfa Romeo obtient l'accord du syndicat pour 7 051 renvois de l'usine qu'elle avait réclamés. Une nouvelle fois, le syndicat a signé l'accord alors que les travailleurs l'avaient refusé dans les assemblées. Dans la liste noire, on trouve pêle-mêle des délégués de base, des militants révolutionnaires, des ouvriers malades ou âgés, ainsi que des handicapés que la direction n'avait embauchés que pour toucher les primes versées aux entreprises qui les employaient... Dès le 17, les *cassa integrati* continuent d'entrer dans l'usine, accompagnés de cortèges ouvriers. Le soir même, au cours d'une assemblée, ils décident de constituer une coordination, proposent que la *cassa integrazione* soit appliquée par rotation et refusent toute négociation séparée de la liste. En effet, l'Exécutif du Conseil d'usine et le syndicat tentent de négocier certains noms afin de camoufler le caractère trop évidemment politique de la liste et de diviser les ouvriers.

Le 25 mars, une assemblée se tient pour préparer la manifestation nationale des métallos le lendemain à Rome. Le syndicat propose que cette manifestation soit interdite aux ouvriers qui représentent « un important élément de troubles et des provocations violentes qui empêcherait le déroulement correct et démocratique de la manifestation ». Toute l'assemblée refuse cette propo-

sition aux cris de « Ça suffit avec les listes ! » Le lendemain, trois cent mille personnes participent à la manifestation. La coordination des c.i. de l'Alfa Romeo constitue son propre cortège autonome, malgré les tentatives de l'Exécutif du Conseil de l'usine d'empêcher sa participation à la manifestation. Des contacts sont pris avec les c.i. d'autres usines. Le discours du leader syndical Benvenuto — qualifié de « *syndicaliste repentini et leader de liquidarnosc* » par les ouvriers et les syndicalistes de la Zanussi — est accueilli par des sifflets et des quolibets contre l'annulation de la grève générale.

La direction de l'Alfa Romeo tente alors d'empêcher l'entrée des *cassa integrati* dans l'usine en distribuant des cartes roses, d'une couleur différente, aux autres ouvriers et en les faisant agresser par les gardiens aux portes de l'usine. Le 31, l'Alfa Romeo est en grève après que cinq ouvriers aient été blessés par les gardiens. Des cortèges à l'intérieur de l'usine donnent la chasse aux jaunes. On fait entrer les c.i. et trois mille cartes roses sont détruites. Le syndicat dénonce cette initiative comme « *spontanéiste* ».

Les initiatives se multiplient pour faire entrer les *cassa integrati* dans l'usine: manifestation au siège du conseil régional, qui est contraint de modifier son ordre du jour, grèves à l'intérieur de l'usine, assemblées, manifestation à l'assemblée régionale des délégués Flm... A Montecatini, alors que se tient l'assemblée nationale de la Flm sur la convention de la Métallurgie, un cortège d'ouvriers de l'Alfa entre dans la salle aux cris de « *pouvoir ouvrier !* ». Ces ouvriers obtiennent une réunion avec les syndicalistes du secteur autonome, réunion qu'ils désertent rapidement: « *Vous nous faites gerber, vendus !* » Ils retournent alors en assemblée générale et y exposent la position du Comité des c.i. et dénoncent l'orientation du syndicat.

Le 9 avril, trois responsables syndicaux démissionnent du Conseil d'usine parce que celui-ci reste silencieux ou même applaudit face aux menaces — anonymes — dont ils sont victimes...

Les lettres de démission du syndicat arrivent par centaines. Les ouvriers de l'Alfa Romeo y dénoncent la falsification des résultats des votes dans les assemblées. Le Conseil d'usine et le syndicat sont qualifiés de « *syndicats d'Etat* » qui ne représentent plus les ouvriers. Le Conseil d'usine est en effet désormais composé seulement de « *professionnels* »: sur quatre cents délégués, cent vingt sont déjà hors de l'usine, tandis que nombre d'autres sont démissionnaires. Cette fracture entre ouvriers et syndicats va encore s'approfondir lors de la modification du statut du Conseil d'usine. En effet, l'investissement fondamental qui est alors demandé aux délégués concerne la lutte contre le « *terrorisme* » et non la lutte contre la restructuration qui, au contraire, est soutenue à travers mille démagogues. Les délégués ne sont plus librement élus par les ouvriers mais doivent avant tout signer une déclaration contre le « *terrorisme* » et d'adhésion à la ligne des directions syndicales, devenant par là espions et délateurs.

Du 3 au 7 mai, la direction de l'Alfa Romeo met 2.181 ouvriers en *cassa integrazione* pour une semaine. Le 10, ce sont tous les employés de l'usine qui sont mis en *cassa integrazione* pour la même durée, alors que la production atteint les niveaux record prévus par la direction: 620 autos par jour pour la seule Alfa Romeo de Milan, pour 620 programmées.

Mais, parallèlement à la lutte, le Comité des c.i. avait, contre l'avis du syndicat, déposé un recours légal contre les renvois. A la fin juillet, 37 ouvriers sont réintégrés. A la fin août, c'est le tour de 97 autres. Pour les autres, l'affaire continue d'être en les mains des tribunaux. Mais à peine les premiers ouvriers sont-ils réintégrés que le Comité des c.i. organise une grève d'une journée avec assemblées contre la tentative de la direction de les déplacer dans une usine hors de Milan.

Cependant, les dénonciations concordantes et de plus en plus nombreuses font éclater sur la scène publique la question de l'usage de la torture contre les combattants. Le 10 mars, Pier Vittorio Buffa, journaliste à *l'Espresso*, est arrêté à Venise pour avoir refusé de donner les noms des policiers qui lui avaient confirmé le recours à la torture contre les combattants capturés. Le 28, ce sera au tour d'un journaliste de *la Repubblica*, Luca Villosi, d'être lui aussi arrêté pour les mêmes raisons, alors que quelques jours plus tôt seuls dix députés assistaient, au Parlement, à la séance au cours de laquelle le ministre de l'Intérieur Rognoni répondait aux accusations portées sur cette question...

Cela n'empêche évidemment pas la répression de continuer de plus belle: le 10 mars, Mauro Ancofora, dirigeant de la colonne napolitaine des Br, est arrêté près de Naples au cours d'une vaste opération dans toute la Campanie. Le 28, quinze bases sont découvertes lors d'un blitz contre la colonne *Walter Alasia* à Milan. Le 2 avril, trente-cinq militants sont arrêtés en une seule journée à Rome... C'est dans ce contexte que se tient à Paris la rencontre de constitution de *l'Association internationale des défenseurs de prisonniers politiques en Europe*, à laquelle participent des avocats italiens, allemands, français, suisses, espagnols, etc.

Le 4 avril, cent mille personnes manifestent à Comiso, en Sicile, contre l'installation des missiles américains *Cruise* dans cette même ville, alors que les travaux doivent commencer le lendemain. Au même moment, à Padoue, se tient un congrès national contre la torture.

l'opposition ouvrière aux plateformes syndicales

Au cours de ces premiers mois de l'année, douze millions de travailleurs sont intéressés au renouvellement des conventions nationales par branches, dont nombre ont déjà atteint leur terme depuis longtemps, parmi lesquelles la



Les dirigeants syndicaux sont hués au cours d'une assemblée ouvrière à Milan...

Métallurgie, la Chimie, le Textile, la Fonction Publique, le Bâtiment, le Commerce... Pour chacune d'entre elles, les plateformes syndicales qui servent de base aux négociations se situent, comme d'habitude, dans le cadre de la politique des sacrifices pour la «*défense de l'économie nationale*».

Alors que la convention nationale des métallos est arrivée à terme depuis quatre mois, on en est encore à discuter de la plateforme à présenter... En effet, la tactique des syndicats consiste à enliser les discussions sur les plateformes de telle manière que lorsque l'on en arrive à l'accord, les quelques améliorations et augmentations obtenues sont encore plus maigres, puisque, entre-temps, le coût de la vie, lui, a continué d'augmenter. Une fois que les assemblées d'usine de «*consultation*» se sont tenues, la Fim réunit, du 7 au 9 avril mille trois cents délégués à Montecatini, tous sélectionnés pour approuver la plateforme. Il s'agit une nouvelle fois d'une rencontre de bureaucrates syndicaux, où ne parvient même pas l'écho de l'opposition ouvrière radicale qui s'est exprimée avec force dans toutes les usines, petites ou grandes, et où l'on est prêt à brader les conditions de vie et de travail des ouvriers pour mieux défendre les profits capitalistes. Mais, bien que la fracture entre ouvriers et syndicats ne soit plus chose nouvelle, celle-ci commence désormais à trouver des formes organisées dans les grandes usines comme la Fiat ou l'Alfa Romeo (**voir annexe 7 page 57**).

(Suite page 63)

ANNEXE
7

Tract du
Groupe Ouvrier Fiat de Turin,
avr:il 1982

Pourquoi les ouvriers ne suivent plus le syndicat

Le document que nous reproduisons ci-après est constitué d'extraits d'un texte distribué dans l'usine par le Groupe ouvrier Fiat de Turin, qui a été publié dans "Operai contro", journal pour la liaison et la lutte des ouvriers contre l'exploitation, dans son numéro 6 du 19 mai 1982. A l'heure où les syndicats présentent les ouvriers Fiat comme des « jaunes », il est important de savoir ce qui se passe dans les plus grandes usines italiennes pour comprendre le développement de l'affrontement en cours entre ouvriers et patrons.

S EIZE mars 1982: des milliers d'ouvriers de la Métallurgie, rassemblés à Rome pour la grève nationale, empêchent Benvenuto de parler. Il n'y a cependant que 6 000 ouvriers qui se sont déplacés pour la province de Turin. C'est un fait: les ouvriers Fiat ne participent pas à la manifestation.

Seize octobre 1980: il y a un an et demi, 23 000 ouvriers sont mis en *cassa integrazione*. Les ouvriers, qui comprennent l'escroquerie, repoussent l'accord: il s'agit en fait de licenciements. Les protestations et les votes négatifs dans les assemblées n'y changent rien: l'accord est déjà conclu et, pour les syndicats, il doit passer. La même situation se retrouve dans les assemblées sur les 16%. Les ouvriers sont appelés à répondre par oui ou par non, mais l'appareil du syndicat s'est déjà organisé pour les faire approuver. Les ouvriers de la Fiat, qui savent d'expérience ce que pèse leur avis, n'y participent que peu nombreux. La politique syndicale, qui assume la défense de l'économie nationale et des profits des entreprises, se voit imposer par les temps de crise une plateforme pour le renouvellement des conventions ainsi formulée: une augmentation misérable des salaires, une soi-disant réduction du temps de travail et l'introduction de nouveaux niveaux professionnels pour les chefs et l'aristocratie ouvrière.

Une nouvelle fois, les dirigeants syndicaux se présentent dans les assemblées avec une convention déjà établie. Une nouvelle fois, la gauche syndicale récite son refrain sur les amendements. Une nouvelle fois, en un peu plus d'un an, les ouvriers Fiat font l'expérience de ce qui n'est adopté dans les assemblées que ce qui a déjà été décidé dans les réunions



Une farce, montée par des ouvriers de la Fiat, met piteusement en scène les dirigeants syndicaux Lama, Carniti et Benvenuto.

des directions syndicales. Les assemblées syndicales sont désormais devenues le lieu où les politiciens des divers partis s'évertuent à trouver le meilleur moyen de nous faire approuver la ligne de leur parti: fonctionnaires et délégués s'y succèdent pour déplacer la discussion un peu plus à droite ou à gauche, sans bien sûr qu'il soit question de toucher au fond. Pourquoi devrions-nous encore faire des sacrifices pour défendre l'économie nationale, puisque ces sacrifices ne suffisent jamais et ne servent qu'à en préparer d'autres, plus grands encore, jusqu'au sacrifice

extrême d'aller défendre l'économie nationale par les armes? La réponse à ces questions suffit à elle seule à mettre en cause le système d'exploitation des ouvriers, le système capitaliste.

la nécessité de l'organisation

La nécessité s'impose, à nous ouvriers, de ne pas nous laisser entraîner plus bas encore au dépourvu, de délimiter nettement nos intérêts de ceux du



Benvenuto a bien du mal à se faire entendre lors de la manifestation du 26 mars, à Rome.

capital et des syndicats et partis qui l'appuient. Mais comment? Comme ouvriers désorganisés, soumis au chantage du chômage croissant, nous ne réussissons plus à prendre la parole dans les assemblées pour porter la discussion sur nos intérêts, sur nos conditions de vie et de travail. Il ne suffit plus aujourd'hui de siffler et de s'opposer dans les assemblées: ceux qui n'y vont plus l'ont déjà compris, et ceux qui y vont encore commencent à le comprendre. Ce qu'il faut, c'est une organisation qui sache poser la question des luttes quotidiennes en même temps que la nécessité de l'émancipation des ouvriers et de l'appropriation de ces moyens de production qui, aux mains des capitalistes, sont autant de moyens pour détruire les ouvriers.

Il faut partir de cette constatation fondamentale pour nous que quoiqu'on en dise, on veut cependant cacher cette réalité que la fracture profonde entre ouvriers Fiat et syndicats collaborationnistes a déjà eu lieu. Et ce n'est pas rien. Cela n'a pas eu lieu dans une petite usine perdue à cause d'un coup de tête de quelque petit patron. Ça s'est passé à la Fiat, dans la plus grosse concentration ouvrière, c'est le premier choc frontal entre les ouvriers soumis au capital le plus avancé et les intérêts de ce capital dans la crise, avec son exigence de nous écraser plus durement que par le passé pour défendre ses profits. Et il s'agit d'intérêts inconciliables: pour continuer à prospérer et à faire de bonnes affaires, le capital ne peut que détruire les ouvriers.

d'où l'on peut recommencer

Dans cet affrontement, les ouvriers ont pu voir de quel côté se trouvaient les

dirigeants et l'appareil syndical. Depuis octobre 1980, plus significativement encore qu'avant, toute initiative du syndicat est ressentie comme étrangère et hostile aux ouvriers. A part quelques fidèles, les ouvriers en *cassa integrazione* ne participent pas aux initiatives du syndicat. Mais il n'y a pas que cela. Surtout dans les usines, les ouvriers ignorent tout des initiatives du syndicat: les mots d'ordre sur le développement, l'emploi, le Sud, vieux haillons agités durant des années comme drapeau du syndicat, n'ensorcèlent plus personne et les ouvriers ne font plus grève pour soutenir le développement ou les investissements. La grève du 2 février a été un échec à la Fiat. Hormis les quelques fidèles qu'il reste, les assemblées sont désertes. Même à la Fiat-Rivalta, où la syndicalisation est plus forte qu'à la Mirafiori, seules quelques dizaines d'ouvriers firent grève le 4 février contre le licenciement d'un délégué.

Les ouvriers prouvent qu'ils ont l'esprit pratique: si cela ne sert pas nos propres intérêts, pourquoi revenir en arrière? N'est-il pas vrai que celui qui s'accroche à l'idée de «*syndicat*», sans même regarder les propositions qu'il fait, est aujourd'hui cent mille fois plus en arrière que l'ouvrier «*plus désarmé politiquement*», mais qui connaît cependant les frontières de ses propres intérêts? Qu'il y ait eu fracture et qu'elle persiste est aussi démontré par le fait que les syndicats — et les partis en leur sein — sont préoccupés. Les ouvriers Fiat ne suivent pas les propositions et les échéances «*politiques*», ils ne soutiennent pas mais subissent seulement, ils ne sont en somme pas compréhensifs, comme le voudraient les syndicats, à l'égard des idées d'augmentation de la productivité et de sauvetage de l'économie nationale, ils ne veulent pas

faire d'autres sacrifices. De plus, alors que la Fiat annonce que ses profits grimpent, les ouvriers voient leurs propres poches toujours plus vides. Et si ces ouvriers ne sont pas organisés dans les syndicats, n'ont plus confiance dans leurs délégués, ne sont plus disciplinés aux protestations domestiquées derrière le syndicat, ne font pas grève pour les investissements, qu'arrivera-t-il lorsqu'ils diront assez, quand ils ne seront plus disposés à supporter?

C'est là une chose qui préoccupe beaucoup nos syndicalistes, et cela arrivera inévitablement: les conditions matérielles elles-mêmes mèneront à l'affrontement ouvert entre la plus grosse concentration ouvrière, les ouvriers Fiat, et le capital et son Etat. Des dizaines de milliers d'ouvriers concentrés dans un petit nombre d'établissements représentent un ensemble naturel d'intérêts communs qui n'attend que le mûrissement de la crise pour exprimer son antagonisme total avec les intérêts du capital. Les ouvriers Fiat ne sont pas novices en la matière, comme en 1962 lors des luttes de Piazza Statuto. Ce qui préoccupe nos syndicalistes est, pour nous ouvriers, le point de départ pour nous organiser. Nous organiser pour travailler justement dans cette direction, pour rendre cette fracture plus profonde encore, avec la confiance et la certitude en ce que le déroulement de la crise travaille justement à la reprise des hostilités ouvertes entre ouvriers et patrons. ■

Avril 1982,
Groupe ouvrier Fiat
de Turin

DIX ANS DE LUTTES DE CLASSE

(Suite
de la page 60)

Cependant, le 12 avril, alors que Rome est placée en état de siège à la veille de l'ouverture du super-procès pour l'enlèvement et l'exécution d'Aldo Moro, un noyau des Br du Parti-guérilla (dont c'est l'acte de naissance officiel), attaque le bunker de Foro Italico où 63 militants doivent être jugés et blesse trois carabinieri en mitraillant un de leurs camions. Deux jours plus tard, en grandes pompes, le procès est ouvert. Le 15 avril, six militants de PI sont arrêtés à Turin. Parmi eux, Loredana Biancamano, évadée de Rovigo le 3 janvier, et Sonia Benedetti. Le lendemain, sept autres militants les rejoignent aux mains des carabinieri.



Une manifestation des *Chômeurs organisés* à Naples.

A l'usine Autobianchi-Fiat, l'agitation se développe par des grèves surprise, des blocages de rue et des cortèges internes contre l'augmentation des cadences. Les ouvriers s'opposent à la réintroduction des chronomètres, qui avaient été chassés de l'usine par les luttes du début 70. La direction riposte en licenciant les ouvriers les plus combattifs. Le 23 avril, après avoir licencié deux délégués, elle fait intervenir les carabinieri dans l'usine. La magistrature entre elle aussi dans la danse à l'invitation de la direction et poursuit pénalement onze ouvriers pour «*intimidation et violences*».

Le même jour, et alors que les syndicats continuent d'appeler les ouvriers à accepter les sacrifices pour conserver leur poste de travail, la Fiat annonce officiellement que les 23.000 *cassa integrati* de 1981 ne rentreront plus dans l'usine. La riposte du syndicat ne se fait pas attendre: il fait savoir qu'il veut éviter par tous les moyens une épreuve de force avec la direction!

Mais, le 27 avril, cependant que le gouvernement est ébranlé après que le ministre du Trésor Andreatta ait accusé le Psi de «*national-socialisme*», cependant qu'éclate un nouveau scandale pour fraude fiscale, concernant 1.448 entreprises qui ont falsifié leur bilan par de fausses factures, le gouvernement annonce une nouvelle réduction des dépenses publiques de 10.000 milliards de lire, une augmentation des impôts, des restrictions à la consommation et un plan pour le maintien du coût du travail.

Le 28, c'est à coups de poing et d'insultes que le Parlement discute le bilan 1982. Et, pendant que le gouvernement décrète une augmentation du téléphone entre 18 et 25 %, à l'extérieur les carabinieri chargent violemment un sitting organisé par les Radicaux de la *Ligue pour le désarmement* devant le siège du gouvernement à Montecitorio.

«la campagne Cirillo continue»

Mais, loin de ces pantolines, le 23 avril, Francesco Lo Bianco, dirigeant des Br, avait été arrêté à Milan en compagnie de cinq autres militants. Quelques jours plus tard, le 27, un noyau des Br du *Parti-guérilla* exécute, à Naples, le conseiller régional de la Dc, Raffaele Delcogliano et son chauffeur, alors qu'ils se rendaient à la messe commémorative de l'exécution de l'escorte de *Ciro Cirillo* lors de son élèvement, un an auparavant: «*La campagne Cirillo continue*», affirme le communiqué de revendication... Le 30, un nouveau blitz en Sardaigne mène quinze militants en prison.

Le lendemain, à Palerme, en Sicile, Pio La Torre, député et secrétaire régional du Pci, est abattu par la Mafia.

Dans de nombreuses villes d'Italie, les manifestations du 1^{er} mai se concluent par de violents affrontements avec la police et les services d'ordre syndicaux, comme à Milan où le cortège est dirigé par le Comité des *cassa integrati* de l'Alfa Romeo. Et un peu partout les dirigeants syndicaux ne parviennent pas à prendre la parole, comme Benvenuto à Salerne. En Irpinie, dans les zones sinistrées, c'est en totale autonomie par rapport au syndicat que les manifestations sont organisées.

Le 2 mai, à Turin, se tient le *Congrès pour la reprise de l'antagonisme de classe et contre l'idéologie de la défaite*. De nombreux comités et collectifs d'ouvriers, étudiants, chômeurs et de *cassa integrati* y participent aux côtés des comités contre la répression et des associations des familles de prisonniers. Au même moment, douze militants sont arrêtés au cours d'un blitz en Ligurie et en Lombardie. Et, le même jour, une gigantesque opération de police contre la «*délinquance*» est le prétexte à des rafles et des perquisitions de masse dans les zones victimes du tremblement de terre, qui mènent 425 personnes en prison.

Le congrès de la Dc, qui se tient du 2 au 6 mai, est l'occasion d'un «*renouvellement*»: elle change de secrétaire et nomme à ce poste De Mita...

Le 7 mai, huit personnes sont arrêtées au cours d'un blitz à Brescia. C'est alors que le Pci présente les résultats de son enquête sur le «*terrorisme*». Commentant ceux-ci, le direc-

teur du Cesp (institut de sondage du Pci) constate «*la dureté et l'intransigeance des commerçants*», ajoute que «*les femmes font preuve de trop d'humanitarisme*» et que prévalent parmi les jeunes le «*qualunquismo*» (j'm'en-foutisme) et la «*désinformation*».

Le 15 mai, le gouvernement et le Parlement adoptent précipitamment une nouvelle loi sur les liquidations (indemnités de départ à la retraite) pour éviter le référendum qui devait avoir lieu en juin sur l'abrogation de la loi de 1977 qui réduisait l'indemnité versée. La magistrature annulera en conséquence ce référendum le 3 juin.

Les 20 et 21 mai, deux blitz sont déclenchés contre les Br: à Milan, ce sont six militants de la colonne *Walter Alasia* qui sont arrêtés, tandis qu'à Naples, cinq militants sont pris, qui sont soupçonnés d'avoir participé à l'exécution de Delcolgioano le 27 avril précédent. Le 24, Umberto Catabiani, dirigeant des Br, est tué par les flics au cours d'une fusillade à Pise, en Toscane. Le 30, c'est Marcello Capuano, dirigeant de la colonne romaine, qui est grièvement blessé lors de son arrestation.

l'attaque patronale à l'échelle mobile

Le 31 mai, la Fiat met 40.000 ouvriers en *cassa integrazione* pour une semaine afin de désengorger le stockage à la production. Le lendemain, mettant ses menaces à exécution après diverses rencontres avec les syndicats, la *Confindustria* dénonce l'accord sur l'échelle mobile de 1975. Immédiatement, dans toute l'Italie, les ouvriers ripostent : manifestations, grèves, blocages de rues, cortèges internes, etc. A Milan, comme dans d'autres villes, c'est sans attendre le syndicat que 40.000 travailleurs défilent dans les rues. Les syndicats ne savent d'ailleurs plus quoi faire pour contenir le mouvement et, après de nombreuses oscillations, appellent à la grève pour le lendemain, mais en la limitant à quelques heures et à quelques secteurs. Le 2 juin, spontanément, la grève devient générale et, à Milan, ce sont 100 000 ouvriers qui descendent dans la rue.

Le même jour, quatre militants sont arrêtés à Gênes au cours d'un blitz. A Rome, c'est Carmine Fiorillo, rédacteur de *Corrispondenza internazionale* qui est arrêté dans le cadre d'une nouvelle tentative de criminalisation de cette revue. Au même moment, une nouvelle loi sur les «*dissociés et repentis*» concède d'importantes réductions de peines à qui se vendra aux carabinieri et à la Digos avant le 30 septembre. A cette date, devant le peu d'écho rencontré, le délai sera d'ailleurs repoussé de quatre mois...

Et cependant que, le 3 juin, la magistrature donne son aval au retrait du référendum sur les liquidations, les prisons continuent de bouger : à la prison pour mineurs de Nisida, près de Naples, une mutinerie avec prise d'otages a lieu accompagnée de tentatives d'évasion à la nage.

Alors que Milan est soumise à un impressionnant quadrillage policier de jour et de nuit, doublé d'une étroite surveillance organisée par le Pci, la colonne *Walter Alasia* des *Brigades rouges* mène une intense campagne de propagande en direction des usines. Ainsi, un matin, dans la grande concentration ouvrière de Sesto San Giovanni, une dizaine d'immenses banderoles sont déployées.

Le 5 juin, une assemblée nationale ouvrière se tient à Turin sur l'ordre du jour : «*répression sociale, anéantissement des avant-gardes, restructuration de l'appareil productif*». Les cinq cents délégués sont tous interpellés, fouillés et fichés par la police.

Le 7 juin, dans le bunker du Foro italico, à Rome, s'ouvre le procès contre les militants d'*Autonomia operaia* inculpés

dans l'affaire dite du «*7 avril*». La grande majorité des ex-dirigeants d'*Autop*, Toni Negri en tête, s'est depuis dissociée du mouvement de classe révolutionnaire. Peu avant l'ouverture de ce procès, le même Negri déclarait dans une interview : «*J'ai sauvé l'Etat*.» Un an auparavant, il écrivait dans une lettre au juge instructeur être désolé de s'être «*sali les mains dans le mouvement*»...

Le même jour, à Rome toujours, Remo Pancelli, membre de la colonne romaine des Br, est arrêté. En représailles, le lendemain, deux carabinieri sont exécutés près du Foro Italico par la colonne *Umberto Catabiani du Parti-guérilla*. Le 9, à Venise, s'ouvre le procès contre la colonne vénitienne. Le 11, sept arrestations sont effectuées à Naples. A Rome, Giovanna Lombardi, avocate de confiance des militants des Br et, elle aussi, rédactrice de la revue *Corrispondenza internazionale*, est arrêtée sur la foi des accusations du nouveau carabinier Savasta pour avoir assuré un «*travail de liaison*» dans le cadre de la «*constitution d'une bande armée dénommée Br*». Le 13, à Milan, ce sont quatre militants des *Nuclei dei comunisti* qui sont arrêtés.

Le 25 juin, à l'occasion d'une grève générale, 500 000 ouvriers manifestent à Rome. Malgré la décision des directions syndicales d'empêcher la participation à cette manifestation de ceux qui seraient en désaccord avec leur orientation, malgré un imposant service d'ordre chargé de traquer les opposants, malgré un systématique travail d'intimidation et de découragement, une sérieuse opposition se manifeste et les orateurs sont accueillis par des quolibets. Les mots d'ordre les plus repris visent la *cassa integrazione* et la répression lancés par les comités contre la répression qui organisent un cortège regroupant 1.500 personnes.

Trois procès se concluent le 26 juin. A Turin, 91 militants de *Prima linea* se voient infliger de lourdes peines. A Venise, dix militants des *Brigades rouges* se partagent deux condamnations à perpétuité et 91 années de prison. A Tuscania, enfin, quatre militants de PI sont condamnés à la détention à vie, deux à vingt-quatre années et neuf mois de prison et un à neuf ans.

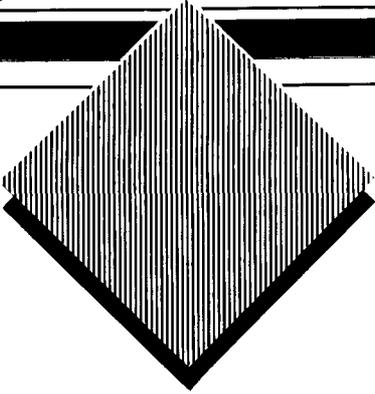
Le 28, malgré les assurances contraires données par le gouvernement, l'*Intersind* dénonce à son tour l'accord sur l'échelle mobile. Et, comme c'est désormais l'habitude, alors que le gouvernement Spadolini s'appête à tomber, de nouvelles augmentations sont décrétées : les prix grimpent de 5 à 25 % pour l'électricité, les transports, le téléphone, les produits chimiques et pétroliers, les loyers, les assurances...

les tortionnaires arrêtés... et relâchés

Afin de désamorcer la sensibilisation qui commence à s'opérer sur l'usage de la torture contre les combattants capturés, cinq agents des Nocs, dont le chef-adjoint de la Digos à Gênes, Salvatore Genova, sont arrêtés dans le cadre d'une instruction ouverte à Padoue sur les sévices subis par des militants des Br après la libération du général Dozier. Cette fois-ci, les démocrates s'insurgent... contre les arrestations, et la police est secouée d'un branle-bas de combat général. Le ministre de l'Intérieur, quant à lui, fait part de sa «*forte perplexité*» et de son «*amertume*».

Fin juin, on connaît les données syndicales officielles sur les effectifs des confédérations pour l'année 1981 : la Cgil enregistre une chute de 2,78 % et la Cisl de 5,06 %. Pour les six premiers mois de 1982, la chute des effectifs est de 5 % et atteint, dans le triangle industriel Milan-Turin-Gênes, dans les îles et dans la région de Naples, officiellement 11 %.

Le 15 juillet, le commissaire Ammaturo, chef de la brigade mobile de Naples, et son escorte sont abattus par un noyau des Br du *Parti-guérilla*. Deux militants sont blessés au



Principales publications de la gauche révolutionnaire italienne

- *Assemblea*

Via Fabrizio Guicciardi, 6.
ROMA

- *Controinformazione*

Corso di Porta Ticinese, 87.
20123 MILANO
Tél. : 39/2-837.65.25.

- *Corrispondenza internazionale*

Via degli Accolti, 19.
00148 ROMA
Tél. : 39/6-522.06.98.

- *Comitato di Propaganda Comunista*

c/o Libreria Calusca
Corso di Porta Ticinese, 48.
20123 MILANO
Tél. : 39/2-835.05.85.

- *Operai Contro*

Casella postale 17168
20100 MILANO Leoncavallo.

- Enfin et surtout *Il Bollettino*, bulletin trimestriel de la *Coordination des comités contre la répression*. Ce bulletin constitue un instrument irremplaçable pour les camarades et collectifs qui travaillent ou cherchent à s'informer sur la situation créée en Italie par l'incarcération de près de 4 000 prisonniers politiques. On y trouve les textes et débats des différents comités de toute la péninsule, les documents de revendication de diverses actions, une importante documentation et des contributions sur les luttes menées à l'intérieur des prisons, une rubrique sur les prisons européennes, des comptes rendus et des interventions aux procès, une rubrique médico-légale et, enfin, des informations en vrac sur les arrestations, transferts et libérations.

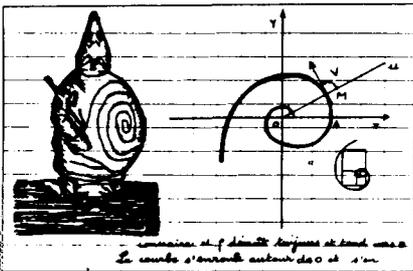
- Il Bollettino*

c/o Libreria Calusca
Corso di Porta Ticinese, 48.
20123 MILANO

ATTI DEL CONVEGNO SULLA REPRESSIONE

MILANO 30-31 MAGGIO

PALAZZINA LIBERTY



a cura della segreteria del convegno
e della redazione de *IL BOLLETTINO*



SOMMAIRE

- 3** Introduction
Une partie de notre patrimoine de classe,
décembre 1982.
- 6** Abréviations et sigles
des partis, syndicats italiens.
Organisations combattantes.
- 7** 1944-1972
Quelques repères.
- 25** 1972-1982
Dix ans de lutte de classe en Italie.
- 13** Annexe 1
*«Une discussion ouverte: l'organisation de la violence
prolétarienne.»*
Editorial du numéro un de *«Nuova resistenza»*, avril 1971.
- 15** Annexe 2
Journal d'une lutte à la Fiat (septembre 1972-avril 1973)
de *«Controinformazione»* numéro zéro, octobre 1973.
- 43** Annexe 3
Les trente-trois jours de la Campagne D'Urso.
Chronique du 12 décembre 1980 au 15 janvier 1981.
- 46** Annexe 4
Interview des Brigades rouges.
Traduit de *«L'Espresso»* du 5 janvier 1981.
- 50** Annexe 5
«Bilan d'une semaine de lutte dans le camp de Trani.»
Communiqué du Comité de lutte des prolétaires prisonniers
de Trani, 5 janvier 1981.
- 57** Annexe 6
Plateforme de la Coordination milanaise contre la répression.
De *«Il Bollettino»* numéro quatre, mars 1982.
- 61** Annexe 7
«Pourquoi les ouvriers ne suivent plus le syndicat.»
Tract du Groupe ouvrier Fiat de Turin, avril 1982.
- 66** Principales publications
de la gauche révolutionnaire italienne et leurs adresses.
- 67** Bibliographie sommaire
et non commentée...